



Assemblée générale

Distr. générale
28 décembre 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 146 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

Rapport du Secrétaire général

Additif

On trouvera dans le présent additif un complément d'information à la section II du document A/64/611.



Table des matières

	<i>Page</i>
II. Exécution du budget (<i>suite</i>)	5
A. Département des opérations de maintien de la paix	5
B. Département de l'appui aux missions	42
C. Département de la gestion	65
D. Bureau des services de contrôle interne	90
E. Cabinet du Secrétaire général	93
F. Bureau de l'Ombudsman de l'Organisation des Nations Unies	94
G. Bureau de la déontologie	95
H. Bureau des affaires juridiques	96
I. Département de l'information	98
J. Département de la sûreté et de la sécurité	101
K. Bureau des technologies de l'information et des communications	108

Abréviations

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
BANUGBIS	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
BCAH	Bureau de coordination des affaires humanitaires
BINUB	Bureau intégré des Nations Unies au Burundi
BINUCA	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
BINUCSIL	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone
BINUSIL	Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)
BUNUTIL	Bureau des Nations Unies au Timor-Leste
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IIC	Commission d'enquête internationale indépendante
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MONUA	Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale

ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNOSEK	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus concernant le futur statut du Kosovo
UNPOS	Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie
UNTOP	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan
VNU	Volontaires des Nations Unies

II. Exécution du budget (*suite*)

A. Département des opérations de maintien de la paix

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Groupe des affaires publiques			
Sondages d'opinion exhaustifs dans les principaux pays fournisseurs de contingents et dans les communautés d'accueil afin de déterminer comment la population voit les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	Non	Les sondages d'opinion, en cours, devraient être terminés en juin 2010. Ils n'ont pas pu être effectués auparavant en raison de retards dans la passation des marchés.	
Réorganisation, refonte et normalisation du site Web du Département des opérations de maintien de la paix, en collaboration avec le Département de l'information	Oui	<p>La politique de publication intranet et Internet du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions a été approuvée en octobre 2009</p> <p>L'intranet des opérations de paix a été amélioré et déployé en juin 2009. Il comporte maintenant des sections normalisées pour les deux départements, un espace où les Secrétaires généraux adjoints adresseront des messages et publieront des informations à l'intention des fonctionnaires du Siège et du personnel local et un outil de recherche en ligne permettant aux fonctionnaires du Siège et au personnel local de consulter les informations et les bases de données au moyen de l'intranet des opérations de paix et des intranets locaux des différentes missions.</p>	
Grande exposition multimédia au Siège de l'ONU à l'occasion du soixantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (2008)	Oui	L'exposition a donné lieu à une nouvelle stratégie d'image du maintien de la paix, combinant les supports traditionnels (affiches, vidéos, documents, radio et télévision) et les nouvelles technologies (site Web et YouTube) pour toucher de nouvelles audiences	
Instauration de points de presse mensuels de hauts responsables du Département des opérations de maintien de la paix; 20 réunions d'information	5	Points de presse trimestriels (3 donnés par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et 2 par le Secrétaire général	

générale et réunions en privé avec les représentants des médias et les faiseurs d'opinion

200 actions de vulgarisation : exposés, débats et présentations sur les questions liées au maintien de la paix, dans les conférences, séminaires et autres réunions publiques

Mise en œuvre de 3 nouveaux partenariats extérieurs portant sur des projets de vulgarisation non traditionnels

adjoint à l'appui aux missions), la direction des 2 départements ayant réévalué les demandes et besoins des médias

73 Réunions d'information générale et entrevues

Le nombre plus élevé que prévu s'explique par un intérêt accru pour les questions de maintien de la paix et une demande croissante de commentaires sur ces questions

170 Actions de vulgarisation menées par le département

Le nombre moins élevé que prévu s'explique par une diminution des demandes

3 Partenariats mis en œuvre

Des discussions sont en cours avec la Fondation pour les Nations Unies et la Stern School of Business de l'Université de New York University, en vue d'élaborer des stratégies de mise en œuvre des nouveaux médias proposés, tels que les sites de réseaux sociaux et les blogs.

En collaboration avec le Département de l'information et le groupe à but non lucratif Culture Project, élaboration du contenu et des activités du concert et de la cérémonie de la Journée des Nations Unies 2009 en hommage aux Casques bleus, appui à Culture Project pour la production d'une série de courts métrages sur le maintien de la paix projetés au concert de la Journée des Nations Unies, invitation d'artistes de plusieurs pays hôtes de mission de maintien de la paix et fournissant des contingents

En collaboration avec la Fondation pour les Nations Unies, promotion des activités de la Journée des Nations Unies et de l'exposition intitulée « Les femmes dans le maintien de la paix, une force pour la paix ». Une réunion d'information avec les organisations non gouvernementales internationales a été organisée; des collections de photos ont été fournies pour les affiches officielles et un court métrage et mises à la disposition du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux afin de reproduire l'exposition à Washington.

Centre de situation

Information rapide des pays fournisseurs de contingents en cas de perte d'un fonctionnaire en tenue participant aux opérations de maintien de la paix

Oui 391 pertes de fonctionnaires en tenue ont été enregistrées durant la période considérée, les 65 États Membres concernés ont été informés de la perte dans les 24 heures de la réception de l'avis de perte envoyé par la mission.

50 exposés oraux et écrits sur la situation opérationnelle à l'intention des pays fournisseurs de contingents

40 Exposés sur la situation opérationnelle
Le nombre d'exposés moins élevé que prévu s'explique par les efforts faits pour organiser plus efficacement les réunions des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police et échanger les informations par d'autres moyens, et par les conditions plus calmes sur le terrain de certaines opérations.

Réalisation escomptée 2.1 : Mise sur pied et déploiement rapide des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	Produit(s)		Observations
	exécuté(s) :		
	oui/non		
	ou nombre		

Groupe des affaires publiques

Création de réserves de candidats prêts à être recrutés pour une mission d'information sur le terrain

Non Priorité a été donnée au nombre croissant des demandes de la presse, aux relations avec les médias et aux activités de représentation. On a commencé à planifier la création de réserves de candidats pour répondre à l'évolution des besoins des composantes information sur le terrain. Une campagne est entreprise durant l'exercice 2009/10 afin d'accroître la réserve de candidats qualifiés.

Réalisation escomptée 3.1 : Efficacité et efficience accrues des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :		Observations
	oui/non ou nombre		

Cabinet

Organisation de la Conférence de 2008 des chefs de mission

Oui La Conférence, tenue en novembre 2008 sur le thème « Le lien entre maintien de la paix et consolidation de la paix » a réuni 15 chefs de mission.

Groupe des affaires publiques

Élaboration et mise en œuvre de la stratégie générale de communication du Département

Oui Une stratégie générale de communication du Département a été lancée pour faire connaître

<p>Conception, création, lancement et publication régulière du bulletin d'information électronique du Département des opérations de maintien de la paix</p>	<p>l'initiative « Nouvel horizon » : messages codés, annonces sur l'intranet, création d'une page Web et envoi de courriers électroniques aux fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions. Les missions sur le terrain ont été invitées à donner leur avis sur l'initiative au moyen du forum public du maintien de la paix sur l'intranet. Une aide a été fournie pour élaborer une stratégie de communication interne visant à aider le Secrétariat à introduire la réforme des ressources humaines.</p>
	<p>Non Le bulletin d'information en ligne n'a pas été créé parce que la priorité a été donnée au nombre croissant des demandes de la presse, aux relations avec les médias et aux activités de représentation. Cependant, d'autres activités ont été menées pour améliorer et renforcer les activités de communication interne : utilisation accrue de l'intranet du Département pour publier les allocutions des dirigeants et les principaux documents, annonces du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions sur les questions de maintien de la paix, désignation d'interlocuteurs intranet chargés de faciliter la communication interne et utilisation du réseau de praticiens. Étant donné l'efficacité de ces mesures de communication interne, il a été décidé d'abandonner l'idée du bulletin d'information en ligne et de continuer à utiliser et améliorer les outils déjà en place.</p>
<p>Lancement d'un réseau électronique de praticiens de l'information par les groupes de l'information sur le terrain</p>	<p>Oui Le site du réseau de praticiens a été lancé en collaboration avec le Département de l'information en janvier 2009 et mis à la disposition des bureaux de l'information sur le terrain.</p>
<p>Production d'un reportage hebdomadaire sur le thème du maintien de la paix et affichage sur le site intranet iSeek</p>	<p>85 Reportages ayant trait au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions ont été mis en ligne sur iSeek</p> <p>Le nombre plus élevé que prévu s'explique par une demande croissante de reportages sur le maintien de la paix et le fait que plusieurs reportages ont été publiés lors d'événements spéciaux tels que la Journée internationale des Casques bleus.</p>
<p>Tour d'horizon mensuel des tendances observées dans les médias en ce qui concerne le maintien de</p>	<p>Oui Des dossiers de presse ont été produits pour tous les responsables et fonctionnaires supérieurs du</p>

la paix, comportant une analyse régulière des renseignements publiés dans les blogs et autres sources non traditionnelles d'information

Conseils d'experts et appui technique à toutes les missions et aux équipes opérationnelles intégrées, au Siège, dans le domaine des questions opérationnelles liées à l'information

Centre de situation

Fonctionnement 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 du Centre de situation, pôle d'information pour le maintien de la paix, le suivi du déroulement des opérations et d'autres domaines d'intérêt

Dispositifs de réaction aux crises activés par la cellule de crise

Notes d'information quotidiennes à l'intention de la direction et du personnel

Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions. Des résumés, analyses et nouvelles en ligne ont été regroupés dans des documents fournissant une couverture spéciale sur des questions spécifiques, telles que les conférences de presse des secrétaires généraux adjoints, la Géorgie et l'Ossétie du Sud, l'indépendance du Kosovo, l'exploitation et les abus sexuels à la MONUC, le contrat attribué en exclusivité à Pacific Architect Engineers, le Soudan et la Cour pénale internationale, le conflit de l'Abyei et le réarmement dans le Sud-Liban.

Oui Des stratégies de communication en temps de crise ont été élaborées et appliquées, des directives de communication en temps de crise ont été fournies aux hauts responsables et aux missions sur le terrain.

La réunion annuelle des responsables de l'information a été organisée en juin 2009 en collaboration avec le Département de l'information. Des déclarations et communiqués de presse quotidiens ont été établis en coordination avec les missions de maintien de la paix et le Bureau du porte-parole du Secrétaire général. Une liaison quotidienne a été assurée avec le terrain pour ce qui est des médias, du recrutement, de la politique générale et des procédures. Des avis et des orientations sur les questions liées à la presse ont été fournis quotidiennement aux équipes opérationnelles intégrées.

Oui Suivi et compte rendu des faits importants survenant quotidiennement dans les opérations sur le terrain et dans d'autres domaines d'intérêt; facilitation de services de points de contact et d'interventions en cas de crise; élaboration de bases de données et d'autres instruments de suivi des incidents survenant dans les opérations sur le terrain

Oui La cellule de crise a été pleinement activée à neuf reprises lors de situations de crise touchant la MINURCAT, la MONUC, la MINUAD, la MINUS, la MONUG et l'appui à l'AMISOM.

502 Notes d'information à l'intention des hauts responsables et un rapport actualisé à l'intention du Secrétaire général

	138	Exposés oraux à la réunion des directeurs (trois fois par semaine)
	40	Exposés hebdomadaires sur la situation opérationnelle à l'intention de l'ensemble du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions
Comptes rendus d'incidents à l'intention de la direction	144	Comptes rendus et bulletins actualisés sur les incidents survenant dans tous les domaines des opérations sur le terrain
Évaluation des crises et de l'évolution des conditions de sécurité des opérations de maintien de la paix	36	Rapports analytiques
Directive révisée sur les centres d'opérations civilo-militaires et les cellules d'analyse conjointes des missions	14	Bulletins périodiques sur l'appui à l'AMISOM
	Oui	Les grandes orientations des centres d'opérations civilo-militaires et des cellules d'analyse conjointes des missions ont été révisées et des directives ont été rédigées pour les deux structures.
Appui sur le terrain en vue d'améliorer le fonctionnement des centres d'opérations civilo-militaires et des cellules d'analyse conjointes des missions	Oui	Visite de 2 centres d'opérations civilo-militaires (MINURCAT et MONUC) et définition des fonctions du personnel des cellules d'analyse conjointes des missions
Renforcement de la collaboration avec les Centres de situation de l'OTAN et de l'Union européenne, appui continu au Centre de situation de l'Union africaine; conseils à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale en vue de la création de centres de situation	Oui	La coopération avec le Centre de situation de l'Union européenne s'est intensifiée durant la période considérée, avec 3 vidéoconférences, 2 visites entre Bruxelles et New York et 1 échange de personnel. Des efforts ont été faits pour améliorer le portail d'échange d'informations KREIOS. La collaboration avec le Centre de situation de l'OTAN a été renforcée par des discussions entre les fonctionnaires des deux organisations. Une série de missions de renforcement des capacités du Centre de situation de l'Union africaine devaient avoir lieu à la fin de 2009 (certaines avec une collaboration de l'Union européenne aux communautés économiques régionales). Des orientations ont été données en priorité aux partenaires appuyant activement des opérations sur le terrain.
Affichage de données cartographiques et géographiques (SIG) sur les sites intranet du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	Oui	L'intranet des opérations de paix, amélioré en juin 2009, comprend un répertoire cartographique du Siège et du terrain et une fonction de recherche de localités.

b) Bureau des opérations

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Lettres du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité	47	Lettres
200 notes techniques à l'intention du Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires pour la préparation des communications au Conseil de sécurité	155	Notes Le nombre moins élevé que prévu s'explique par l'expiration du mandat de la MINUEE en juin 2008 et par le transfert du BINUSIL au Département des affaires politiques.
25 consultations avec des pays fournisseurs de contingents	41	Consultations Le nombre plus élevé que prévu s'explique par les difficultés de déploiement des contingents de la MINUAD et de la MINURCAT (notamment le transfert de l'autorité de l'Union européenne aux Nations Unies) et les conditions de sécurité à la MONUC.
Présentation devant le Conseil de sécurité de 45 exposés oraux sur les questions de maintien de la paix	50	Exposés oraux présentés en réponse aux demandes du Conseil de sécurité
51 notes d'information hebdomadaires sur les opérations de maintien de la paix à l'intention du Conseil de sécurité	51	Notes d'information hebdomadaires
Informations générales et conseils sur les questions de maintien de la paix à l'Assemblée générale et à ses organes subsidiaires	Oui	Prise en compte des recommandations des organes suivants et contribution aux exposés et rapports établis à leur intention : Comité spécial des opérations de maintien de la paix, Cinquième Commission, Commission des questions administratives et budgétaires et Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
Conseils sur les questions de maintien de la paix aux missions permanentes des États Membres auprès de l'ONU, aux organismes des Nations Unies, aux institutions de Bretton Woods, à des organisations internationales et régionales s'occupant de gouvernance et de sécurité et à des organisations non gouvernementales	Oui	Conseils sur les opérations de maintien de la paix en cours ou projetées, l'exécution des mandats, les mesures d'intégration et les besoins opérationnels, fournis aux missions permanentes des États Membres, à l'Union africaine, à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à l'Union européenne, au Fonds monétaire international, à l'OTAN, au Bureau de

la coordination des affaires humanitaires, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, au PNUD, au HCR, à l'UNICEF, à l'UNOPS, à la Banque mondiale, au Programme alimentaire mondial, aux organisations non gouvernementales et aux médias

Réalisation escomptée 2.1 : Mise sur pied et déploiement rapide des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Planification intégrée des opérations de maintien de la paix envisagées ou ajustées	5	Missions ayant fait l'objet d'une planification intégrée : BINUB, MONUC, appui à l'AMISOM, MINUK et MINUL
Évaluations globales ou ciblées en vue de la création ou de l'ajustement d'opérations de maintien de la paix	69	Visites d'évaluation intégrées ou ciblées

Réalisation escomptée 3.1 : Efficacité et efficience accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Directives ou appui à 20 opérations concernant des orientations et des questions stratégiques, politiques et opérationnelles	18	Missions sur le terrain (15) et missions politiques spéciales (3), sous la forme de 1 520 messages chiffrés sur les orientations à suivre, les aspects politiques et opérationnels et la gestion des crises, et de directives sur les opérations et procédures touchant l'exercice des fonctions officielles et la conduite des missions Le nombre moins élevé que prévu s'explique par l'expiration du mandat de la MINUEE et le transfert du BINUSIL au Département des affaires politiques durant la période considérée.
Coordination régulière et continue de 20 cellules intégrées et groupes de travail, en collaboration avec des partenaires internes et externes, dans le cadre d'opérations de maintien de la paix complexes et multisectorielles	21	Cellules intégrées et groupes de travail : MINUAD et MINUS (cellules de mission intégrées), MINURCAT (cellule de mission intégrée et groupe de travail sur l'expansion de l'équipe opérationnelle intégrée), BINUB et MONUC (cellule de mission intégrée), MINUL (cellule de mission intégrée, groupe de travail sur les élections, groupe de travail sur la troisième phase de la réduction des effectifs),

	<p>ONUCI (cellule de mission intégrée et groupe de travail sur la Côte d'Ivoire et l'ONUCI); Somalie et Équipe d'appui aux activités de paix (cellule de mission intégrée dirigée par le Département des affaires politiques, groupe de travail spécial dirigé par le Département des opérations de maintien de la paix et rendant compte à la cellule de mission intégrée), MANUA (équipes spéciales du groupe de travail interorganisations sur les élections, Conseil commun de coordination et de suivi, groupe de travail sur la sécurité), cellules de mission intégrées de la FINUL et de la MINUT, cellules de mission intégrées de l'UNFICYP (dirigée par le Département des affaires politiques) et de la MINUSTAH</p>
Mise en place d'un système d'alerte rapide et de mécanismes d'échanges d'informations et de coordination entre l'Union africaine et l'ONU	Oui Le Système d'alerte rapide à l'échelle du continent, autorisé en 2003 par l'Assemblée de l'Union africaine, est mis en place par phases. Un de ses éléments principaux, le Centre de situation de l'Union Africaine, qui fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, a été mis en place durant la période considérée et est maintenant opérationnel.
Conseils et aide à l'Union africaine sur des questions transversales telles que la doctrine et la formation	66 Séminaires sur la mise en œuvre et l'appui à la formation de la Force africaine, visant à rendre celle-ci opérationnelle et portant sur la gestion militaire, policière, logistique et financière ainsi que sur les systèmes de commande, de contrôle, de communication et d'information; suivi de la mise en place des brigades sous-régionales en attente
Mobilisation et coordination de l'appui apporté par l'ONU et d'autres partenaires au renforcement des capacités de l'Afrique	Oui Réunions bihebdomadaires et mensuelles avec les partenaires de l'Union africaine : échange d'informations sur l'appui au programme destiné à renforcer ses capacités de mener les opérations et de rationaliser leur coordination
Conclusion d'accords de coopération institutionnelle ou d'appui opérationnel avec des organisations régionales aux fins d'une démarche commune de prévention des crises et d'intervention	Non La priorité a été donnée au renforcement des accords déjà pris avec l'Union européenne et l'Union africaine.

c) Bureau des affaires militaires

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils aux États Membres, aux organisations régionales ou internationales, aux organismes des Nations Unies et à d'autres entités participant au maintien de la paix sur les aspects militaires des négociations, des accords et des opérations de paix, et notamment sur la planification stratégique et opérationnelle et sur la mise en œuvre des volets militaires des opérations	Oui	Interaction quotidienne avec les conseillers militaires (ou les responsables des affaires relatives au maintien de la paix) auprès des missions permanentes, et coordination hebdomadaire de visites dans toutes les missions par les délégations militaires des États Membres
	1	Conférence sur un maintien de la paix robuste à laquelle ont participé des représentants de 30 pays fournisseurs de contingents, de l'Union africaine et de l'Union européenne et de diverses missions de maintien de la paix, ainsi que des spécialistes du maintien de la paix et des experts de questions spécifiques, issus de centres de réflexion et du milieu universitaire
	7	Visites effectuées par des responsables de niveau élevé en Côte d'Ivoire, en Égypte, aux États-Unis, au Ghana, en Jordanie, en Suisse et en Turquie pour discuter de certaines questions militaires
64 analyses stratégiques et rapports d'évaluation portant sur les grands changements opérationnels survenant dans les missions de maintien de la paix et sur les zones de conflit en évolution	68	Analyses stratégiques et rapports d'évaluation portant sur de grands changements opérationnels
46 séances privées organisées à la demande du Conseil de sécurité et réunions officielles avec les pays qui fournissent des contingents visant à examiner les éléments nouveaux, les évolutions prévues et les modifications des mandats des missions de maintien de la paix	33	Réunions Chiffre inférieur aux prévisions en raison des efforts concertés qui ont été déployés pour réaliser des économies lors de l'organisation de réunions des pays fournisseurs de contingents, ainsi que du partage des informations grâce au recours à d'autres communautés d'information. Le fait que moins d'incidents se sont produits dans les missions de maintien de la paix s'est également traduit par une réduction du nombre de réunions.

Concepts d'opération pour les composantes militaires de toutes les opérations de maintien de la paix qu'il est envisagé de créer ou de modifier

Oui Les concepts d'opérations militaires de la MINURCAT, de la MINUSTAH, de la MONUC et de l'ONUCI ont été ajustés. En outre, le concept d'opérations pour l'appui maritime de l'AMISOM a été mis au point et celui de la FNUOD a été revalidé.

20 réunions de coordination avec des entités participant au maintien de la paix, telles que l'OTAN, l'Union européenne, la Brigade d'intervention rapide des forces en attente des Nations Unies (BIRFA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine, visant à renforcer la coopération avec l'ONU dans le domaine du maintien de la paix

20 Réunions de coordination ont été tenues avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur la coordination entre civils et militaires, avec le Fonds de développement des Nations Unies (UNIFEM) sur la lutte contre la violence sexuelle, avec l'Union africaine et le Kenya sur la Convention internationale relative à la répression de la piraterie, avec l'OTAN, avec l'Union européenne sur la MINURCAT et avec la communauté humanitaire à Genève.

Réalisation escomptée 2.1 : Mise sur pied et déploiement rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i>	
	<i>oui/non</i>	<i>Observations</i>
Mise à jour des bases de données sur le Système de forces et moyens en attente des Nations Unies et la réserve de cadres supérieurs disponibles pour des missions	Oui	Mise à jour quotidienne
52 séances d'information, à l'intention des pays qui fournissent des contingents ou sont susceptibles d'en fournir, sur le Système de forces et moyens en attente des Nations Unies, le niveau d'engagement déploiement rapide et la réserve de cadres supérieurs disponibles pour les missions	57	Séances d'information ont été organisées Chiffre supérieur aux prévisions en raison du redoublement des efforts déployés pour accroître le nombre de pays fournisseurs de contingents
4 visites d'évaluation dans les nouveaux pays fournisseurs de contingents	4	Visites d'évaluation ont été effectuées, au Bangladesh, au Ghana, en Mongolie et au Togo.

Réalisation escomptée 3.1 : Efficience et efficacité accrues de la conduite, de la gestion et de la direction des opérations de maintien de la paix et de l'appui qui leur est apporté

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseil stratégique aux hauts responsables des missions et organisation de visites de travail au Siège de l'ONU, selon les besoins	Oui	Des réunions avec des responsables ont été organisées à l'intention de 19 chefs de composantes militaires au cours de leurs visites au Siège. Des directives précises ont été données aux commandants de la Force de la MINUL, sur le retrait du personnel militaire, de la MINURCAT, sur les arrangements de liaison intermissions, et de l'ONUCI, au sujet des élections
Suivi et appui quotidiens de toutes les unités militaires	Oui	En outre, des conférences téléphoniques ou des vidéoconférences sont tenues pour certaines missions au sujet de questions spécifiques, telles que le suivi des questions relatives au déploiement avec la MINUAD, le suivi de la situation dans le Nord-Kivu avec la MONUC et les opérations conjointes entre la MONUC et les Forces armées de la République démocratique du Congo, les Forces de défense du peuple ougandais et les Forces de défense rwandaises.
Rééquilibrage de la répartition hommes-femmes au sein des contingents, parmi les observateurs militaires et au sein du personnel d'état-major grâce à des demandes expresses adressées aux pays qui fournissent des contingents pour qu'ils proposent des candidates	Oui	Toutes les catégories de personnel militaire féminin sauf une ont fait apparaître une augmentation lente mais régulière entre juillet 2008 et juin 2009. Parmi les observateurs militaires des Nations Unies, le nombre de femmes est tombé de 92 à 83 (soit une diminution de 10 %); parmi les officiers d'état-major, il est passé de 35 à 48 (augmentation de 37 %); parmi les membres des contingents, il est passé de 1 513 à 1 711 (augmentation de 13 %); le nombre total du personnel militaire féminin est passé de 1 640 à 1 842, ce qui représente une augmentation de 12 %.
Gestion et administration de tous les déploiements, relèves et rapatriements individuels et collectifs	3 897	Déploiements individuels, relèves de contingents et rapatriements ont été gérés et administrés.
Indications données aux missions pour que soient davantage suivies les recommandations contenues dans les rapports d'évaluation sur les missions de maintien de la paix	Oui	Des indications ont été données à la MONUC en vue de la rationalisation des arrangements en matière de commandement et de contrôle.

15 séances d'orientation et d'information préalables au déploiement et postérieures à l'affectation, à l'intention des officiers

17 visites d'inspection avant déploiement liées à la poursuite de la mise en place et de la modification d'opérations de maintien de la paix

3 réunions de coopération entre missions et 1 conférence des chefs des composantes militaires des missions

Réunion hebdomadaire de coordination avec les officiers attachés aux équipes opérationnelles intégrées

Révision des directives à l'intention du commandant de la force pour 18 missions de maintien de la paix en cours

17 Réunions d'information ont été organisées à l'intention des chefs de composantes militaires/commandants de forces

Chiffre supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation du nombre de relèves de personnel au cours de la période considérée

15 Visites d'inspection avant déploiement ont été effectuées au Bangladesh, au Brésil, au Burkina Faso, en Égypte, en Éthiopie, au Ghana, en Jordanie, au Malawi, au Népal, en Norvège, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda (2) et au Togo (2).

Chiffre inférieur aux prévisions du fait que les visites d'inspection ont été combinées dans un cas et qu'un pays fournisseur de contingents est revenu sur son engagement de déployer une mission de maintien de la paix

3 Conférences intermissions ont été organisées, entre la MINUAD, la MINURCAT, la MINUS et la MONUC en décembre 2008; entre la MINUL et l'ONUCI en avril 2009 et entre la MINURCAT, la MINUS et la MONUC en mai 2009.

1 Conférence des chefs des composantes militaires a été tenue en août 2008.

52 Réunions ont été tenues

Partielle-
ment Des directives spécifiques ont été publiées pour la MINURCAT. Des directives révisées à l'intention du commandant de la force seront publiées pour toutes les autres missions d'ici à décembre 2009, après réception des informations attendues des commandants des forces. Une directive générique à l'intention du commandant des forces a été publiée le 27 juin 2008 ainsi qu'il est indiqué dans le rapport sur l'exécution du budget de 2007/08 – document A/63/698 et Add.1.

d) Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Bureau du Sous-Secrétaire général		
Tenue de 19 réunions de pays fournissant des effectifs de police portant sur les composantes de police de 14 opérations de maintien de la paix (MINUSTAH, MINUL, MINUS, MINUAD, MINUT, MINURSO, BINUSIL, MONUC, ONUCI, MINUK, MANUA, UNFICYP, MINURCAT et MONUG)	23	Réunions ont été tenues au sujet de l'exécution du mandat et du déploiement de membres individuels de la police et d'unités de police constituées dans 19 missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales.
Fourniture au Siège et aux missions d'orientations stratégiques et de conseils dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	4	Visites ont été effectuées par le Sous-Secrétaire général auprès d'opérations de maintien de la paix (MINUL, MINURCAT, MINUT et MONUC).
	5	Documents stratégiques sur le maintien de la paix, l'état de droit et la réforme du secteur de la sécurité, ont été rédigés et distribués au Siège et aux opérations de maintien de la paix, notamment sur une approche stratégique pour le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité; les perspectives de l'action antimines; les perspectives de la réforme du secteur de la sécurité; le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité en 2008 et ses priorités pour 2009; et le maintien de la paix : dangers et possibilités.
	3	Documents contenant des directives techniques concernant l'état de droit et la réforme du secteur de sécurité, notamment les normes internationales en matière de justice pénale destinées à la police, les indicateurs pilotes des Nations Unies en matière d'état de droit et le module relatif aux normes en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration destiné aux composantes DDR et justice transitionnelle ont été mis au point et distribués à toutes les opérations de maintien de la paix.
Coordination de toutes les activités dans les domaines de la police, de l'appareil judiciaire et	Oui	Des apports coordonnés concernant la police, l'appareil judiciaire et pénitentiaire, le

pénitentiaire, du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, de la réforme du secteur de la sécurité et de la lutte antiminés

Fourniture de conseils aux organismes, départements, fonds et programmes des Nations Unies, aux organes délibérants des Nations Unies et aux États Membres sur les politiques et procédures relatives aux systèmes judiciaires et juridiques, aux systèmes pénitentiaires, au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration (DDR) et à la réforme du secteur de la sécurité

désarmement, la démobilisation et la réintégration ainsi que la réforme du secteur de la sécurité ont été intégrés dans les rapports du Secrétaire général concernant 12 opérations : BANUGBIS, BINUB, MINUAD, MINUK, MINURCAT, MINUL, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, ONUCI, ONUGBIS et UNPOS. Des directives sur la diffusion d'informations sur le Web ont été mises au point en vue de leur application dans 3 opérations pilotes (MINUAD, MINUS et MINUT) pour les composantes état de droit et réforme du secteur de la sécurité.

Oui Participation aux réunions des responsables du Groupe de la coordination et des ressources dans le domaine de l'état de droit et fourniture de conseils à leurs partenaires sur les activités dans ce domaine aux niveaux national et international, y compris contributions au rapport du Secrétaire général sur le renforcement et la coordination des activités des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit (A/63/226) ainsi que sur le plan stratégique conjoint du Groupe. Fourniture de conseils aux partenaires, y compris le Président du Groupe de travail interorganisations sur la réforme du secteur de la sécurité, sur des questions comme la réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine et le partenariat avec l'Union européenne et l'Union africaine sur la réforme du secteur de la sécurité, et la coprésidence du Groupe de travail interorganisations sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration au sujet du DDR de « deuxième génération » et ses liens avec la réforme du secteur de la sécurité. Partenariats avec le HCDH, le HCR, le PNUD et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) notamment accord sur les priorités stratégiques et la mise au point de plans conjoints dans des domaines comme la mise au point de directives communes, la formation des missions d'évaluation technique et le recrutement de spécialistes des questions relatives à l'état de droit et à la réforme du secteur de la sécurité.

Programmes de sensibilisation aux questions concernant la réforme du secteur de la sécurité organisés à l'échelle du système en avril 2009 à

Examen par le Bureau du Sous-Secrétaire général de plans de mission pour les composantes d'appui droit et système judiciaire, secteur pénitentiaire, désarmement, démobilisation et réintégration, et réforme du secteur de la sécurité des opérations de maintien de la paix

Tenue de 10 réunions d'information sur l'état de droit et les institutions chargées de la sécurité à l'intention des hauts fonctionnaires de départements, fonds, organismes et programmes des Nations Unies, d'États Membres et d'autres entités

Division de la police

Conseils à l'intention des organismes, départements, fonds et programmes des Nations Unies, des organes délibérants des Nations Unies et des États Membres sur les politiques et procédures relatives à la Police des Nations Unies

l'intention de 120 membres du personnel du Siège et des missions. En outre, des voyages ont été effectués dans diverses capitales, notamment Bruxelles, Ottawa, Paris et Washington, pour fournir des informations sur la conception de la réforme du secteur de la sécurité.

4 Plans de mission ont été examinés pour 4 opérations : MINURCAT, MINUS, MINUT et MONUC.

14 Réunions d'information : 9 visites dans des États Membres (Allemagne, Australie, Belgique, Colombie, États-Unis d'Amérique, France, Russie, Suède et Ukraine) pour fournir des conseils aux autorités nationales sur les systèmes judiciaire et pénitentiaire, le désarmement, la démobilisation et la réintégration et la réforme du secteur de la sécurité; 4 réunions d'information, à l'intention du HCDC, du HCR, de l'UNODC et de l'Institut of Peace des États-Unis sur les capacités en matière d'état de droit déployables rapidement, la programmation conjointe d'activités relatives à l'état de droit et les activités de lutte contre le trafic en Afrique occidentale; et 1 réunion d'information à l'intention de l'Union africaine.

Chiffre supérieur aux prévisions du fait que des réunions d'information qui n'avaient pas été prévues ont été organisées à l'occasion d'autres réunions et pour tirer parti de la présence de parties intéressées dans ces régions.

18 Visites techniques/consultatives effectuées dans 18 pays qui fournissent des effectifs de police

32 Réunions d'information organisées à l'intention du Conseil de sécurité, d'organes délibérants et de pays fournissant des effectifs de police sur les aspects des opérations qui ont trait à la police

19 Pays fournissant des effectifs de police ont bénéficié d'un appui en ce qui concerne la

Élaboration et adaptation de 5 concepts d'opérations pour les composantes de police des opérations de maintien de la paix, qui seront intégrés notamment dans les rapports présentés au Conseil de sécurité par le Secrétaire général

formation avant le déploiement; de ce fait, plus de 80 % des agents de la police de la MINUAD ont bénéficié d'une telle formation.

Non Les concepts d'opérations pour les composantes de police ont été examinés et révisés pour 6 opérations : MINUK, MINUSTAH, MINUT, MONUC, ONUCI et UNFICYP. Un plan-cadre pour les concepts d'opérations pour les composante de police a été mis au point, approuvé et inclus en avril 2009 dans les directives relatives à la préparation des missions intégrées. Le concept d'opérations pour la composante de police de la MINUT a été mis au point en septembre 2009. Le concept d'opérations révisé pour la composante de police de l'UNFICYP a été présenté pour approbation en novembre 2009. Il est prévu de réviser les 4 concepts d'opérations restants après la publication de rapports du Secrétaire général qui impliquent une réorientation ou un changement du mandat des composantes de police de ces opérations. L'élaboration des concepts d'opérations révisés des 4 missions devraient être achevée en avril 2010.

Conseils sur les questions de maintien de l'ordre abordées dans 25 rapports du Secrétaire général et dans d'autres textes du Conseil de sécurité et d'autres organes délibérants des Nations Unies

38 Rapports du Secrétaire général comprennent des conseils sur les questions du maintien de l'ordre intéressant 8 opérations de paix et 1 mission en cours de liquidation : BINUSIL, MINUAD, MINUK, MINUK, MINUS, MINURCAT, MINUSTAH, MINUT, MONUC et ONUCI.

Distribution à tous les pays fournissant des effectifs de police de 2 directives relatives au déploiement d'agents de la Police des Nations Unies, y compris les membres d'unités de police constituées, dans les opérations de maintien de la paix

Non Les directives relatives à la sélection et au déploiement d'agents de la Police des Nations Unies, y compris les membres d'unités de police constituées, ont été révisées et mises au point en juillet 2009.

7 voyages effectués dans des pays fournissant des effectifs de police pour les conseiller sur leurs mécanismes de sélection aux fins de la préparation, du déploiement et de la formation des agents de la Police des Nations Unies, y compris les membres d'unités de police constituées

13 Visites ont été effectuées dans des pays fournissant des effectifs de police : Allemagne, Argentine, Bangladesh, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Ghana, Indonésie, Italie, Mexique, Népal, Roumanie et Uruguay.

Chiffre supérieur aux prévisions du fait qu'un plus grand nombre d'États Membres ont demandé une assistance sur des questions relatives au recrutement d'agents de la police

Organisation de 5 réunions avec des pays fournissant des effectifs de police, sur des questions de politique générale, les activités de la Division de la police, la force de police permanente des Nations Unies et des questions transversales liées au maintien de l'ordre qui se posent dans les opérations de paix

Service d'action antimines

10 réunions d'information à l'intention de 25 États Membres et 10 à l'intention d'États Membres individuels sur la lutte antimines et les restes explosifs de guerre

8 Réunions et réunions d'information ont été organisées.

Chiffre supérieur aux prévisions du fait que les États Membres ont demandé qu'un plus grand nombre de réunions d'information soient tenues sur les problèmes et les besoins de la Division de la police, y compris la force de police permanente, et les composantes police dans les opérations de maintien de la paix.

17 Réunions d'information et présentations à plusieurs États Membres : 3 au Groupe d'appui à la lutte antimines (plus de 20 pays donateurs); 6 à l'occasion de réunions régionales sur la Convention sur certaines armes classiques; 3 à des réunions du Groupe d'experts gouvernementaux de la Convention sur les armes à sous-munitions; 1 à la Conférence de Berlin sur la destruction des armes à sous-munitions; 2 dans le contexte du Protocole V de la Convention relatif aux restes explosifs de guerre; 1 lors du lancement des projets d'action antimines de 2009; et 1 à la douzième réunion internationale de directeurs de programmes nationaux de lutte antimines et de conseillers des Nations Unies à Genève

30 Réunions d'information ont été organisées à l'intention d'États Membres individuels et de donateurs multilatéraux : Allemagne, Australie (2), Belgique (2), Canada (3), Chine, Commission européenne (2), Danemark, Espagne, États-Unis (3), Finlande (2), Irlande, Italie, Fonds d'affectation spéciale international pour les opérations de déminage et l'assistance aux victimes des mines, Japon, Luxembourg (2), Pays-Bas (2), Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2) Suède et Suisse.

Chiffre supérieur aux prévisions en raison du grand nombre de demandes d'information des États Membres sur le Fonds de contributions volontaires pour les opérations de déminage et du transfert de la responsabilité de la lutte antimines aux autorités nationales, en particulier au Liban et en Afghanistan, ainsi que de la programmation de réunions régionales sur la Convention

Participation à 4 rencontres internationales sur la lutte antimines et les restes explosifs de guerre, éventuellement avec présentation d'un exposé

- 12 Représentation ou présentation d'un exposé aux rencontres internationales ci-après sur la lutte antimines : États parties à la Convention sur certaines armes classiques; Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes à sous-munitions; réunion intersessions et deuxième Conférence d'examen des États parties à la Convention d'Ottawa sur les mines terrestres; et groupes de travail régionaux pour la préparation de la deuxième Conférence d'examen

Chiffre supérieur aux prévisions en raison du nombre de demandes adressées aux membres de l'Équipe de lutte antimines pour qu'ils présentent des exposés aux réunions internationales, et pour avoir la possibilité de participer à 5 réunions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes à sous-munitions tenues à Genève

Compilation du rapport annuel présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale sur l'action antimines, en collaboration avec les organismes des Nations Unies

- Non L'assistance à l'action antimines fait l'objet d'un rapport biennal, et aucun rapport ne devait être présenté au cours de la période sur laquelle porte l'exécution du budget.

Rapport annuel sur les activités du Service de la lutte antimines, y compris les programmes financés en partie au moyen de quotes-parts

- Oui Le rapport annuel de 2008 a été publié et distribué aux donateurs.

Évaluation du risque causé par les mines et les restes explosifs de guerre dans 2 théâtres potentiels d'opérations de maintien de la paix, dans le cadre d'une mission d'évaluation technique du Département des opérations de maintien de la paix ou d'une mission d'évaluation interinstitutions

- 2 1 mission d'évaluation technique a été effectuée en Somalie en janvier 2009 par le Département des opérations de maintien de la paix.

1 mission d'évaluation interorganisations a été effectuée en Iraq en juin 2009.

Plans d'urgence établis ou mis à jour pour 2 opérations de maintien de la paix potentielles, en collaboration avec les organismes des Nations Unies

- 2 Missions interorganisations d'établissement des faits ont été effectuées, en Géorgie en août 2008 et en Somalie en janvier 2009. Suite à la mission en Somalie, le plan d'évaluation de la mission de 2007 a été modifié. Suite à la mission en Géorgie, un nouveau plan d'urgence a remplacé le plan de surveillance.

Actualisation du site Web sur la lutte antimines (60 000 visites par mois), par incorporation des rapports sur la question, des documents d'information et des données opérationnelles émanant de 7 programmes de lutte antimines exécutés dans le cadre d'opérations de maintien de la paix

- 30 300 D'après les données quotidiennes de suivi du site Web, le nombre de visites s'établit entre 20 000 et 37 000 par mois, soit une moyenne mensuelle légèrement supérieure à 30 000.

Chiffre inférieur aux prévisions en raison de l'amélioration du suivi grâce au système Google

Analytics qui permet des calculs plus précis et a été mis en place après l'estimation. Le PageRank Google du site Web est passé de 7 en 2008 à 8 en 2009.

Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

Fourniture de conseils à divers départements, organismes des Nations Unies, fonds et programmes, organes délibérants et États Membres concernant les politiques et procédures relatives aux activités de désarmement, démobilisation et réintégration des Nations Unies

Oui Des conseils sur les politiques et procédures relatives aux activités de désarmement, démobilisation et réintégration des Nations Unies ont été fournis dans le cadre de réunions hebdomadaires de l'équipe spéciale intégrée sur chaque mission, de 15 réunions du Groupe de travail interorganisations sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration et de 8 réunions de son sous-groupe sur la réintégration, et d'autres réunions ad hoc tenues avec des États Membres et des organes délibérants.

Examen par le Bureau du Sous-Secrétaire général des plans concernant 8 missions (6 en cours et 2 au stade de la planification)

8 Plans et concepts concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration et de réduction de la violence à l'échelon de la communauté ont été examinés (BINUB, MINUAD, MINUL, MINUS, MINUSTAH, MONUC, ONUCI et UNPOS)

10 exposés concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration à des hauts représentants de divers départements, organismes des Nations Unies, fonds et programmes, États Membres et autres entités au sujet des institutions relatives à l'état de droit et à la sécurité

17 Exposés ont été faits sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration.

Chiffre supérieur aux prévisions compte tenu des demandes de parties prenantes

Réalisation escomptée 2.1 : Les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront déployées et lancées rapidement

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Division de la police

30 réunions d'information à l'intention des États Membres sur les questions de police dans les opérations de maintien de la paix et les impératifs particuliers du déploiement rapide de personnel de police très qualifié

23 Réunions ont eu lieu avec des pays fournissant des effectifs de police sur le déploiement rapide d'unités de police spécialisées, notamment des unités de police constituées. Des réunions d'information supplémentaires ont été organisées sur des questions particulières, telles que le recrutement d'agents de police et la force de police permanente.

35 voyages dans des pays fournissant des effectifs de police en vue d'aider à faire passer des examens de sélection aux agents de la Police des Nations Unies déployés individuellement et de mener des évaluations ou des inspections des unités de police constituées

Élaboration par la force de police permanente des Nations Unies de 3 documents de politique générale à l'intention de la police et des autres organes chargés de faire respecter la loi à l'échelle nationale, portant sur les procédures de gestion et d'administration, les procédures opérationnelles et le plan de réforme de la police

Aide à la composante police de 2 opérations de maintien de la paix existantes apportée, pendant 3 mois, par l'équipe de la force de police permanente des Nations Unies, avec le concours de spécialistes (de la réforme, des conseils, de la formation) et organisation d'activités relatives aux questions pénitentiaires en vue du renforcement des capacités en matière d'application de la législation nationale

Service de la lutte antimines

Exercice d'application du Cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide, avec la participation de 5 organismes des Nations Unies et de 2 organisations intergouvernementales et non gouvernementales partenaires

Chiffre inférieur aux prévisions en raison de l'accroissement des activités opérationnelles de la police, notamment à la MINUAD et à la MINURCAT, et de la priorité donnée aux activités de démarrage des missions

34 Voyages ont été effectués dans des pays fournissant des effectifs de police en vue de les aider à faire passer des examens de sélection aux agents de la police déployés individuellement et dans le cadre d'unités de police constituées et pour fournir des avis sur les besoins, la capacité et les ressources nécessaires. 8 199 agents de police ont été évalués, dont 3 427 (41 %) ont été retenus, tandis que 4 772 (59 %) ne répondaient pas aux critères prévus.

3 Documents de politique générale et directives ont été élaborés concernant les unités de police constituées, la force de police permanente et les concepts d'opérations de police dans le cadre du processus de préparation des missions intégrées.

4 Aide fournie à opérations : MINUL (2 déploiements), MINURCAT, MINUT et MONUC à raison de 2 mois par mission. L'équipe de la force de police permanente a apporté une aide dans les domaines de la formation d'agents de police, de la réforme et de l'appui aux organismes nationaux de maintien de l'ordre. La durée du déploiement auprès de chaque mission a été déterminée par le mandat défini dans chaque cas et coordination avec les missions et avec leur accord.

Oui L'exercice d'application du cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide a été organisé en Suède en juin 2009 avec l'Armée suédoise, l'Organisme suédois de secours (Swedish Civil Contingencies Agency) et 6 organismes et départements de l'ONU (Département de la sûreté et de la sécurité, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, HCDH, UNICEF, UNOPS et Programme alimentaire mondial), ainsi qu'avec des représentants d'organisations non gouvernementales (un

Actualisation du Cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide en fonction des résultats de l'exercice

groupe de lutte antimines, le Centre de formation au déminage humanitaire, Danish Church Aid et le Comité international de la Croix-Rouge).

Oui Le cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide a été actualisé en octobre 2008 sur la base des leçons tirées de l'expérience et des pratiques de référence issues de l'exercice de juin 2007, et a été présenté au Groupe interorganisations de coordination de la lutte antimines pour examen et approbation.

Section de la réforme du secteur de la sécurité

1 directive du Département des opérations de maintien de la paix sur la réforme du secteur de la sécurité

Non Conformément aux préoccupations exprimées par les États Membres, il sera élaboré en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité des orientations techniques par opposition à une politique. Comme ces produits s'appliqueront à l'ensemble du système, c'est le Groupe de travail interorganisations sur la réforme du secteur de la sécurité (et non pas exclusivement le Département des opérations de maintien de la paix) qui dirige le processus d'élaboration d'orientations techniques dans des domaines particuliers de la réforme du secteur de la sécurité. Il sera mis au point un ensemble de directives provisoires, dont l'élaboration devrait être achevée en mars 2010, l'objectif étant de formuler des directives plus formelles d'ici à mars 2012.

1 étude de consultants externes sur les possibilités de restructuration des capacités de réforme du secteur de la sécurité dans le cadre de la structure intégrée des missions

Oui Un rapport du consultant a été achevé en août 2008, et ses résultats ont été utilisés pour élaborer la structure des capacités émergentes de la MINUS, de la MONUC et de l'UNPOS dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité. En outre, les profils d'experts de la réforme du secteur de la sécurité décrits dans le rapport du consultant ont été utilisés pour mettre au point 11 avis de vacance de poste génériques. Par la suite, 200 candidats ont été évalués pour approbation technique.

2 séries de directives concernant l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de réforme du secteur de la sécurité dans les situations d'après conflit

Non Un ensemble de directives provisoires concernant 6 aspects de la réforme du secteur de la sécurité (réforme du secteur de la défense; réforme du secteur de la sécurité et accords de paix; politiques, stratégies et plans de sécurité nationale; gouvernance et supervision du secteur de la sécurité; suivi et évaluation de programmes de réforme du secteur de la

Création d'une équipe spéciale interorganisations chargée de la réforme du secteur de la sécurité et appui à cette équipe

Section consultative du droit pénal et des questions judiciaires

150 entretiens avec des candidats à des postes de gardien de prison détachés sur le terrain

Vérification des qualifications techniques de 200 spécialistes des affaires judiciaires et 50 agents des services pénitentiaires en vue de leur inscription sur les listes de candidats

Conseils relatifs aux questions judiciaires et pénitentiaires abordées dans 25 rapports du Secrétaire général et dans d'autres documents émanant du Conseil de sécurité et d'autres organes délibérants des Nations Unies

Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

Vérification des qualifications techniques de 100 spécialistes du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

sécurité; et coordination internationale de l'appui à la réforme du secteur de la sécurité) sont en cours d'élaboration et devraient être achevés en mars 2010. Des directives plus formelles dans ces domaines seront élaborées d'ici à mars 2012.

Oui L'équipe de travail interorganisations sur la réforme du secteur de la sécurité s'est réunie 1 ou 2 fois par mois au niveau opérationnel. Au niveau des cadres, elle s'est réunie 1 fois par trimestre. Sa présidence est assurée par le Département.

95 Entretiens ont été menés.

Chiffre inférieur aux prévisions en raison de la diminution du nombre de candidatures reçues

200 Spécialistes des affaires judiciaires approuvés

159 Agents des services pénitentiaires approuvés

Chiffres supérieurs aux prévisions en raison de l'augmentation du nombre de candidatures reçues

43 Rapports trimestriels du Secrétaire général concernant 11 opérations : BINUB, MANUA, MINUAD, MINUK, MINUL, MINURCAT, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC et ONUCI, et appui de l'AMISOM, et autres rapports du Secrétaire général concernant la consolidation de la paix immédiatement après les conflits, la prévention du génocide, la responsabilité de protéger et le renforcement et la coordination des activités des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit

161 Spécialistes du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration ont été évalués.

Chiffre supérieur aux prévisions en raison de la plus grande demande de spécialistes du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration dans le cadre des opérations de maintien de la paix et de la priorité donnée à la

Réalisation d'un exercice de simulation interorganisations concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration	Non	tâche pour répondre aux demandes opérationnelles L'exercice de simulation a été reporté en raison de l'insécurité dans le Darfour en octobre 2009.
Établissement d'une liste de 40 spécialistes qualifiés du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration	96	Spécialistes qualifiés du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration Chiffre supérieur aux prévisions car le système Galaxy a permis de vérifier les qualifications des spécialistes de manière plus efficace.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Division de la police		
Déploiement initial, relève et prolongation de 15 000 agents de la Police des Nations Unies, y compris des membres d'unités de police constituées, dans 19 opérations de paix, y compris les missions politiques spéciales	Environ 12 000	Agents de la police ont été déployés dans 18 opérations de paix et missions politiques spéciales. Chiffre inférieur aux prévisions en raison de contraintes logistiques et de sécurité liées à la MINUAD
Instructions et directives stratégiques à l'intention des composantes police des opérations de paix, portant sur le mandat qui leur est confié : se charger provisoirement du maintien de l'ordre, aider les services nationaux de maintien de l'ordre à assurer la sécurité ou aider à renforcer les capacités de ces services	Oui	Des directives et des conseils relatifs aux activités de police s'inscrivant dans le mandat prévu ont été fournis périodiquement à 19 opérations de paix en ce qui concerne la gestion de la composante police, la vérification des qualifications et la formation des membres de la police et la mise en œuvre des concepts d'opérations concernant la police. Des instructions relatives aux nouvelles tendances dans le fonctionnement de la police internationale, comme le recours à un plus grand nombre de femmes et une utilisation plus efficace et plus sûre d'unités de police constituées, ont été données lors d'une conférence des chefs de la police et des conseillers principaux pour les questions de police, tenue à New York en février 2009; au cours des visites effectuées par la Division de la police auprès de missions de maintien de la paix (MINUAD, MINUL et ONUCI) et à l'occasion d'exercices de vérification d'unités de police constituées menées dans diverses missions

Élaboration des politiques du Département concernant notamment l'évaluation et le renforcement des capacités des services nationaux de maintien de l'ordre	(MINUAD, MINUK, MINUL, MINUSTAH, MONUC et ONUCI).
	Non L'élaboration de politiques n'a pas été achevée faute de personnel dans ce domaine et dans celui de la planification, et en raison de la nécessité de donner la priorité à l'appui opérationnel aux opérations de maintien de la paix. Le travail devrait être achevé au cours du premier semestre de 2010, quand du personnel supplémentaire aura été mis en place.
2 rapports indépendants, factuels et objectifs sur la situation de l'état de droit dans les pays où des opérations de maintien de la paix sont en place, élaborés à l'aide de l'indicateur de l'état de droit	Non La mise en œuvre du projet des Nations Unies relatif aux indicateurs de l'état de droit a commencé en juin 2008. Ce projet, y compris un projet pilote en Haïti et au Libéria, devrait être achevé d'ici à février 2010.
Organisation de la conférence annuelle des chefs des composantes police en vue de fournir des orientations et des instructions sur les directives et les politiques et de mettre en commun les enseignements tirés et les pratiques optimales	Oui La Conférence annuelle tenue en février 2009 était axée sur le recrutement du personnel, l'exécution du mandat des missions et les questions relatives à la réforme de la police au niveau local, y compris le transfert des opérations de police à d'autres acteurs internationaux et à la police nationale et la coordination des activités de police avec celles d'autres composantes des missions concernant l'état de droit et la réforme du secteur de la sécurité.
Visites opérationnelles dans 10 opérations de maintien de la paix (MINUSTAH, MINUL, MINUS, MINUAD, MINURCAT, MINUT, MONUC, ONUCI, MINUK et MONUG) en vue de donner des conseils stratégiques et techniques et d'apporter un soutien à la composante police	10 34 visites ont été effectuées auprès de 10 missions de maintien de la paix : MINUAD (3), MINUK (3), MINUL (4), MINURCAT (7), MINUS (3), MINUSTAH (5), MINUT (2), MONUC (2), ONUCI (4) et UNOMIG (1).
Cinq séances d'orientation préalables au déploiement et séances d'information après la nomination à l'intention des chefs des composantes police des opérations de maintien de la paix	5 Séances d'orientation préalables ou d'information après la nomination ont été tenues à l'intention des chefs de la police et des conseillers principaux pour les questions de police de la MANUA, de la MINUAD, de la MINURCAT, de la MINUS, de la MINUSTAH, de la MINUT, de la MONUG et de l'UNFICYP. Les opérations de relève et de déploiement de personnel de cadres supérieurs de la police ont porté sur des effectifs plus importants que prévu initialement en raison de démissions inattendues et du transfert d'officiers de rang supérieur d'une mission à une autre.

Service de la lutte antimines

Prestation de conseils et approbation des plans de travail pour 8 programmes de lutte antimines (MANUA, MONUC, MINUS, MINUAD, MINURCAT, FINUL, MINURSO et MINUEE)

Évaluation et recommandations annuelles concernant l'efficacité des programmes de lutte antimines de 8 missions (MANUA, MONUC, MINUS, MINUAD, MINURCAT, FINUL, MINURSO et MINUEE)

Incorporation dans le portefeuille de l'ONU pour la lutte antimines de propositions de projets dans le cadre de 8 programmes (MANUA, MONUC, MINUS, MINUAD, MINURCAT, FINUL, MINURSO et MINUEE)

Examen annuel des missions techniques portant sur les pratiques exemplaires et les enseignements tirés de l'expérience, établissement de rapports et de plans de mise en œuvre spécifiques pour chaque mission

Fourniture de conseils et d'un appui technique pour la gestion des programmes de lutte antimines de 2 missions de maintien de la paix (MINUK et UNFICYP)

Appui à l'organisation de séances d'information sur la gestion de la sécurité en présence de mines, en collaboration avec des organismes des Nations

8 Programmes de lutte antimines : FINUL, MANUA, MINUAD, MINUNEP, MINURCAT, MINURSO, MINUS et MONUC

En outre, un plan de travail préliminaire a été élaboré à l'appui de l'AMISOM.

7 Programmes de lutte antimines : FINUL, MANUA, MINUAD, MINUNEP, MINURCAT, MINUS et MONUC

Il n'a été effectué aucune évaluation sur le terrain pour la MINURSO au cours de la période à l'examen. Toutefois, le Directeur du programme de la MINURSO a rencontré à plusieurs reprises les directeurs du Service d'action antimines et des recommandations ont été présentées. Le mandat de la MINUEE a pris fin le 31 juillet 2008.

9 Programmes de lutte antimines : FINUL, MANUA, MINUAD, MINUEE, MINUNEP, MINURCAT, MINURSO, MINUS et MONUC

Oui La conférence annuelle des chefs des composantes lutte antimines a eu lieu à Chypre en novembre 2008. Le personnel chargé de la lutte antimines a mis en commun les pratiques de référence et les leçons tirées de l'expérience dans divers secteurs, notamment l'utilisation de matériel mécanique de déminage, la budgétisation axée sur les résultats et la communication avec les médias. En outre, une base de données sur le suivi des recommandations a été créée pour faciliter le suivi des recommandations concernant chaque mission et le partage des informations avec les services opérationnels.

2 Missions de maintien de la paix (UNFICYP et MINUK) utilisant des outils différents (prévisions concernant les programmes dans le cas de l'UNFICYP et rapport de mission dans le cas de la MINUK) ont reçu des conseils et un appui technique pour la gestion des programmes de lutte antimines.

3 Missions étaient concernées, à savoir la MINUNEP, la MINUS et l'appui à l'AMISOM. Des réunions d'information utilisant du matériel

Unies, dans 3 zones de mission, et notamment conseils pour la production de supports de formation et de sensibilisation

Section consultative du droit pénal et des questions judiciaires

Organisation de la conférence annuelle des chefs des composantes judiciaires et pénitentiaires afin de proposer une formation et des conseils concernant les politiques et directives et de mettre en commun les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques de référence

Visites dans 9 opérations de maintien de la paix en vue de conseiller et d'aider les composantes judiciaires et pénitentiaires

Organisation de 2 cours sur la gestion de programmes d'appui aux systèmes pénitentiaires dans les missions de maintien de la paix à l'intention des agents des services pénitentiaires sur le terrain

Diffusion des nouvelles politiques relatives à l'état de droit à toutes les opérations de maintien de la paix

Établissement de rapports types afin d'aider les missions à mieux rendre compte des questions relatives à l'appareil judiciaire et pénitentiaire

Mise au point de méthodes afin de permettre au Siège d'examiner les activités des composantes judiciaires et pénitentiaires des missions

normalisé ont été tenues et le Service de la lutte antimines a mis au point un programme CD-ROM d'autoformation, à l'issue duquel un certificat est délivré.

- Oui La conférence annuelle des chefs des composantes judiciaires et pénitentiaires a eu lieu à New York en septembre 2008, et des instructions et des directives ont été fournies sur l'identification des pratiques optimales et l'élaboration de politiques et de directives.
- 11 7 visites ont été effectuées dans des opérations de maintien de la paix (MANUA, MINUK, MINUL (2), MINUS, MINUSTAH et MONUC) pour conseiller et aider les composantes judiciaires et 4 visites ont été effectuées dans des opérations de maintien de la paix (BINUB, MINUK, MINUS et MONUC) pour conseiller et aider les composantes pénitentiaires.
- 1 Cours de formation a été organisé à Nairobi à l'intention de 25 agents des services pénitentiaires sur le terrain. Il a été décidé d'organiser le deuxième cours durant l'exercice 2009/10, quand les matériaux utilisés auront été actualisés sur la base des enseignements tirés de l'expérience acquise à l'occasion du premier cours.
- Oui Les opérations de maintien de la paix ont reçu en octobre 2008 une liste de toutes les politiques et directives relatives à l'état de droit, notamment une nouvelle politique sur le renforcement des institutions chargées de l'état de droit.
- Non Un rapport type a été élaboré en novembre 2009 dans le cadre de l'outil informatique pour l'établissement de rapports en ligne du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité et du « tableau de bord électronique » du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions.
- Non L'élaboration de méthodes permettant au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions d'examiner les activités des composantes judiciaire et pénitentiaire des missions a été achevée en octobre 2009.

Mise à jour du Guide de l'appui au système pénitentiaire

Non Suite à une discussion interne sur la rationalisation des documents directifs, la directive relative à la politique pénitentiaire a été actualisée de manière à comprendre les informations pertinentes. Les directives destinées aux agents des services pénitentiaires dans les opérations de maintien de la paix ont été communiquées aux opérations de maintien de la paix en octobre 2009.

Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

Organisation de 5 missions d'évaluation en vue de fournir des conseils d'experts dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

8 Missions d'évaluation ont été effectuées auprès du BINUB, de la MONUC et à l'ONUCI et dans le cadre de l'AMISOM.

Organisation de 2 stages de formation à l'intention des membres des équipes opérationnelles intégrées du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions

Non L'organisation de ces stages a été différée dans la mesure où de nombreux membres des équipes opérationnelles intégrées avaient bénéficié de précédents programmes de formation en matière de désarmement, démobilisation et réintégration, organisés en 2007.

Élaboration de procédures révisées de surveillance et d'évaluation

Non En réponse à la demande des chefs des composantes désarmement, démobilisation et réintégration des missions de maintien de la paix, la Section correspondante au Siège a donné la priorité à l'élaboration d'un document type et d'un vade-mecum sur la gestion des risques. Des procédures de suivi et d'évaluation seront mises au point durant l'exercice 2009/10.

Fourniture de conseils techniques et définition d'orientations dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, à l'intention de 8 missions/bureaux sur le terrain (BINUB, MINUAD, MINUL, MINUS, MINUSTAH, MONUC, ONUCI, Somalie)

8 Des conseils techniques et des orientations ont été définis à l'intention du BINUB, de la MINUAD, de la MINUL, de la MINUS, de la MINUSTAH, de la MONUC et de l'ONUCI dans le cadre de l'appui à l'AMISOM au moyen de conférences téléphoniques et vidéo, de l'échange de télégrammes et de l'affichage de pratiques communes et par courriel.

e) Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

Réalisation escomptée 3.1 : Efficacité et efficience accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Bureau du Directeur		
Respect des priorités en matière d'évaluation des missions, de formulation des politiques et de formation, en coordination avec les hauts responsables du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	En partie	Toutes les évaluations des missions prioritaires ont été réalisées (MINURCAT, MINUAD, MINUS, FINUL, passage du BINUSIL au BINUCSIL). Les priorités en matière d'élaboration d'orientations (politiques relatives à la publication d'informations sur les droits de l'homme et sur la protection de l'enfance, directives pour les projets à effet rapide, note de réflexion sur la coordination civilo-militaire) ont été respectées. Des projets de notes d'orientation sur la gestion des marchés et la gestion des risques ont été élaborés au cours de la période considérée et transmis aux personnes compétentes au sein du Département de l'appui aux missions en vue de dernières consultations avec les partenaires au Siège et dans les missions sur le terrain; ces documents devraient être prêts au premier trimestre de 2010. Un travail de réflexion prospective globale, intitulé « Nouvel horizon pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies », a également été mené en consultation avec les États Membres, des centres de réflexion extérieurs et les missions sur le terrain, afin de dégager les enjeux et les perspectives à moyen terme (2 à 5 ans) dans le domaine de l'amélioration du maintien de la paix. Cette étude et les travaux connexes serviront de base aux futures discussions avec les États Membres sur une approche collective visant à renforcer le maintien de la paix.
Diffusion des directives relatives aux initiatives opérationnelles conjointes avec la Banque mondiale et incorporation dans la formation dispensée par le Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions à l'intention des fonctionnaires au Siège et du personnel des missions	Oui	Les directives ont été diffusées en interne et mises en ligne sur le site intranet des opérations de paix et sur le site Web du Service intégré de formation, afin de les mettre à la disposition de tous les partenaires, y compris des établissements de formation.

Définition d'une troisième initiative conjointe avec la Banque mondiale dans une situation d'après conflit	Non	Une initiative conjointe entre l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale a été mise au point pour l'est de la République démocratique du Congo. Elle a toutefois été repoussée en raison de l'évolution de la situation politique et de l'insécurité sur le terrain.
Mesures visant à ce que la Banque mondiale, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions puissent intervenir rapidement dans 1 ou 2 pays où de nouvelles missions de maintien de la paix sont en préparation ou dans les phases initiales de déploiement	Oui	Au Consortium pour le Soudan tenu en mai 2008, la Banque mondiale s'est engagée à reprendre son évaluation des besoins en matière de développement dès que les conditions de sécurité au Darfour le permettraient. Dans le cadre de ses préparatifs, la Banque a organisé une rencontre entre des membres de son personnel et des agents du Département en octobre 2008 et dépêché une mission d'enquête à la MINUAD et à la MINUS en novembre 2008.
Établissement d'un accord-cadre de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale, en coordination avec les partenaires des Nations Unies, pour la gestion des crises	Oui	Un cadre de partenariat pour la gestion des situations de crise et de sortie de crise a été conclu en octobre 2008.
Organisation des journées annuelles communes d'information entre l'ONU et l'Union européenne pour accroître les connaissances de ceux qui s'occupent au Secrétariat des planifications respectives	Non	Conformément à l'accord de mai 2008 du Comité directeur ONU/Union européenne, des journées d'information doivent avoir lieu tous les 2 ans. Les prochaines journées d'information se tiendront en 2010.
Analyse du retour d'expérience à la suite de la planification de la coopération entre l'Union européenne et l'ONU en prévision de la mission au Tchad et en République centrafricaine	Non	Une analyse du retour d'expérience conjointe sur la planification du passage à la MINURCAT a été réalisée en octobre 2009.
Établissement de principes directeurs en vue d'une coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne dans le domaine des opérations de paix, y compris les dispositifs en matière de logistique	Non	Un projet d'arrangement administratif prévoyant un cadre d'appui logistique entre les opérations de l'Union européenne et celles de l'ONU est en cours d'élaboration et d'examen. Ces principes directeurs devraient être au point dans le courant de l'exercice 2009/10.
Établissement des modalités officielles périodiques de coordination et de coopération avec l'OTAN	Oui	Une déclaration commune ONU/OTAN sur la coopération a été signée entre les secrétariats des deux organisations en septembre 2008.

Section des meilleures pratiques de maintien de la paix

Élaboration et publication de directives générales, d'orientations et de meilleures pratiques intersectorielles des deux départements s'agissant des questions stratégiques et opérationnelles,	En partie	Des projets d'orientations et de directives générales sur la gestion des risques ont été élaborés en avril 2009 et doivent être publiés au premier trimestre de 2010. Un projet
---	-----------	---

notamment l'intégration des missions, la gestion des risques, la coordination civilo-militaire et la gestion des marchés. Achèvement et diffusion du projet de guide pratique pour la mise en train de missions et diffusion du document de politique générale de haut niveau (doctrine fondamentale)

d'orientations sur la coordination civilo-militaire doit être achevé en décembre 2009. Un projet de politique générale sur la gestion des marchés devrait être achevé au premier trimestre de 2010. La première version du guide pratique pour le démarrage des missions a été expérimentée dans 2 missions en phase de démarrage entre février et juillet 2008. Après d'intenses consultations sur le terrain et au Siège, une version révisée a été publiée en octobre 2009. Les Principes directeurs des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont été largement diffusés aux missions et aux partenaires extérieurs, en anglais et en français, sous forme électronique et sur support papier. En l'espace de 18 mois, ce document a été téléchargé 1 863 fois du site intranet des opérations de paix. En sus des directives officielles, un bilan des enseignements tirés et des pratiques exemplaires a été dressé et mis à disposition dans de nombreux domaines intersectoriels du maintien de la paix, au moyen des analyses du retour d'expérience et des rapports de fin d'affectation.

Élaboration de 3 nouveaux documents d'orientation relatifs à des questions stratégiques et intersectorielles dans les domaines suivants : égalité des sexes, VIH/sida, protection de l'enfance et affaires civiles, et diffusion de ces documents à toutes les opérations de maintien de la paix

Oui Des directives sur l'intégration de la question de l'égalité des sexes dans le travail de la police ont été diffusées en juillet 2008. Des directives sur l'intégration de cette question dans le travail des composantes militaires des missions ont été diffusées en novembre 2009. Le programme de formation à l'éducation par les pairs au VIH/sida du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions a été diffusé en septembre 2009. Les directives pour les projets à effet rapide du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions ont été diffusées en janvier 2009.

Organisation de 3 visites d'évaluation des besoins et formulation d'avis thématiques autorisés dans les domaines suivants : égalité des sexes, affaires civiles, protection de l'enfance, meilleures pratiques et VIH/sida, auprès des missions de maintien de la paix en ayant fait la demande

Oui Des visites d'évaluation des besoins et d'assistance dans le domaine de l'égalité des sexes ont été organisées à la MINURCAT, la MONUC, la MINUAD et la MINUT. Des visites d'évaluation des besoins dans le domaine de la protection de l'enfance ont été organisées à la MINUAD et à la MINUS en octobre 2008. Des consultations ont également eu lieu dans le cadre d'un atelier réunissant tous les conseillers et coordonnateurs pour la protection de l'enfance des missions en mars

Élaboration de 20 processus politiques pour aider le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions à définir des orientations et notamment à soutenir la gestion des connaissances, l'analyse des tendances, l'examen des politiques, les approbations, les publications et les promulgations

2009. Une réunion de consultation entre le Département des opérations de maintien de la paix, la MINUS et la FINUL a eu lieu à la FINUL concernant le module de formation à l'éducation par les pairs sur le VIH/sida du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions. Un atelier de consultation et de formation sur le terrain consacré aux services de consultation et de dépistage confidentiels a été organisé pour 24 membres du personnel des missions en mai 2009. Un DVD sur le VIH/sida intitulé « Hidden Risk » (Risque caché) produit par le Département des opérations de maintien de la paix a été traduit et doublé dans les autres langues officielles et dans les langues des principaux pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police (arabe, bengali, chinois, français, hindi, népalais, russe, espagnol, urdu) pour servir lors des stages d'instruction et d'entraînement dispensés aux soldats de la paix avant le déploiement et sur le théâtre des opérations.

- 23 Documents d'orientation élaborés sur les processus suivants : publication d'informations sur les droits de l'homme (juillet 2008), carburant (juillet 2008), intégration de la question de l'égalité des sexes dans le travail de la Police des Nations Unies (juin 2008), publication Internet et intranet (octobre 2008), fourniture de services de téléphonie mobile (juillet 2008), opérations de facturation et de central téléphonique (juillet 2008), politique de l'environnement pour les missions sur le terrain (juin 2009), rôles des experts militaires en mission et des officiers d'état-major et critères de formation (mars 2009), instructions permanentes sur les conventions de dénomination, de structure et de transfert des fichiers (mars 2009), sécurité aérienne (mars 2009), instructions permanentes sur les procédures de commande d'images transmises par satellite et l'autorisation de l'utilisation des cartes (mars 2009), opérations d'entreposage dans le cadre des missions sur le terrain (juin 2009) et intégration de la protection de l'enfance dans le maintien de la paix (juin 2009)

Publication de 2 documents de politique générale de haut niveau sur la gestion civile et l'intégration des missions

Non L'élaboration de la politique générale sur la gestion civile et l'intégration des missions a été reportée pour permettre l'affectation du personnel à une importante étude consacrée à la protection des droits des civils. La politique générale devrait être mise au point au quatrième trimestre de 2010.

Formulation de directives, à l'intention des spécialistes des droits de l'homme dans le domaine du maintien de la paix, qui soient élaborées et approuvées conjointement par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Oui Une politique générale sur la publication d'informations sur les droits de l'homme a été élaborée en juillet 2008 de concert avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Département des affaires politiques.

Amélioration de l'intranet en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix en vue de diffuser aux missions des orientations et des indications relatives aux meilleures pratiques

Oui Le moteur de recherche amélioré du site intranet des opérations de paix a été lancé en juin 2009. Il est désormais possible de rechercher les documents relatifs aux orientations et aux meilleures pratiques par mots clefs et par descripteurs. En outre, il est désormais possible de lancer une recherche sur les documents en anglais et en français simultanément.

Création et utilisation de 5 nouvelles communautés de pratique (réseaux de connaissances reliant le personnel qui accomplit les mêmes tâches dans différentes missions) à la suite de la publication du Manuel à l'usage des facilitateurs

5 Nouvelles communautés de pratique (logistique, désarmement, démobilisation et réintégration, Système d'information géographique, préparation des missions intégrées et formation) et communauté de pratique pilote sur le VIH/sida. Un appui substantiel a été apporté aux facilitateurs de ces communautés grâce à la publication d'un manuel à leur usage, à l'organisation de réunions d'informations et à la fourniture d'une aide constante aux nouveaux facilitateurs.

Recrutement de responsables des meilleures pratiques et renforcement du réseau grâce à des directives, à une formation et notamment à l'organisation d'un atelier annuel, d'examen conjoints des plans de travail (1 fois par an) et de visioconférences périodiques (6 fois par an)

Oui Un fichier de candidats qualifiés aux postes de spécialiste des meilleures pratiques a été créé. En juin 2009, 10 missions sur 18 étaient dotées d'un spécialiste à temps plein des meilleures pratiques et aucun poste n'était vacant. L'atelier organisé à Brindisi en juin 2009 à l'intention des spécialistes et des coordonnateurs des meilleures pratiques a permis à ceux-ci d'échanger les meilleures pratiques et de mettre à jour leurs compétences professionnelles dans le domaine de la gestion des connaissances. La Section des meilleures pratiques de maintien de la paix a continué d'apporter son appui aux réseaux de spécialistes des meilleures pratiques par le biais de téléconférences mensuelles.

Réalisation de 4 évaluations complètes de mission, y compris le contrôle de la suite donnée aux recommandations

4 Évaluations réalisées en sus du suivi d'une évaluation antérieure : évaluation du passage du BINUSIL au BINUCSIL (octobre 2008), évaluation des opérations d'appui à la MINUS (décembre 2009), évaluation du Groupe d'intervention naval de la FINUL (février 2009), évaluation de la MINUAD (mai 2009) et visite à la MINUS pour contrôler la suite donnée à l'évaluation menée au cours de l'exercice 2007/08 sur les centres d'opérations civilo-militaires et les cellules d'analyse conjointes des missions (septembre 2008)

Mise à disposition de capacités d'évaluation rapide pour l'examen d'incidents critiques dans les missions

Oui Les capacités d'évaluation rapide ont été mises à disposition.

Élaboration et mise à l'épreuve de politiques, de directives et d'instructions permanentes pour l'appréciation du degré de préparation

Oui Une évaluation complète de l'état de préparation opérationnelle des unités de police constituées a été menée pour analyser les écarts entre les

opérationnelle des unités de police constituées. Réalisation d'un projet pilote d'évaluation

normes et leur mise en œuvre, y compris une évaluation de chacune de ces unités dans les opérations sur le terrain. Par la suite, la politique générale sur les unités de police constituées a été mise à jour. Les normes pour les unités de police constituées ont également été mises à jour et renforcées. Par ailleurs, une formation à ces normes a été dispensée aux unités de police constituées dont les résultats avaient été jugés insatisfaisants à l'issue de l'évaluation complète.

Mise à l'épreuve de politiques pour l'appréciation du degré de préparation opérationnelle des contingents

Non Les ressources n'ont pas été approuvées.

Élaboration d'une politique d'auto-évaluation au Siège du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions. Réalisation de 2 projets pilotes d'auto-évaluation.

Oui La politique d'auto-évaluation au Siège a été achevée. 2 auto-évaluations ont été réalisées : celle de la force de police permanente (août et décembre 2008) et celle des équipes opérationnelles intégrées (octobre et décembre 2008).

Service intégré de formation

Appui fourni par les spécialistes de la formation aux activités menées à la Base de soutien logistique des Nations Unies et dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies

14 Spécialistes de la formation chargés de fournir un appui

24 Stages d'instruction et d'entraînement préalables au déploiement organisés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à l'intention du personnel

Élaboration de produits de formation dans des domaines essentiels des opérations de maintien de la paix et organisation de stages pilotes fondés sur de nouveaux supports de formation dans des domaines tels que la préparation des missions intégrées, les équipes opérationnelles intégrées, les modules de formation standard pour les spécialistes, la formation à l'intention de hauts responsables des missions et le cadre général du maintien de la paix

- 2 Stages de formation à la direction des missions organisés en Autriche et au Brésil
 - 5 Visites d'évaluation des stages effectuées à la MINURCAT, l'ONUCI, la MANUA, la MINUAD et la MINUS
 - 1 Appui fourni à la formation à la logistique pour l'AMISOM
 - 1 Atelier annuel organisé sur les centres intégrés de formation du personnel des missions
 - 1 Atelier de perfectionnement des cadres formateurs organisé
 - 1 Cours de formation au suivi du comportement professionnel organisé à la Base de soutien logistique des Nations Unies à l'intention du personnel sur le terrain
 - 1 Cours de formation des formateurs organisé au Pakistan
- Oui Le stage de formation à la direction des missions a été mis à jour et de nouveaux modules sur l'intégration, la médiation et les affaires politiques ont été mis en place; 2 stages de ce type ont été organisés au Brésil et en Autriche. À partir de cette mise à jour, des directives sur le rôle des experts militaires en mission et des officiers d'état-major et les critères de formation ont été élaborées, approuvées et diffusées aux pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police. Des supports de formation pour les stages d'instruction et d'entraînement préalables au déploiement et pour les spécialistes de la formation en matière de police ont été élaborés, testés et publiés sur le site Web du Service intégré de formation. Un nouveau cadre général de formation régissant l'appui à la formation pour les États Membres a été élaboré et diffusé aux pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police. La phase d'expérimentation du Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources a été menée à son terme. Les 4 derniers modules du cours d'apprentissage en ligne (portant sur la gestion financière et les contrôles internes, les mécanismes de contrôle administratif, l'appui opérationnel et le développement de l'appui opérationnel) ont été mis au point et dispensés, à titre expérimental, à 40 apprenants. La phase de mise en application initiale, consistant à corriger

Organisation de 2 stages du programme de préparation des hauts responsables avant leur entrée en fonctions, 1 cours à l'intention des conseillers pour les questions militaires et de police détachés par les missions permanentes et une série de cours obligatoires ou recommandés pour un quart du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, notamment des programmes de perfectionnement des cadres, des programmes de renforcement des capacités de gestion, des cours de communication, des techniques d'entretien basées sur les compétences, des ateliers consacrés à l'éthique, des activités de sensibilisation à

l'obligation d'intégrité et des mesures de prévention du harcèlement sur le lieu de travail

Organisation de 30 activités de formation destinées à aider les États Membres et les missions de maintien de la paix des Nations Unies à appuyer le renforcement des capacités et l'évaluation et à répondre aux autres besoins de formation

Élaboration d'une stratégie de validation des formations et des procédures aux fins d'évaluer les cours de formation du personnel de maintien de la

et à mettre à jour le module de base et le module sur le personnel, a été menée à son terme. 1 atelier de formation sur ces thèmes a été organisé pour 80 participants.

- 2 Cours du programme de formation des hauts responsables dispensés. Les nouvelles sessions ont porté sur la protection des civils, l'intégration, la formation aux médias stratégiques, les droits de l'homme et les affaires politiques. Une série de réunions d'information a été organisée pour mettre à jour les connaissances des conseillers pour les questions militaires et de police des missions permanentes et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix dans le domaine de la formation en matière de maintien de la paix. Au total, 412 fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui

aux missions ont bénéficié de cours sur l'accompagnement personnalisé pour l'amélioration de la performance, sur les techniques d'entretien d'appréciation des compétences, sur les techniques de présentation, sur les compétences d'encadrement, sur le programme de renforcement des capacités de gestion, sur le suivi des travaux rédigés par d'autres, sur la rédaction de rapports et la correspondance, ainsi que d'ateliers sur l'efficacité des réunions et sur l'animation de réunions efficaces à l'intention des responsables. Des cours en ligne ont été dispensés sur la sensibilisation à l'obligation d'intégrité et sur la prévention du harcèlement au travail, et des cours sur l'éthique et l'intégrité ont été suivis au Siège par tous les nouveaux fonctionnaires.

- 37 Activités de formation menées. Il s'agissait notamment de cours de formation des formateurs en matière de maintien de la paix et de cours à l'intention des forces de police des Nations Unies. Des activités de formation en matière de maintien de la paix ont également été menées dans 22 pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police et dans 10 missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales.

Oui Une stratégie de validation des formations a été élaborée et les instructions permanentes correspondantes ont été approuvées en juin 2009.

paix dispensés par les États Membres et les organisations internationales

Mise à jour de supports de formation en matière de maintien de la paix pour appuyer les États Membres et les missions des Nations Unies

Recensement et mise en place des ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un système global de gestion

Organisation et suivi de l'ensemble des activités de formation destinées au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions dans leurs domaines de spécialisation

Une procédure de validation a été menée en avril 2009.

Oui Les supports de formation en matière de maintien de la paix à l'intention de tous les soldats de la paix ont été mis à jour et publiés en ligne. Des supports de formation en matière de maintien de la paix à l'intention des forces de police ont également été élaborés et mis en ligne. Il s'agit notamment des modules de base du stage de formation préalable au déploiement et des modules de formation standard pour la police.

Oui Les ressources opérationnelles nécessaires à la mise en œuvre du système de gestion électronique de la formation ont été mises en place en juin 2009. Le système sera lancé, mission par mission, au cours de l'exercice 2009/10.

Oui Au total, 1 256 agents ont participé à 159 activités de formation, telles que des cours, des ateliers, des conférences, des séminaires et des séances de formation individuelles dans les domaines fonctionnels ou techniques des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions. Par ailleurs, un service d'apprentissage en ligne a été mis à disposition de tous les agents du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, pour leur permettre d'enrichir leurs compétences fonctionnelles ou techniques dans les domaines du personnel, de la finance, de la logistique, de l'informatique, de la gestion, de la communication et de la direction.

B. Département de l'appui aux missions

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de 10 réunions d'information à l'intention du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de l'Assemblée générale et d'autres organes délibérants	41	Réunions d'information ont été organisées à l'intention du Conseil de sécurité, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de la Cinquième Commission et de la Quatrième Commission sur les questions concernant l'appui au maintien de la paix, le déploiement de la MINUAD, l'appui à l'AMISOM, les budgets du compte d'appui et de la mission, le rapport d'ensemble, la réforme de la gestion des ressources humaines et la stratégie en matière de technologies de l'information et des communications. Produit supérieur aux prévisions du fait de l'augmentation du nombre des réunions d'information organisées à l'intention du Conseil de sécurité sur les questions d'appui et de déploiement, pour expliquer les difficultés et les obstacles que les opérations doivent surmonter sur le terrain
Tenue de 25 réunions et réunions d'information à l'intention des États Membres et des organisations régionales	Environ 140	Produit supérieur aux prévisions en raison du nombre croissant de demandes de réunions sur les questions d'appui au maintien de la paix émanant des pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police, de contributions financières ainsi que des organisations régionales
Présentation de 10 exposés sur le maintien de la paix lors de conférences, séminaires ou autres rencontres publiques	11	Exposés
Tenue de 10 réunions d'information pour la presse ou interviews	3 2	Interviews Réunions d'information Produit inférieur aux prévisions car les demandes d'interviews de la part des médias ont été moins nombreuses que prévu

12 voyages dans des pays qui sont les plus gros bailleurs de fonds ou les principaux fournisseurs d'effectifs militaires ou de personnel de police, ou dans d'autres États Membres

20 réunions d'information sur la mise en œuvre de la stratégie globale sur l'exploitation et les abus sexuels à l'intention des parties intéressées, notamment les États Membres et les hauts responsables du Siège et des missions de maintien de la paix

10 Voyages

Produit inférieur aux prévisions du fait de l'absence de Secrétaire général adjoint pendant la période à l'examen

Environ 20 Réunions d'information ont été organisées sur les thèmes ci-après : stratégie d'aide aux victimes, qualité de vie et loisirs, prévention et lutte contre l'exploitation et les abus sexuels et les possibilités d'une assistance extrabudgétaire.

Réalisation escomptée 3.1 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
8 voyages sur le terrain permettant de discuter avec la direction d'une mission et d'évaluer l'efficacité et la cohérence des services d'appui fournis	6	Voyages à la MINURCAT (novembre 2008); à la MANUA (mai 2009); à la MINUAD (octobre et novembre 2008) et à la MINUS (février et mars 2009) Produit inférieur aux prévisions en raison de l'absence de Secrétaire général adjoint pendant la période à l'examen
Création d'un fichier de candidats qualifiés pouvant occuper des postes importants (personnel civil, militaire ou de police) et d'un plan de prospection ciblé permettant d'instaurer des partenariats avec les États Membres, les associations professionnelles, les organisations gouvernementales ou non gouvernementales et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies	Oui	Une base de données a été créée pour centraliser la liste des divers candidats potentiels pour des postes de direction civile sur le terrain. Des efforts sont actuellement faits pour élargir le fichier de candidats en vue de mener des activités d'information ciblées sur la base d'une analyse plus poussée associant les objectifs organisationnels aux conditions de fond. Les partenariats avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont été considérablement renforcés grâce à la participation régulière du Département de l'appui aux missions, pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix, au Groupe consultatif interorganisations du Bureau de la coordination des activités de développement.
Prévisions concernant la libération des postes de haute responsabilité (militaires, police, personnel civil) et administration de la sélection et de la nomination des candidats pour ces postes	Oui	12 listes mensuelles de postes de cadre sur le terrain ont été établies, faisant état des postes vacants clefs; des informations sur les dates d'expiration des contrats ont été fournies tous les mois pour améliorer la planification des remplacements et la gestion des postes vacants;

	les profils des cadres dirigeants des missions (classe D-1 et au-dessus) et les tableaux de suivi hebdomadaires pour la direction ont été périodiquement actualisés. Des statistiques trimestrielles ont été produites pour le suivi des données de répartition par sexe et par région dans les missions. Le nombre de femmes nommées à des postes de direction clefs sur le terrain est passé de 13 % en juillet 2007 à 16 % en juillet 2009. Un appui au recrutement, à la sélection et/ou aux procédures de nomination a été fourni pour 48 postes sur le terrain à la classe D-2 et au-dessus.
Fourniture de conseils à 17 opérations de maintien de la paix sur l'évaluation des risques et l'application de mesures de réduction des risques, y compris grâce à l'élaboration et à la diffusion de principes et de directives concernant les problèmes de risque	Non Un spécialiste de la gestion des risques était en cours de recrutement pendant la période à l'examen. L'évaluation finale été achevée et un candidat recommandé en novembre 2009, sous réserve de l'approbation du Comité central de contrôle.
4 voyages sur le terrain permettant d'évaluer les risques, ainsi que les mesures prises pour les réduire	Non Un spécialiste de la gestion des risques était en cours de recrutement pendant la période à l'examen.
Groupe de la déontologie et de la discipline	
Orientation et contrôle fournis à 19 missions de maintien de la paix ou missions politiques spéciales des Nations Unies ainsi qu'à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi à l'intention de toutes les catégories de personnel quant aux mesures relatives à la prévention des comportements répréhensibles, au suivi de l'application des normes de conduite des Nations Unies, au traitement et au suivi des allégations et des cas de faute, aux procédures et mesures disciplinaires	19 Missions sur le terrain y compris 14 missions de maintien de la paix, 4 missions politiques spéciales et la Base de soutien logistique des Nations Unies Fourniture d'un appui et de conseils spécialisés à d'autres missions politiques spéciales sur demande. Le Groupe de la déontologie et de la discipline a fourni régulièrement aux équipes de la déontologie et de la discipline un appui technique systémique et opérationnel concernant l'applicabilité des normes de conduite aux diverses catégories de personnel de maintien de la paix et quant à l'interprétation des normes et à leur application ainsi que des conseils techniques sur le traitement des allégations de comportement répréhensible et des affaires disciplinaires.
5 visites dans des opérations de maintien de la paix et 4 séances de formation/ateliers à l'intention du personnel des groupes de la déontologie et de la discipline, dont 1 atelier à l'intention des chefs desdits groupes afin de fournir des informations à jour et des avis techniques sur les questions de déontologie et de discipline	4 Visites effectuées à la MINUL en octobre 2008 et à la MONUC et à la MINURCAT en juin 2009 2 Un atelier a été organisé sur l'utilisation du système de suivi des fautes professionnelles à la Base de soutien logistique des Nations Unies en juin 2009; lors d'un autre atelier, les chefs des

3 visites dans des pays fournisseurs de contingents pour y suivre le déroulement de la formation sur des questions ayant trait au comportement et à la discipline ainsi qu'à l'exploitation et à la violence sexuelles

Mesures prises à la suite des enquêtes menées par le Bureau des services de contrôle interne et par des missions de maintien de la paix pour faire la lumière sur quelque 300 cas d'allégation de catégorie I et quelque 200 cas d'écart de conduite de catégorie II dans 19 opérations de maintien de la paix ou missions politiques spéciales et à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, dont les résultats ont été communiqués au Siège, et dispositions prises pour assurer l'application des recommandations émanant de la Commission d'enquête à la suite d'affaires dont elle avait été saisie

équipes de la déontologie et de la discipline ont évoqué les politiques et pratiques (New York, janvier 2009).

Produit inférieur aux prévisions étant donné que les compétences spécialisées (formateur) en matière de déontologie et de discipline n'ont été disponibles qu'à partir d'avril 2009, grâce au financement d'un donateur, et du fait des délais impartis pour coordonner la cinquième visite d'évaluation

- 1 Visite effectuée. Le Groupe de la déontologie et de la discipline a organisé une mission de formation au centre régional de formation au maintien de la paix. Celle-ci avait pour objectif d'obtenir des informations de première main sur la formation actuellement dispensée par le centre ainsi que de tester et d'organiser un stage pilote de formation de formateurs destiné aux formateurs du centre et portant sur les nouveaux modules de formation de base avant le déploiement.

Produit inférieur aux prévisions en raison des délais impartis pour coordonner les visites et mettre au point les modules, et pour lesquels les compétences spécialisées nécessaires en matière de formation ne sont devenues disponibles qu'à partir d'avril 2009, grâce au financement d'un donateur

- 232 Cas d'allégations de catégorie I, y compris 123 rapports d'enquête du Bureau des services de contrôle interne

- 508 Cas d'écart de conduite de catégorie II. Le Groupe a donné suite à tous les rapports d'enquête reçus pendant la période à l'examen. Pour ce faire, il a examiné lesdits rapports afin de demander des mesures de suivi lorsque les allégations étaient fondées ou, dans le cas contraire, clôturé le dossier.

Produit inférieur aux prévisions s'agissant des allégations de catégorie I du fait de la diminution du nombre d'enquêtes pour des allégations à l'encontre de groupes de particuliers (111 particuliers pour une seule affaire lors de la précédente période examinée), et des enquêtes en réponse aux allégations à l'encontre de particuliers

Actualisation des politiques régissant le comportement et la discipline

Produit global supérieur aux prévisions en raison de la mise en place du Système de suivi des fautes professionnelles qui a permis de mieux recenser et suivre ces allégations ainsi que les mesures prises.

Oui Mise au point de consignes permanentes concernant l'application du modèle de mémorandum révisé entre l'Organisation des Nations Unies et les pays fournisseurs de contingents; élaboration de matériel actualisé pour le module sur la déontologie et la discipline du nouveau matériel de formation de base destiné à tout le personnel de maintien de la paix; adoption de directives actualisées à l'intention des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales sur le traitement des allégations de faute et la communication d'informations dans le cadre des cas de déontologie et de discipline; communication d'informations pour la révision du guide pratique pour le démarrage des missions du Département des opérations de maintien de la paix; et lancement de l'élaboration d'un manuel de conseils utiles sur le terrain destiné aux équipes de la déontologie et de la discipline en missions. Pendant la période à l'examen, du matériel sur le mandat et l'organisation de ces équipes, l'utilisation du Système de suivi des fautes professionnelles ainsi que des index actualisés des normes applicables et des documents de référence de l'Assemblée générale ont été envoyés à ces équipes.

b) Division du budget et des finances

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Modification du manuel sur le matériel appartenant aux contingents en vue d'y inclure les décisions du Groupe de travail et des organes délibérants et modifications à apporter au mémorandum d'accord	Oui	Le manuel sur le matériel appartenant aux contingents et le mémorandum d'accord ont été amendés.

Planification et prise de toutes les dispositions administratives, y compris, mais pas uniquement, la compilation de données nationales et la publication des documents du Groupe de travail de 2008 sur le matériel appartenant aux contingents

19 exposés sur le matériel appartenant aux contingents à l'intention des missions permanentes et des délégations des États Membres

17 réunions d'information préalables au déploiement concernant le matériel appartenant aux contingents et les mémorandums d'accord, destinées aux pays fournisseurs de contingents à l'appui des opérations en cours

Mise en place d'un système en ligne permettant aux pays fournisseurs de contingents d'avoir accès aux informations relatives aux demandes de remboursement présentées par les gouvernements

3 réunions d'information régionales à l'intention des principaux pays fournisseurs de contingents sur les politiques et procédures relatives au matériel appartenant aux contingents

3 exposés sur les questions financières et budgétaires présentés aux États Membres et pays fournisseurs de contingents

Oui Note verbale adressée à toutes les missions permanentes en décembre 2008 accompagnée d'annexes à compléter en y faisant figurer les données nationales sur les coûts, et à retourner au plus tard en mai 2010

19 Exposés réalisés pour un total de 159 personnes

20 Réunions organisées
Produit supérieur aux prévisions en raison de la demande émanant des pays fournisseurs de contingents

Non La mise en place a été retardée car le module de demande de remboursement n'a été achevé qu'en novembre 2009. Elle devrait avoir lieu dans le courant du premier trimestre 2010.

Non 1 réunion d'information régionale organisée au Mali à l'intention de l'Organisation internationale de la Francophonie
2 réunions d'information organisées à New York à l'intention de l'ensemble des conseillers militaires et de police (75 délégués) dans les locaux de la Mission permanente de la République de Corée et des conseillers militaires et de police (15 délégués) dans les locaux de la Mission permanente de la République d'Afrique du Sud

Non Aucune demande n'a été reçue.

Réalisation escomptée 2.1 : Mise sur pied et déploiement rapide des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Produits supplémentaires

Des conseils sur les moyens de déterminer les ressources nécessaires ainsi que la budgétisation axée sur les résultats ont été dispensés à l'AMISOM pendant la phase de démarrage.

Déploiement d'un système informatique de gestion financière (Sun system) pour appuyer l'AMISOM

Réalisation escomptée 3.1 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement des demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents, des lettres d'attribution et des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (de la réception de la demande certifiée par la mission à son approbation par le Département des opérations de maintien de la paix) pour 17 opérations	1 886	Demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents
	80	Demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité
	209	Lettres d'attribution
Fourniture de conseils à 17 opérations sur le terrain et missions permanentes de pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police sur les questions relatives au matériel appartenant aux contingents et aux cas de décès ou d'invalidité	17	Opérations sur le terrain
Négociation de 50 mémorandums d'accord pour la MINUAD et de 4 mémorandums d'accord pour la MINUSTAH, amendements de 100 mémorandums d'accord basés sur le déploiement effectif de matériel lors d'opérations sur le terrain	73	Mémorandums d'accord, y compris la négociation de 3 mémorandums pour la MINUSTAH et de 11 mémorandums pour la MINUAD
	240	Amendements aux mémorandums d'accord
		Produit inférieur aux prévisions pour la MINUAD en raison de la modification de son calendrier de déploiement et de délais au niveau des équipements à Port Soudan
		Produit global supérieur aux prévisions du fait de l'approbation par l'Assemblée générale, dans sa résolution 62/252, d'une augmentation des taux de matériel appartenant aux contingents
Négociations avec les pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police en vue d'inclure des dispositions sur l'exploitation et les abus sexuels dans 275 mémorandums d'accord	275	Lettres accompagnées du texte des dispositions relatives à l'exploitation et aux abus sexuels adressées à toutes les missions permanentes ayant signé des mémorandums d'accord
Conseils dispensés à 36 missions, y compris à des opérations de maintien de la paix et à des missions politiques spéciales ainsi qu'à la Base de soutien logistique des Nations Unies aux fins de l'établissement de projets de budget et de rapports sur l'exécution des budgets, concernant notamment le Règlement financier et les règles de gestion	36	Missions de paix

financière, les principes et directives, la budgétisation axée sur les résultats et les recommandations des organes délibérants

Exposés et informations générales sur les politiques, procédures et pratiques de financement opérationnel, à l'intention des organes délibérants (Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et Assemblée générale), dans le contexte de 36 missions, y compris des opérations de maintien de la paix, des missions politiques spéciales et la Base de soutien logistique des Nations Unies, et des questions intersectorielles

Gestion financière de 6 missions en cours de liquidation (MINUSIL, MONUA, MANUTO, BUNUTIL, Bureau des Nations Unies pour l'aide à la consolidation de la paix au Tadjikistan et ONUB), y compris l'établissement d'états financiers mensuels, le rapprochement des soldes à régler dans les états financiers et la suite donnée aux recommandations du Comité central de contrôle du matériel

8 visites de l'équipe Abacus au titre de la mission de maintien de la paix afin de fournir sur place un appui au processus d'élaboration du budget de la mission

2 visites d'appui à la budgétisation axée sur les résultats à des missions de paix pour les conseiller sur leurs cadres d'établissement de rapport sur le budget et l'exécution du budget

36 Missions de paix

9 Missions en cours de liquidation : MONUA, ONUB, MINUSIL, Commission d'enquête indépendante internationale des Nations Unies, MINUEE, MANUTO, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus de détermination du statut futur du Kosovo, BUNUTIL et Bureau des Nations Unies pour l'aide à la consolidation de la paix au Tadjikistan

8 Visites de l'équipe à la MINURCAT, la MINUSTAH, la MONUC, la MINUAD, l'UNIFIL, la MINUK, la MINUS et la MANUTO

2 Visites de missions politiques spéciales : MANUA et Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest/Commission mixte Cameroun-Nigéria

4 Visites d'appui à des missions de maintien de la paix : MINURCAT, MINUAD et MINUK (2)

1 Visite d'appui à une mission politique spéciale : BONUCA

159 membres du personnel ont été formés.

Produit supérieur aux prévisions en raison des visites d'appui supplémentaires demandées par des missions qui n'avaient pas reçu de visite d'appui et/ou disposaient d'un nombre insuffisant de personnel formé à la méthode de budgétisation axée sur les résultats.

Les visites des missions politiques spéciales ont été appuyées par une évaluation réalisée par le Bureau des services de contrôle interne (voir E/AC.51/2008/2, sect. C).

Appui informatique, notamment services d'assistance technique, maintenance technique et appui fonctionnel concernant les systèmes financiers des missions (SUN/Progen), à 27 missions et bureaux locaux	En outre, 93 fonctionnaires du Siège ont été formés à la méthode de budgétisation axée sur les résultats.
Évaluation de l'élargissement de la phase II du logiciel budgétaire intégré (LBI) à un groupe plus important d'utilisateurs concernés par le processus budgétaire, et notamment au personnel qui travaille au Siège, dans les services organiques et les centres de coûts (nouveau)	<p>27 Missions ont reçu cet appui : AMISOM, BANUGBIS, Base de soutien logistique des Nations Unies, BINUB, BONUCA, Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie, Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies, Commission mixte Cameroun-Nigéria, FINUL, FNUOD, MANUA, MANUI, MINUAD, MINUK, MINUL, MINUNEP, MINURCAT, MINURSO, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, MONUG, ONUCI et UNFICYP.</p> <p>6 Missions en cours de liquidation : BINUSIL, BUNUTIL, MINUEE, MINUSIL, MONUA et ONUB</p>
Actualisation des politiques, procédures et pratiques relatives au financement opérationnel de 36 missions, notamment par l'établissement de consignes et de contacts concernant les questions opérationnelles sur la mise en pratique des normes comptables internationales pour le secteur public	<p>Non L'évaluation de la phase II du logiciel budgétaire intégré n'a pu être achevée car la phase I n'avait pas été mise en place.</p> <p>5 Politiques financières actualisées concernant les domaines ci-après : dépenses directes, voyages, ordres mensuels de paiement en conjonction avec les réformes des ressources humaines, analyse des obligations et méthodes de remboursement pour les gouvernements et les fournisseurs</p>
Négociation et signature de 17 lettres faisant l'objet d'un échange de lettres entre le Département de l'appui aux missions et les Volontaires des Nations Unies à Bonn afin de définir les conditions de service des VNU déployés dans des opérations de maintien de la paix et dans des missions politiques spéciales	17 Échanges de lettres
Visites régionales des responsables de la Division du budget et des finances auprès de 5 opérations de maintien de la paix dans le but de fournir à celles-ci des conseils stratégiques sur des questions budgétaires et financières	5 Visites

Produits supplémentaires

Programme pour la constitution d'un répertoire détaillé de stagiaires; 3 nouveaux fonctionnaires des finances et du budget formés

c) Division du personnel

Réalisation escomptée 2.1 : Mise sur pied et déploiement rapide des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise en place d'un cadre stratégique, de mécanismes et de procédures relatifs au déploiement rapide, à l'organisation des carrières et à la gestion de 2 500 agents civils permanents du maintien de la paix, qui, en prenant leurs fonctions, s'engagent à accepter un déploiement rapide dans n'importe quels missions et bureaux locaux, ce qui renforce la capacité du Département de faire face aux impératifs en matière de déploiement rapide	Non	Dans sa résolution 63/250, l'Assemblée générale a décidé de reprendre à sa soixante-cinquième session l'examen de la proposition du Secrétaire général tendant à constituer un corps de spécialistes civils du maintien de la paix

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Déploiement de 5 équipes d'intervention (« tiger ») auprès des missions afin de répondre aux besoins de celles-ci en matière de recrutement et de gestion administrative et technique des ressources humaines à des moments critiques	5	Équipes spécialisées dans la sélection du personnel ont été déployées auprès des missions suivantes : MINURCAT, MANUA, MINUAD et MINUS, et en appui à l'AMISOM.
	6	Équipes spécialisées dans l'organisation des carrières ont été déployées auprès de l'IIIC, du BINUSIL, de la MINUEE, de la MINUK, de la MINUNEP et de la MONUG (pendant la dernière semaine de l'exercice, afin de conseiller les membres du personnel concernés par la liquidation et les réaffecter à d'autres missions).
Appui direct (concernant notamment le recrutement, les voyages et la gestion des contrats, les salaires, les indemnités, les demandes de remboursement et les droits à prestations) apporté à	8 330	Fonctionnaires ayant bénéficié d'un appui direct
	36	Opérations hors Siège

environ 8 000 fonctionnaires recrutés sur le plan international servant dans 18 opérations de maintien de la paix, 16 missions politiques et à la Base de soutien logistique des Nations Unies	35 303	Opérations administratives traitées pendant l'exercice (dont 19 323 hors Siège et 15 980 au Siège)
Orientations générales relatives aux ressources humaines proposées à environ 8 000 fonctionnaires recrutés sur le plan international et à 17 000 fonctionnaires recrutés sur le plan national servant dans des missions, par l'intermédiaire des chefs des sections du personnel civil sur le terrain	8 330	Agents recrutés sur le plan international
	14 057	Agents recrutés localement
	767	Administrateurs recrutés sur le plan national
	2 500	Volontaires des Nations Unies
		L'écart concernant les administrateurs recrutés sur le plan national s'explique par le fait que plusieurs missions étaient en situation de liquidation ou de réduction de leurs effectifs, notamment l'IIIC, la MINUEE, la MINUK et la MINUNEP
Harmonisation des conditions d'emploi dans les missions, en coordination avec le Bureau de la gestion des ressources humaines, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale des propositions énoncées dans les documents A/61/255/Add.1 et A/61/861	Oui	Des principes directeurs concernant les dispositions transitoires pour la mise en œuvre de la réforme du régime des engagements ont été élaborés et mis en œuvre. Le nouveau régime des engagements et les nouvelles conditions d'emploi du personnel déployé dans des missions formellement déconseillées aux familles sont entrés en vigueur dans toutes les missions au 1 ^{er} juillet 2009. La Division du personnel a lancé une page Web qui permet aux fonctionnaires d'obtenir des informations sur la réforme des ressources humaines.
Tenue d'un fichier de candidats pour 22 groupes professionnels intéressant les opérations de maintien de la paix	24	Groupes professionnels
	589	Fichiers de candidats établis pour 24 groupes professionnels
	8	Activités de prospection
Aide à l'organisation des carrières proposée en ligne à tous les membres du personnel sur le terrain et par courrier électronique; programmes de formation et consultations directes concernant l'organisation des carrières à l'intention de 600 membres du personnel dans 4 missions (MINUS, MINUAD, FINUL, MONUC)	604	Interventions concernant le personnel de 5 missions (IIIC, BINUSIL, MINUEE, MINUK et MINUNEP), dont 335 membres ont été affectés à d'autres missions. Les ressources ont été consacrées en priorité aux missions en situation de liquidation ou de réduction d'effectifs, afin de fournir de manière urgente aux membres du personnel concernés des services d'orientation professionnelle et d'assistance en matière d'affectation.
Mise en œuvre par étapes d'une stratégie d'organisation des carrières, avec la possibilité de consulter en ligne des modèles de parcours	En partie	La mise en œuvre d'une stratégie d'organisation des carrières a été suspendue en attendant que le Bureau de la gestion des ressources humaines

professionnels pour certains groupes professionnels, et redéfinition des fonctions des postes de chef de section relatives à l'appui aux missions et aux bureaux locaux, afin de mieux répondre aux besoins changeants des opérations sur le terrain

finisse d'élaborer le volet « perfectionnement du personnel » du cadre de gestion des aptitudes. Des modèles de parcours professionnels sont en train d'être élaborés dans le cadre de la gestion de la relève. Il s'agit de définir les compétences, l'expérience professionnelle et la formation ou certification propres à chaque classe au sein d'un groupe professionnel et de mettre en relief les liens existant entre les groupes professionnels à l'intérieur du grand réseau professionnel, où les fonctionnaires peuvent obtenir des mutations latérales ou des promotions.

La conférence du réseau des chefs du personnel civil et des ressources humaines, qui s'est tenue en mai 2009, s'est saisie de la redéfinition des fonctions du personnel civil. De nouveaux profils d'emploi types sont en cours d'élaboration; ils seront soumis à l'approbation du Bureau de la gestion des ressources humaines en mai 2010.

Organisation d'une conférence des chefs du personnel civil et participation à la table ronde interinstitutions sur la gestion des carrières

Oui Une conférence du réseau des chefs du personnel civil et des ressources humaines s'est tenue en mai 2009. 34 chefs du personnel civil et chefs de service administratif représentant

toutes les opérations hors Siège et les missions politiques spéciales y ont participé.

Une table ronde interinstitutions sur le thème « Courting talent: challenges for international organizations » (Séduire les talents : un défi pour les organisations internationales) s'est tenue à La Haye en novembre 2008.

Élargissement des plans d'action ressources humaines à toutes les opérations de maintien de la paix, inspiré par les enseignements tirés de la mise à l'essai qui a lieu actuellement dans 5 missions (MANUA, MINUT, MINUL, MINUSTAH et MINUS)

Oui Les plans d'action ressources humaines ont été officialisés dans toutes les missions de maintien de la paix (juillet 2008).

Les plans d'action ressources humaines ont été officialisés dans toutes les missions politiques spéciales (janvier 2009).

Contrôle et évaluation de l'exercice des fonctions de gestion des ressources humaines dans 4 missions sur le terrain (MINUAD, MINUS, MANUA et MANUI) par la participation à 4 visites de contrôle du Bureau de la gestion des ressources humaines

4 Le Bureau de la gestion des ressources humaines et la Division du personnel ont effectué des visites de contrôle communes à la MINURSO en juin 2009. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont réalisé ensemble une évaluation des opérations d'appui à la MINURCAT en juin et décembre 2009. Une

Mise en service des organes centraux de contrôle des missions, débouchant sur une harmonisation des pratiques de recrutement des missions et des bureaux locaux avec celles qui sont utilisées dans tous les autres secteurs du Secrétariat

Mise en place d'un organe de planification de la relève, le but étant de fournir rapidement aux missions des listes de candidats hautement qualifiés pour les postes de chef des services administratifs, de chef des services d'appui intégrés/chef des services techniques, de chef de l'administration et de directeur de l'administration

Création et mise en place (par étapes) d'un cadre pour le classement des postes de fonctionnaire recruté sur le plan national

équipe d'évaluation de la Division du personnel s'est rendue au BANUGBIS en mars 2009.

- Oui Les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions sont devenus complètement opérationnels en mai 2009 et comptent 118 membres; la circulaire ST/SGB/2009/5 est entrée en vigueur. Avant de prendre leurs fonctions, les membres des organes centraux de contrôle des missions ont suivi une formation obligatoire de deux jours comportant des sessions d'information, des exposés, des exercices de simulation de cas et une formation à l'éthique.
- Oui Le Groupe pour la planification des relèves s'est réuni à 15 reprises au Siège, afin de fournir aux missions de maintien de la paix concernées des listes de candidats pour pourvoir les postes de direction qui sont vacants. D'autre part, des études ont été réalisées pour améliorer le processus de sélection des hauts fonctionnaires, en tenant compte de la participation des candidats à des programmes d'organisation des carrières, tels que le Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources, et en favorisant la participation des candidats des organismes, fonds et programmes des Nations Unies.
- Oui Un cadre pour le classement des postes de fonctionnaire recruté sur le plan national a été créé et sa mise en place progressive a débuté. 3 311 opérations de classement de postes de fonctionnaire recruté sur le plan national ont été effectuées à la MONUC (2 166), à l'UNFICYP (10), à la FINUL (368), à la Base de soutien logistique des Nations Unies (50) et à l'ONUCI (717)

d) Division du soutien logistique

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Communication au personnel de direction des questions de soutien opérationnel de caractère logistique qui touchent les États Membres qui fournissent des contingents et des policiers à l'issue des examens des résultats obtenus par les missions de maintien de la paix effectués au moyen de visites d'évaluation logistique et de visites d'examen des missions	Oui	Des visites ont été effectuées dans 6 pays préalablement au déploiement de contingents pour des missions en Afrique; des sessions d'information ont été organisées à l'intention de représentants de 9 missions permanentes et de 3 pays qui fournissent des contingents et des effectifs de police; des orientations ont été fournies concernant les activités de liquidation; 6 visites d'évaluation sur le terrain et de planification des missions ont été réalisées; et des équipes Abacus se sont rendues dans 5 missions pour étudier les aspects logistiques des opérations, notamment formuler des conseils en matière de planification de la réduction des effectifs.
Amélioration de l'accès du Conseil de sécurité aux données SIG, à la visualisation d'images satellite et aux cartes numérisées	138	Des cartes et d'autres types d'information géographique ont été présentées lors de séances d'information et de consultation du Conseil de sécurité concernant des opérations dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques, ainsi que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Agence internationale de l'énergie atomique.
Communication aux missions, ainsi qu'aux États Membres qui fournissent des contingents et des policiers, des ressources nécessaires pour l'application des nouvelles politiques ou des politiques révisées touchant le déploiement des contingents et du matériel	Oui	Les décisions prises par le Groupe de travail de 2008 sur le matériel appartenant aux contingents ont été intégrées aux lignes directrices à l'intention des missions sur la mise en œuvre des consignes relatives au matériel appartenant aux contingents et d'autres orientations concernant des questions difficiles, telles que la cession du matériel dans les missions, la clarification de certaines responsabilités en matière de travaux secondaires d'aménagement et le recouvrement des coûts pour services rendus, ont été élaborées à l'intention des missions et des États Membres. La version définitive des lignes directrices a été établie en mars 2009 et communiquée de manière informelle aux missions en juin 2009.

Réalisation escomptée 2.1 : Mise sur pied et déploiement rapide des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Le plan d'appui initial, y compris le plan relatif aux ressources matérielles, de toute nouvelle mission de maintien de la paix est élaboré et approuvé en consultation avec les équipes opérationnelles intégrées	Oui	Des plans relatifs aux ressources matérielles ont été établis au Siège pour la MINURCAT, la MINUSTAH et la MINUAD, et en appui à l'AMISOM.
La composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide au titre de l'exercice 2008/09 est examinée et ajustée sur la base des besoins des missions de maintien de la paix, de l'enseignement tiré de l'expérience et de l'évolution des technologies	Oui	Un examen approfondi de la composition des stocks pour déploiement rapide a été réalisé par toutes les sections techniques du Département de l'appui aux missions conformément aux directives pertinentes. L'examen de la composition des stocks pour déploiement stratégique a tenu compte des enseignements tirés de l'expérience, des besoins des missions et de l'évolution des technologies.
Sensibilisation accrue aux directives médicales des Nations Unies et respect par les États Membres qui fournissent des contingents et des policiers de l'obligation qui leur incombe de fournir des installations et services médicaux conformément aux normes des Nations Unies lors du déploiement	10	Exposés ont été faits par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions sur le concept de déploiement à des fins d'appui sanitaire dans le cadre de négociations de mémorandums d'accord par les missions : Afrique du Sud, Burkina Faso, Égypte, Éthiopie, Népal, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone et République-Unie de Tanzanie
,	8	Exposés présentant une vue d'ensemble du concept d'appui sanitaire aux opérations du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions ont été faits à l'intention des conseillers militaires de 4 pays qui fournissent des contingents (Allemagne, Ghana, Nigéria et Rwanda); dans le cadre du programme de direction stratégique de l'armée américaine (à trois reprises, en juillet et novembre 2008, et en avril 2009); et lors d'une conférence stratégique de l'OTAN pour médecins en chef, qui s'est tenue en mai 2009

Vérification de l'existence de soins médicaux conformes aux normes à l'intention du personnel chargé du maintien de la paix avant la mise en place de matériel appartenant à l'ONU et de la mise à disposition aux États Membres qui fournissent des contingents et des policiers d'installations dans les missions de maintien de la paix

Instauration de partenariats stratégiques pour la coproduction et le partage de données géospatiales

Les conditions de vie et de travail et les installations d'hébergement dans les missions répondent aux normes des Nations Unies dans le cadre des calendriers approuvés

Application des concepts d'appui aérien mondial et régional pour les missions de maintien de la paix en Afrique centrale et en Afrique de l'Est ainsi que pour les missions de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest

8 Visites préalables au déploiement ont été effectuées dans les pays suivants : Éthiopie, Népal, Norvège, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone et République-Unie de Tanzanie.

Oui Un partenariat stratégique a été noué avec le Bureau géographique interarmées (France), grâce auquel il a été possible d'obtenir des cartes topographiques et des données géospatiales concernant les opérations de la MINURCAT. Un partenariat stratégique a été noué avec l'Office of the Geographer du Département d'État américain, grâce auquel il a été possible d'obtenir des images satellite à haute résolution des Kivus et de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo. Les Pays-Bas ont fourni des cartes topographiques et des données géospatiales sur l'est de la République démocratique du Congo. Un partenariat a été noué avec le programme multinational de coproduction géospatiale.

Oui Du matériel pour hébergement en dur, provenant des stocks pour déploiement stratégique, a été fourni à la MINURCAT, au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM et à la MINUSTAH.

Oui Un avion de transport régional de passagers avait été affrété pour une longue durée afin de fournir un appui aux missions de maintien de la paix en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. Cette initiative avait débuté en avril 2008, mais le contrat a dû être résilié en décembre 2008, la prestation du fournisseur n'étant pas satisfaisante. Le nouvel exercice d'adjudication du marché s'est terminé au printemps 2009; la signature d'un nouveau contrat devrait permettre aux vols de commencer en février 2010.

Des accords d'affrètement à long terme sont en place en Afrique de l'Ouest (1 aéronef) et en Afrique centrale et de l'Est (3 aéronefs, dont 1 avion à réaction pour le transport de passagers et 2 avions-cargos) pour favoriser l'utilisation des moyens aériens stratégiques sur une base régionale et l'application des concepts d'appui aérien mondial.

Amélioration du développement de l'infrastructure aéroportuaire dans les nouvelles missions de maintien de la paix

Non Un accord interinstitutions a été conclu avec l'OACI. Par ailleurs, un accord de services de gestion conclu avec l'OACI est entré en vigueur; 3 accords de projet connexes ont été conclus pour la MINUS, la MINUAD et la MINURCAT.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Achèvement de l'examen des éléments logistiques des budgets des missions de maintien de la paix	Oui	Un examen stratégique des éléments logistiques des budgets des opérations de maintien de la paix a été effectué pour toutes les missions, et ce, dans un souci d'exhaustivité et de cohérence.
Respect accru des normes aériennes internationales et de celles des Nations Unies grâce à une meilleure sensibilisation aux questions liées à la sécurité aérienne, y compris la prévention des accidents, l'analyse des risques et les enquêtes concernant les accidents	Oui	En tout, 20 visites d'aide à la sécurité aérienne ont été effectuées dans 14 missions, dont 13 ont été faites par le Bureau régional de la sécurité aérienne de la Base de soutien logistique des Nations Unies. Plus de 200 recommandations ont été formulées sur les mesures à prendre pour améliorer les conditions d'exploitation des moyens aériens et réduire le niveau de risque. Le Bureau communique, par l'intermédiaire du Siège, au Directeur ou au Chef de l'appui à la mission concernée toutes les observations, conclusions et recommandations issues de ses visites. Une politique de gestion des risques opérationnels a été introduite dans toutes les missions. Des plans d'action pour la mise en œuvre de la gestion des risques opérationnels ont été établis et des groupes chargés de la mise en œuvre formés dans toutes les missions sous la direction du Siège. La MINURSO, la MINUAD, la MINUS et la MINUT ont élaboré et introduit des instructions permanentes concernant la gestion des risques opérationnels.
Mise en place d'outils, de procédures et de forums de partage de l'information à l'intention des missions de maintien de la paix en vue de renforcer les moyens dont elles sont dotées pour répondre à leurs besoins en matériel, en produits et en services	Oui	Des rencontres et des ateliers annuels ont été organisés à l'intention des responsables chargés du transport, du génie, des avoirs, des biens, des rations et du carburant, l'idée étant de régler les difficultés, de partager les meilleures pratiques, et de présenter des lignes directrices et des orientations, ainsi que des outils spécialisés, afin d'améliorer la prestation des services logistiques.

Amélioration de la gestion, de l'établissement des rapports et de l'analyse des rations ainsi que de l'utilisation du carburant; respect des contrats

Oui Des procédures ont été élaborées et mises en œuvre pour réaliser des évaluations mensuelles d'exécution des contrats concernant les rations, mission par mission, et établir des rapports pour le Siège afin de repérer les problèmes en la matière et prendre des mesures correctives, pour continuer d'améliorer le système. Le fait que les spécifications alimentaires de l'Union nationale des régimes spéciaux aient été incorporées aux nouvelles demandes de rations est directement issu de cet exercice.

Les contrats concernant les rations et les cahiers des charges pour les achats groupés ont été standardisés. Les indicateurs de résultats et le tableau d'évaluation ont été revus afin d'obtenir des données plus justes. S'il y a lieu, tous les contrats comportent des dispositions concernant les indicateurs de résultats, l'assurance qualité et le contrôle de la qualité.

Amélioration de la gestion des contrats relatifs au soutien spécialisé

Oui Les besoins multiples ont pu être regroupés dans des contrats-cadres, ce qui a permis de simplifier la gestion des contrats.

Un rapport électronique d'évaluation des prestations est joint à chaque contrat-cadre qui figure dans la base de données de la Division du soutien logistique. D'autre part, s'il y a lieu, tous les contrats comportent des dispositions concernant les indicateurs de résultats, l'assurance qualité et le contrôle de la qualité. Un document directif sur les pratiques exemplaires a été établi concernant le respect des contrats s'agissant d'achats groupés et la gestion des résultats.

Mise en application de la première phase des responsabilités qui incombent aux Nations Unies en ce qui concerne l'examen de l'impact sur l'environnement des missions de maintien de la paix

Oui Des coordonnateurs pour l'environnement ont été nommés dans toutes les opérations de maintien de la paix; la politique de l'environnement du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions est entrée en vigueur dans les missions; un réseau de praticiens sur la gestion de l'environnement s'est créé en ligne; des actions de sensibilisation se sont déroulées dans les missions, sur la base d'une participation volontaire à la Campagne pour un milliard d'arbres, menée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement dans le cadre de la

	Journée mondiale de l'environnement; des efforts ont été faits en vue d'établir un partenariat avec le PNUE.
Amélioration de la capacité de gestion en ce qui concerne la fourniture de services médicaux dans les missions	Oui Une formation a été organisée en septembre 2008 à la Base de soutien logistique des Nations Unies à l'intention des chefs des services médicaux des forces, en leur qualité de responsables des ressources médicales dans les missions. Des visites d'évaluation technique ont été réalisées dans 5 missions (MINURCAT, MINUAD, FNUOD, FINUL et MINUK) pour apprécier le fonctionnement des installations et services sanitaires.
Identification et vérification plus précises des avoirs détenus par les missions de maintien de la paix grâce au recours à des solutions technologiques	Oui Des outils d'analyse ont été mis au point grâce au logiciel de gestion de l'information BusinessObjects afin de mesurer les résultats en ce qui concerne l'utilisation et le contrôle des biens durables. Le progiciel maison de lecture de code à barres est prêt à être mis en service : il permettra, dès le début de 2010, d'améliorer la précision de l'identification et de la vérification des avoirs dans toutes les missions soutenues par le Département de l'appui aux missions.
Unification des protocoles applicables à la gestion des biens non durables des missions de maintien de la paix utilisés par divers acteurs impliqués dans les chaînes d'approvisionnement des missions de maintien de la paix	Oui Une directive sur le contrôle du matériel et les responsabilités connexes a été publiée en novembre 2008. Une directive sur les opérations d'entreposage dans les missions, approuvée par la Secrétaire générale adjointe à l'appui aux missions, porte sur la nécessité d'améliorer la gestion et le contrôle des biens durables, notamment grâce au renforcement des inspections matérielles et à des exercices de rapprochement entre les inventaires et les quantités enregistrées dans le système Galileo.
Meilleure compréhension par les États Membres qui fournissent des contingents et des policiers et par les fonctionnaires des Nations Unies des obligations qui leur incombent en vertu des mémorandums d'accord concernant le matériel appartenant aux contingents	Oui Des réunions d'information centralisées sur le système de gestion du matériel appartenant aux contingents ont été organisées à l'intention des conseillers militaires et des conseillers pour les questions de police des missions permanentes et des représentants de l'Opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine, réunions auxquelles ont participé des fonctionnaires de la Division du budget et des finances, du Service de la constitution des forces et de la Division de la police. Des séances d'information individuelles ont été organisées à l'intention des représentants d'États Membres et de

	fonctionnaires sur certains aspects du système de gestion du matériel appartenant aux contingents ayant trait aux obligations qui découlent des mémorandums d'accord. Des activités sur l'élaboration de formations concernant le matériel appartenant aux contingents ont été organisées à l'intention des fonctionnaires au Siège et dans les missions qui s'occupent de la question afin d'améliorer l'élaboration des modules de formation.
Moyens permettant de rationaliser la détermination des niveaux appropriés de matériel, de personnel et de capacité de soutien autonome des États Membres qui fournissent des contingents et des policiers mis à la disposition des missions pour faire en sorte qu'ils répondent aux besoins opérationnels	Oui L'outil d'analyse BusinessObjects a été introduit pour rationaliser les analyses faites par le Siège et les missions des rapports de vérification du matériel appartenant aux contingents afin d'apprécier l'évolution des stocks et de déterminer si les mémorandums d'accord ont été respectés, de sorte à pouvoir fixer les niveaux appropriés de matériel et de capacité de soutien autonome.
Contribution à l'amélioration de la gestion de la planification et de la coordination des services de transport grâce à l'élaboration et la publication de manuels de directives opérationnelles et à la redéfinition des procédures d'élaboration du budget	Non Des progrès considérables ont été faits en vue de la publication d'un guide des mouvements stratégiques et d'un manuel du contrôle des mouvements sur le terrain, qui devraient être achevés pendant le premier trimestre de 2010 au plus tard. Des orientations concernant les pratiques exemplaires en matière de sécurité routière et de suivi de leur application ont été incorporées dans le projet de manuel sur les transports terrestres. La nouvelle version du manuel devrait être soumise pour approbation en février 2010 au plus tard.
Amélioration de la gestion des concepts applicables en matière d'aviation allant de pair avec l'amélioration des modalités d'assurance de la qualité et le respect des contrats portant sur l'aviation	Non La Section du transport aérien et, sous sa direction, le Centre des opérations aériennes sont en train de faire une évaluation fonctionnelle des soumissions envoyées par les fournisseurs en vue de l'achat d'un système de gestion de la flotte aérienne. L'évaluation technique des soumissions s'achèvera en décembre 2009 au plus tard et le dossier sera présenté au Comité des marchés du Siège en janvier 2010.
Évaluations de faisabilité en ce qui concerne les tout derniers progrès technologiques appliqués à la gestion de la flotte aérienne des Nations Unies	Non Une invitation à soumissionner concernant des contrats de louage de services pour un système de localisation des aéronefs par satellite pour toutes les missions a été établie pour répondre aux besoins de l'Organisation et permettre l'intégration de cette capacité dans un système mondial de gestion de la flotte aérienne. Les soumissions reçues sont en train d'être évaluées.

		Une mise en œuvre complète devrait se faire au niveau mondial avant la fin de l'exercice 2010.
Amélioration de la gestion et de l'utilisation des inventaires de pièces détachées dans les missions	Oui	Une analyse complète des stocks de pièces détachées de toutes les missions est en cours et une nouvelle méthode de classement des biens durables a été élaborée. La mise en œuvre intégrale du Service de la gestion des installations devrait se terminer en juin 2010 au plus tard; elle devrait permettre aux officiers du transport dans les missions de suivre les modes de consommation et l'écoulement des stocks et faciliter la mise en place d'un système de commande automatique.
Amélioration de la gestion des contrats relatifs aux transports et aux mouvements	Non	Il n'a pas été possible d'améliorer les contrats-cadres pour les véhicules et pour les engins de levage et de terrassement à cause des retards pris dans le cadre de la nouvelle procédure d'appel d'offres; cela dit, les cahiers des charges de 19 contrats-cadres pour l'exercice 2010-2011 seront concernés par le nouvel appel d'offres à la rubrique des transports.
Amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement en ce qui concerne la commande et les livraisons des véhicules et du matériel de manutention	Oui	Toutes les missions ont accès au système d'achat de véhicules, un système informatique interne qui permet d'avoir une vue d'ensemble actualisée du processus d'achat et d'améliorer la communication entre toutes les parties prenantes. Les missions ont reçu des conseils sur la manière d'utiliser le système.
Amélioration des connaissances du personnel des missions de maintien de la paix en ce qui concerne la gestion de la flotte aérienne et des transports de surface par le spécialiste des transports aériens et par le fonctionnaire du transport	Oui	Des séminaires à l'intention des chefs des transports aériens ont eu lieu à la Base de soutien logistique des Nations Unies en novembre 2008 et mars 2009. Un catalogue complet sur les formations aéronautiques a été produit et distribué dans toutes les missions disposant de moyens aériens; il décrit tous les cours spécialisés en aéronautique et les conditions de formation en cours d'emploi.
Amélioration des clauses et conditions régissant les services aériens qui seront demandés aux États Membres qui fournissent des contingents et des policiers et ceux qui doivent être fournis par ceux-ci	En cours	La révision du modèle de lettre d'attribution concernant l'affrètement d'appareils de type militaire sera achevée après l'examen du rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Les améliorations apportées progressivement aux clauses et conditions existantes sont intégrées aux lettres d'attribution qui sont renouvelées en attendant la version révisée du modèle de lettre d'attribution et la nouvelle structure de coûts.

Produits supplémentaires

Un accord interinstitutions a été conclu avec l'OACI et avec la MONUC. Par ailleurs, un accord de services de gestion conclu avec l'OACI est entré en vigueur, dans le cadre duquel 3 accords de projet connexes ont été conclus pour la MINURCAT, la MINUAD et la MINUS.

e) Division des technologies de l'information et des communications

Réalisation escomptée 2.1 : Mise sur pied et déploiement rapide des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration de plans concernant les technologies de l'information et des communications et constitution d'une capacité de soutien à l'intention des nouvelles missions potentielles de maintien de la paix	Oui	Un soutien en matière de technologies de l'information et des communications a été fourni en appui à l'AMISOM par l'équipe d'intervention rapide en la matière, qui relève de la Base de soutien logistique des Nations Unies.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'un soutien en matière de technologies de l'information et des communications à 22 missions de maintien de la paix et à 12 missions politiques spéciales, à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et à des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, selon les besoins	Oui	Un appui a été fourni à toutes les opérations de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales ainsi qu'à la Base de soutien logistique des Nations Unies.
Supervision et orientation technique en ce qui concerne la mise en application d'une configuration normalisée en réseau dans 22 missions de maintien de la paix et dans 12 missions politiques spéciales afin d'assurer l'utilisation optimale des largeurs de bande disponibles via satellite	Oui	Une supervision et des orientations ont été fournies à toutes les missions pour assurer l'utilisation optimale des largeurs de bande disponibles. Les réseaux sont surveillés 24 heures par jour 7 jours par semaine, les schémas de consommation sont analysés et les ressources du réseau sont réaffectées en fonction des besoins et des priorités opérationnelles.

Fourniture de 1 950 services d'audio et de vidéoconférence aux missions ainsi qu'à d'autres entités des Nations Unies, notamment sous forme d'un appui technique, de l'élaboration de normes applicables à tout le système et d'un soutien opérationnel des activités courantes

Cahiers des charges et évaluation technique de 14 contrats-cadres et supervision et administration de 45 contrats-cadres portant sur des services et du matériel informatique

Fourniture de services de contrôle et de conseils aux missions de maintien de la paix dans le cadre de l'élaboration de plans de reprise des activités après des sinistres et de continuité des activités afin de permettre aux missions d'avoir accès aux données opérationnelles en cas d'évacuation ou de situation d'urgence, et application à 4 missions de l'enseignement tiré de l'expérience

Politiques, procédures, normes et autres documents permettant d'appuyer la sécurité des opérations informatiques conformément aux normes de la série 27 000 établies par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) ainsi qu'aux objectifs élaborés et diffusés dans les missions

Pleine certification de la norme 20 000 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) en ce qui concerne l'application des systèmes informatiques à la gestion de la durée du cycle de vie

Mise en application de technologies et de processus permettant d'améliorer à hauteur de 40 % les résultats des systèmes informatiques dans les missions

2 704 Vidéoconférences

L'écart s'explique par le nombre de demandes de prestation de services présentées en vue de mener à bien les activités prescrites en utilisant les ressources technologiques de l'Organisation.

14 Contrats-cadres

45 Contrats-cadres

17 Missions ont bénéficié de plans de reprise après sinistre et de continuité des activités. Les plans antisinistre sont revus, testés et mis à jour régulièrement pour prendre en compte l'évolution des activités opérationnelles des missions, telles qu'une modification de leur mandat ou un transfert.

5

Visites ont été effectuées dans les missions suivantes : MINURCAT, MINURSO, MINUSTAH, MINUAD et MINUS.

9

Exercices adaptés ont été menés dans les missions suivantes : MINURCAT, MINURSO, MINUSTAH, MINUAD, FINUL, MINUK et MINUT. Des exercices de reconstitution ont été organisés à Entebbe pour la MONUC et la MINUAD.

Oui Des politiques, procédures et normes sur la sécurité des opérations informatiques ont été établies; une version provisoire a été distribuée dans les missions.

Non Des modèles, des processus et de la documentation ont été élaborés sur la base de la norme 20 000. La certification devrait être atteinte au cours du premier trimestre de 2011.

Oui L'utilisation de la bande passante pour les systèmes d'information et de communications a connu une amélioration de plus de 40 %.

Des technologies d'optimisation du réseau et d'accélération des applications, visant à améliorer l'accès aux systèmes informatiques et à les rendre plus efficaces, ont été sélectionnées et testées; leur mise en œuvre a débuté au premier semestre de 2009 dans toutes les

Réalisation d'audits indépendants concernant la sécurité informatique et mise en place d'une capacité d'évaluation du respect des normes	Non	missions qui utilisent un système de communications par satellite. Un cahier des charges et une invitation à soumissionner ont été établis; ils sont dans la dernière phase d'examen avant d'être envoyés au Service des achats, qui y donnera suite au cours du présent exercice.
--	-----	---

C. Département de la gestion

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services d'appui fonctionnel et services techniques de secrétariat assurés lors de 75 réunions officielles et officieuses de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix, notamment des avis portant sur les procédures, 25 projets de résolution et 20 rapports de la Commission soumis pour adoption à l'Assemblée générale	146	Tenue de réunions officielles (31) et officieuses (115) de la Cinquième Commission, pour lesquelles des avis sur les procédures ont été donnés. En outre, des services d'appui ont été assurés lors de consultations informelles.
	35	Projets de résolution/décision élaborés et adoptés par la Cinquième Commission
	33	Rapports de la Cinquième Commission adoptés par l'Assemblée générale
Élaboration de notes sur le programme de travail et l'état de la documentation, ainsi que de 20 notes de procédure sur les questions relatives au maintien de la paix, à l'intention des présidents de séance de la Cinquième Commission	Oui	Programme de travail actualisé régulièrement et en fonction des besoins, avant, pendant et immédiatement après chaque session
	33	Notes de procédure élaborées
	3	Notes publiées sur l'état de la documentation de la Cinquième Commission
Administration et mise à jour du site Web de la Cinquième Commission consacré au maintien de la paix	2	Sites Web administrés et actualisés de façon continue

Réalisation escomptée 3.1 : Efficacité et efficience accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Projets d'appui à la gestion pour les missions de maintien de la paix et les services du Siège qui s'occupent des missions, en particulier dans les domaines de la gestion du changement, de la conception des structures administratives et de l'amélioration des processus	Oui	11 initiatives d'amélioration des processus-métier/projets Lean Six Sigma qui ont permis, dans les domaines des achats et des recrutements, d'identifier et d'améliorer les processus-métier qu'il fallait optimiser d'urgence. Les projets ont favorisé des gains d'efficacité, notamment en réduisant la durée des cycles, la disparité des procédures et la nécessité de reprendre certaines opérations. Ils ont conduit à l'adoption de procédures opérationnelles permanentes, qui visent à codifier les procédures et à garantir l'obtention de résultats satisfaisants et constants. Gestion de la mise en œuvre des recommandations émanant de 2 projets Lean Six Sigma sur l'administration des contrats, depuis l'élaboration du cahier des charges jusqu'à la publication de l'appel d'offres, en vue de mieux appuyer les activités d'achat des missions
188 fonctionnaires bénéficient de services juridiques, dont des services de représentation, de la part du Groupe des conseils	135	Des services juridiques, dont des services de représentation, ont été fournis à 135 fonctionnaires de missions de maintien de la paix, en plus des fonctionnaires dont les affaires remontent à des exercices antérieurs.
64 affaires soumises à la Commission paritaire de recours (3 présentations ou plus par affaire)	23	Affaires concernant le personnel du maintien de la paix, soumises à la Commission paritaire de recours (3 présentations ou plus par affaire)
45 affaires soumises aux comités de discipline (2 présentations ou plus par affaire)	72	Affaires disciplinaires concernant le personnel du maintien de la paix (2 présentations ou plus par affaire; présentation orale dans certains cas). Le chiffre supérieur aux prévisions s'explique par une augmentation du nombre des affaires disciplinaires.
15 affaires soumises au Tribunal administratif (2 présentations ou plus par affaire)	11	Affaires concernant le personnel du maintien de la paix, soumises au Tribunal administratif (2 présentations ou plus par affaire)
4 affaires relevant d'autres procédures officielles (jurys de révision, Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès, Bureau de la gestion des ressources humaines en ce qui concerne les plaintes)	5	Affaires concernant le personnel du maintien de la paix, relevant d'autres procédures (jurys de révision, Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès, Commission médicale)

pour harcèlement sexuel, Caisse des pensions, Bureau des services de contrôle interne)

70 rapports de la Commission paritaire de recours sur des recours introduits par des fonctionnaires en poste ou d'anciens fonctionnaires au Siège et dans des missions de maintien de la paix

20 rapports de la Commission paritaire de recours sur les demandes de suspension de l'exécution de décisions

18 rapports du Comité paritaire de discipline sur les questions disciplinaires soumises par le Bureau de la gestion des ressources humaines ou sur les demandes d'examen de renvois sans préavis

120 réunions du Comité des marchés du Siège et 20 réunions du Comité central de contrôle du matériel

Révision de 800 opérations d'achat et de 200 liquidations de biens par an assortie de recommandations au Contrôleur

Analyse de 10 cas de contestation des adjudications

10 programmes de formation de base et de perfectionnement à l'intention des membres du Comité local des marchés et du Comité local de contrôle du matériel dans les missions de maintien de la paix

Conférence des membres des Comités des marchés (Siège et missions de maintien de la paix)

Un cours d'apprentissage en ligne pour les membres des comités de contrôle, au sujet des pratiques optimales et des questions de jurisprudence

47 Rapports de la Commission paritaire de recours

Le chiffre inférieur aux prévisions s'explique par la tendance à la diminution du nombre de recours introduits durant la période à l'examen

22 Rapports de la Commission paritaire de recours sur les demandes de suspension de l'exécution de décisions

66 Rapports du Comité paritaire de discipline

Le chiffre supérieur aux prévisions s'explique par la priorité accordée au traitement des dossiers du Comité paritaire de discipline.

96 Réunions du Comité des marchés du Siège

15 Réunions du Comité central de contrôle du matériel

687 Opérations d'achat révisées. Le nombre d'affaires soumises a été inférieur aux prévisions.

389 Liquidations de biens révisées, 80 % de ces opérations ayant trait au maintien de la paix

Non Le nouveau système de contestation des adjudications n'a pas encore été mis en œuvre; un projet pilote devrait être lancé au début de 2010.

16 Sessions de formation organisées en raison du volume important de la demande

Oui Conférence tenue en février 2009

Non L'élaboration du programme d'apprentissage en ligne a été retardée en raison de la charge de travail très élevée de l'École des cadres du système des Nations Unies. Le programme devrait être disponible avant la fin novembre 2009.

Suivi régulier de l'exercice des délégations de pouvoir en matière d'achats pour 10 missions de maintien de la paix	Non	L'instruction administrative portant attribution de la fonction de suivi au Comité des marchés du Siège devrait être publiée avant la fin de 2009.
3 évaluations portant sur des missions dans lesquelles les méthodes de travail du Comité local des marchés doivent être améliorées.	Non	Les activités de suivi n'ayant pas commencé, les missions d'évaluation n'ont pas été effectuées.

b) Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Division de la comptabilité		
3 états financiers consolidés et 41 états financiers individuels accompagnés de 18 tableaux et de notes relatives aux états financiers	3	États financiers consolidés
	45	États financiers individuels
	22	Tableaux
	473 000	Opérations comptables traitées
Rapports mensuels sur l'état des contributions, récapitulatifs mensuels non officiels des contributions mises en recouvrement non acquittées et 24 récapitulatifs officiels de l'état des contributions des 15 principaux contributeurs et des autres États Membres	Oui	Publication de rapports mensuels
	24	Récapitulatifs mensuels non officiels communiqués aux hauts responsables
Division du financement des opérations de maintien de la paix		
30 rapports sur l'exécution du budget et prévisions budgétaires pour 15 missions en cours	30	15 rapports sur l'exécution du budget et 14 rapports sur les prévisions budgétaires pour les missions
	1	Budget de liquidation révisé pour la MINUEE, dont le mandat a pris fin le 31 juillet 2008
	1	Rapport intérimaire sur le budget de la MINUAD
	1	Note relative à des ressources additionnelles pour la MINUS
	1	Autorisation d'engagement de dépenses pour la MINURCAT
	1	Autorisation d'engagement de dépenses pour le financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité

1 rapport sur la situation financière actualisée de 20 missions terminées	1 Rapport sur la situation financière actualisée de 20 missions terminées
8 rapports et notes sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, y compris le rapport d'ensemble, le compte d'appui et la BSLB	9 1 note supplémentaire relative aux ressources approuvées pour les missions au titre de la période à l'examen a été publiée à la suite de mesures financières additionnelles prises par l'Assemblée générale, lors de la partie principale de sa soixante-troisième session, concernant la MINUEE et le compte d'appui.
15 dossiers d'information complémentaire remis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	17 Dossiers d'information supplémentaires concernant 14 missions en cours, le budget de liquidation de la MINUEE, le compte d'appui et la BSLB
Examen des questions des organes délibérants relatives au suivi de 15 opérations de maintien de la paix en cours, la BSLB et le compte d'appui, ainsi que les questions transversales, et coordination des réponses	1 646 Pages de réponses écrites aux questions posées : 935 pages de réponses aux questions relatives au suivi, posées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et 711 pages de réponses aux questions de la Cinquième Commission relatives au suivi

Réalisation escomptée 3.1 : Efficacité et efficience accrues des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :	
	oui/non ou nombre	Observations

Division de la comptabilité

Assistance fournie aux opérations de maintien de la paix sous la forme de conseils sur le Règlement financier et les règles de gestion financière, les conventions comptables, les procédures et pratiques et les assurances	Oui	Directives et conseils relatifs aux questions financières, fournis de manière continue, et analyse détaillée et continue des comptes mensuels et des communications bilatérales. Directives concernant l'examen des engagements, le report des engagements non utilisés, la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide et les instructions relatives à la clôture de l'année budgétaire. En outre, divers thèmes pertinents ont été examinés lors de l'atelier organisé en novembre 2008 à l'intention des chefs des services financiers
	21	Contrats d'assurance examinés, des directives et des conseils donnés sur les dispositions relatives aux assurances et les clauses d'indemnisation des contrats se rapportant aux opérations de maintien de la paix complexes; les procédures de demande d'indemnisation relatives à la police mondiale d'assurance-automobile ont été modifiées; et les polices

	d'assurance relatives à l'utilisation d'aéronefs en affrètement de longue durée ont été actualisées
Assistance fournie aux services financiers des missions, sous la forme de programmes de formation et de directives concernant l'amélioration des contrôles internes et les mesures à prendre pour donner suite aux recommandations issues d'audits	Oui Des orientations sur les procédures financières ont été données dans le cadre de l'appui initial fourni à l'AMISOM, notamment en ce qui concerne les procédures comptables relatives aux déplacements à l'intérieur de la zone de la Mission et les procédures de recouvrement des coûts auprès des États. Le Directeur adjoint de la Division de la comptabilité et le Chef de la Section des comptes des opérations de maintien de la paix ont effectué une mission auprès de la MINURCAT, de la MINUAD et de la MINUS en vue de donner des orientations et d'examiner la suite donnée aux conclusions d'audit
Analyse de nouvelles méthodes comptables et recommandations en vue de préparer l'adoption des IPSAS	Oui Appui à l'adoption de 11 documents d'orientation harmonisés à l'échelle du système, concernant les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), et notamment recommandation des domaines susceptibles de faire l'objet de mesures d'harmonisation, analyse de propositions et examen, avec des groupes de travail et des groupes de discussion régionaux, des points de vue et des recommandations relatifs aux orientations à adopter
Automatisation des opérations comptables telles que l'enregistrement des contributions reçues, la mise à jour de l'historique des versements ou les demandes de remboursement de frais de voyage	Oui L'établissement de reçus à l'enregistrement des contributions a été automatisé durant le premier trimestre de 2009. Des dispositions sont actuellement prises en vue de l'automatisation de l'enregistrement des contributions et de la mise à jour de l'historique des versements.
Comptabilité précise des stocks stratégiques pour déploiement rapide et poursuite de l'élaboration de directives comptables connexes en fonction des besoins	Oui Comptabilité précise de cargaisons de stocks stratégiques pour déploiement rapide d'un montant de 56 millions de dollars, ainsi que de la reconstitution des stocks pour un montant de 68,9 millions de dollars
Traitement de 19 000 décaissements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs	18 400 Décaissements traités
Négociation et gestion de 11 contrats-cadres d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, notamment pour les opérations aériennes et la police mondiale d'assurance-automobile	11 Négociation de 11 contrats-cadres d'assurance pour les opérations de maintien de la paix en cours, dont une police d'assurance contre les actes de violence

	2	De nouveaux contrats d'assurance ont été négociés au cours de la période à l'examen pour couvrir les biens du Département des opérations de maintien de la paix et les dommages causés par les navires dans les missions de maintien de la paix
Prestations d'assurance maladie et d'assurance-vie servies à tous les membres du personnel des opérations de maintien de la paix recrutés sur le plan international, qui y ont droit, et aux personnes à leur charge	16 833	Tous les membres du personnel et les personnes à charge pouvant y prétendre ont été couverts selon les arrangements relatifs au personnel sur le terrain. Le nombre de membres du personnel et de personnes à charge enregistre une hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation du nombre des activités de maintien de la paix.
Traitement de toutes les demandes d'indemnisation relatives au maintien de la paix présentées aux compagnies d'assurances et au Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès		Toutes les demandes d'indemnisation ont été examinées et se trouvent à différents stades de règlement :
	178	Nouvelles demandes d'indemnisation examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès
	6	Nouvelles demandes d'indemnisation examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation
	44	Demandes d'indemnisation par des compagnies d'assurance, présentées au Siège, traitées ou réglées conformément au contrat-cadre d'assurance applicable
5 000 dénouements d'opérations de placement réalisés pour le compte des opérations de maintien de la paix, conformément aux normes en vigueur dans le secteur financier	4 148	Liquidations de placements effectuées pour le compte de missions, traitées conformément aux normes en vigueur dans le secteur financier
Publication de 250 rapports journaliers, 12 rapports mensuels et 2 rapports semestriels sur les placements et la gestion de la trésorerie à l'intention des missions de maintien de la paix	250	Rapports journaliers publiés
	12	Rapports mensuels publiés
	2	Rapports semestriels publiés
Exploitation du système ICOS (SIG-CMS-OPICS-SWIFT) afin de normaliser les systèmes informatiques de paiement de l'ONU dans le monde entier et d'améliorer les dispositifs de contrôle	Oui	Soutien opérationnel continu à la mise en place de l'interface
Envoi en temps voulu des avis de mise en recouvrement des quotes-parts et des récapitulatifs exhaustifs adressés aux États Membres ayant des arriérés de contributions	8 640	Avis de recouvrement adressés en temps voulu à 192 États Membres
	161	Récapitulatifs exhaustifs adressés durant le dernier trimestre de 2008

Traitement comptable de 2 500 reçus fournis par les États Membres comme justificatifs du versement de leurs contributions aux opérations de maintien de la paix, et maintien à jour d'un registre fiable des contributions non réglées	3 000	Reçus établis
Appui efficace apporté au Comité des contributions en lui fournissant en temps voulu toutes les données demandées	15	Rapports fournis
	58	Documents de séance
Division du financement des opérations de maintien de la paix		
Établissement des rapports mensuels sur les effectifs des contingents de 15 opérations de maintien de la paix en activité	Oui	Rapports mensuels sur 14 opérations en activité, compte étant tenu de l'expiration du mandat de la MINUEE le 31 juillet 2008
800 avis de paiement adressés aux pays qui fournissent des contingents ou des unités de police constituées	461	Avis de paiement adressés aux pays qui fournissent des contingents ou des unités de police constituées. Le nombre de lettres est fonction du nombre de pays concernés et de la situation de trésorerie des missions.
Directives techniques données au personnel du Siège et des missions de maintien de la paix concernant le logiciel budgétaire intégré	Non	Dans la mesure où la mise au point du logiciel budgétaire intégré se poursuivait durant la période à l'examen, aucune directive technique n'a été donnée. Le personnel de la Division du financement des opérations de maintien de la paix a procédé à des essais préliminaires.
Directives à l'intention des missions concernant l'élaboration des projets de budget et des rapports d'exécution, notamment en ce qui concerne le Règlement financier et les règles de gestion financière, les méthodes et procédures comptables, la budgétisation axée sur les résultats et la formulation de recommandations à l'intention des organes délibérants	Oui	15 missions et la BSLB ont reçu des instructions sur les modalités d'élaboration des rapports sur l'exécution des budgets de 2007/08 et des budgets de 2009/10; le compte d'appui a également fait l'objet de directives. Des directives supplémentaires ont régulièrement été établies.
Visites régionales effectuées dans 5 missions pour donner des conseils stratégiques et fournir une assistance sur place concernant les questions budgétaires et financières	Oui	Avis stratégiques fournis dans le cadre de 4 missions réalisées sur le terrain (auprès de la MINUAD, de la FNUOD, de l'UNFICYP et de la FINUL) et d'une mission effectuée en Belgique pour aider à établir les budgets des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité
Modèle de budget pour le financement des services d'appui aux missions	Oui	Des consultants extérieurs ont entrepris une étude sur l'évolution et la méthode de financement du compte d'appui, qui pourra servir de base à des analyses internes.

Émission de 255 autorisations de financement relatives aux missions et aux fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix

Émission de 17 autorisations relatives aux tableaux d'effectifs des missions

21 rapports financiers à l'intention des donateurs des fonds d'affectation spéciale pour le maintien de la paix

Formation de 60 fonctionnaires au Siège et de 60 autres dans les missions et à la BSLB à l'utilisation du logiciel budgétaire intégré

Organisation et tenue de 16 visioconférences sur les questions d'établissement et d'exécution du budget, avec 15 opérations de maintien de la paix et la BSLB, sur les questions (hypothèses budgétaires, justification des projets) qui se posent lors de l'établissement d'un rapport sur un budget ou sur son exécution

Formation de 200 fonctionnaires dans 11 missions de maintien de la paix à l'utilisation du mécanisme de contrôle des fonds

Trésorerie

Placement des fonds en dollars des États-Unis et en euros des opérations de maintien de la paix, conformément aux instructions en vigueur à l'ONU

Suivi de l'évolution des taux d'intérêt en dollars des États-Unis et en euros afin d'assurer le meilleur rendement possible des placements

Limitation de l'exposition au risque de crédit d'un établissement de crédit donné, conformément aux instructions en vigueur à l'ONU, sur la base d'évaluations positives fournies par des agences de notation financière

284 Autorisations de financement relatives aux missions, à la BSLB et aux fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix

30 19 autorisations relatives aux tableaux d'effectifs données pour 15 missions, le financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité et la BSLB et 11 autorisations données pour le compte d'appui

20 Rapports financiers établis

Non Dans la mesure où la mise au point du logiciel budgétaire intégré se poursuivait durant la période à l'examen, la formation du personnel n'a pas été effectuée.

26 Réunions de haut niveau sur les questions d'établissement et d'exécution du budget concernant le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

En ce qui concerne les missions de maintien de la paix et la BSLB, l'ensemble des questions liées à l'établissement et à l'exécution des budgets ayant été réglé par voie de correspondance, il n'y avait pas lieu de tenir des visioconférences.

120 Des fonctionnaires ont été formés dans 4 missions (MINURCAT, MONUC, FINUL et MONUG) et au Siège. Le nombre réduit de stagiaires par rapport aux prévisions s'explique principalement par un taux de participation plus faible que prévu et par le report à juillet 2009 de la formation dans 2 missions

Oui Placement des fonds conformément aux directives approuvées en matière de gestion des investissements

Oui Suivi des marchés financiers internationaux

Oui Suivi quotidien de la notation de 36 banques

Mise en concurrence des offres pour les placements afin de réduire les écarts entre cours acheteurs et vendeurs	Oui	Mise en concurrence quotidienne des offres pour les placements
Exécution d'environ 3 600 virements électroniques, 500 achats de devises et 2 400 dénouements d'opérations de placement	2 858	Virements électroniques
	232	Achats de devises
	1 341	Dénouements d'opérations de placement
		Le nombre de transactions est inférieur aux prévisions en raison du volume accru de chacune des transactions
Versement des montants correspondant à 68 000 bulletins de paie à environ 5 800 personnes dont le poste est financé au titre des comptes des missions de maintien de la paix	80 508	Versement des montants correspondant à 80 508 bulletins de paie à 7 972 personnes
État quotidien de la trésorerie et des besoins de liquidités, destiné à permettre de faire face aux impératifs de financement en monnaies multiples des comptes d'appui au maintien de la paix	250	Rapports établis sur la position de trésorerie
Traitement en ligne des demandes de paiement pour renforcer l'efficacité, la responsabilisation et la transparence	Oui	Passage effectué du SIG au système SWIFT
Application aux placements et décaissements effectués pour le compte des opérations de maintien de la paix de contrôles conformes aux normes en vigueur dans le secteur financier	Oui	Application de contrôles conformes aux normes en vigueur dans le secteur financier
		Opérations journalières de paie utilisant les systèmes SWIFT et ACH
Conseils et formation dispensés au personnel des services financiers des missions sur les questions relatives à la trésorerie, à la gestion des liquidités et aux méthodes et procédures bancaires	4	Sessions de formation sur place organisées à la MONUC et appui à l'AMISOM, à la MINUS et à la MINUT
Service de l'informatique financière		
Maintenance, mise à jour et utilisation de systèmes d'informatique budgétaire et financière; organisation des données et gestion des systèmes; administration des réseaux locaux	Oui	Les systèmes appuyés par le Service de l'informatique financière continuent d'être mis à jour, entretenus et exploités conformément aux exigences du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité. L'administration des réseaux locaux continue d'être assurée et l'appui est rationalisé
Maintenance des plans de comptes et autres référentiels financiers dans le SIG; développement et perfectionnement d'applications dédiées; mise en place d'une interface SIG/OPICS/SWIFT	Oui	Maintenance continue des plans de comptes et autres référentiels dans le SIG. Mise en place d'une interface SIG/OPICS/SWIFT
Amélioration des rapports de gestion financière	Oui	Amélioration constante des rapports de gestion financière pour répondre aux exigences des usagers. Élaboration et établissement des

		rapports sur l'état des contributions à l'intention des organes directeurs.
Mise en place du logiciel budgétaire intégré complétée avant le 30 juin 2009	Non	La mise au point du logiciel budgétaire intégré s'est poursuivie durant la période à l'examen. Les retards s'expliquent par le temps consacré à l'examen des possibilités d'intégration de certaines fonctionnalités au logiciel.

c) Bureau de la gestion des ressources humaines

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Division de la formation et du perfectionnement		
Organisation de 4 stages de formation en vue d'aider les superviseurs à fournir un appui aux membres du personnel sur le point de partir dans une mission ou de la quitter	Oui	Une procédure a été mise en place pour permettre aux superviseurs de se concerter avec les membres du personnel concernés et de leur donner des conseils, le tout de manière confidentielle. 8 entretiens confidentiels ont été demandés et accordés pendant la période comptable.
Formation d'un ou de plusieurs coordonnateurs du système d'appui aux missions (MINUS)	Oui	Une formation a été organisée au Siège pour les coordonnateurs du BINUB, de la MINUSTAH, de la MANUA, de la MANUI, de la MINUAD et de la MINUS.
Formation de coordonnateurs pour le programme de préparation aux missions dans 3 missions (MINUT, MONUG et FNUOD)	Oui	Toutes les missions ont été invitées à participer à la formation dispensée au Siège, à laquelle ont pris part 14 coordonnateurs de 4 missions extérieures (MINUSTAH, MINUAD, BSLB et MINUS) et de 3 missions politiques spéciales (BINUB, MANUA et MANUI). Étant donné qu'il était urgent de prêter assistance à la MONUC, les ressources disponibles ont été utilisées pour évaluer le programme de préparation aux missions, fournir un appui à la MONUC et former 3 conseillers à la préparation aux missions.
Mise à la disposition du personnel et des cadres de ressources en ligne sur le site Web du programme de préparation aux missions	Oui	Le site intranet du programme de préparation aux missions est accessible via iSeek et actualisé selon que de besoin.
Poursuite de la conception et de la mise en œuvre d'un système global de gestion et de consultation des ressources en matière d'apprentissage	Non	Les prescriptions techniques relatives au système de gestion de l'apprentissage ont été définies dans le contrat concernant la gestion

		des aptitudes. Le système de gestion de l'apprentissage est en cours d'élaboration et devrait être mis en œuvre pendant le premier trimestre de 2010.
Mise en œuvre du programme de formation obligatoire sur le VIH/sida dans le cadre du programme d'orientation sur le lieu de travail dans 11 missions de maintien de la paix et au Siège	Non	Le programme n'a pu être exécuté du fait du manque d'effectifs. En effet, contrairement à ce qui était escompté, l'Assemblée générale n'a pas approuvé les ressources nécessaires au recrutement d'un consultant chargé d'assurer la formation.
Division du recrutement et des affectations		
Publication de quelque 150 avis de vacance de postes pour les postes financés au moyen du compte d'appui au Siège au cours de l'exercice	152	Avis de vacance de poste publiés
Attribution des postes à pourvoir au moyen du système de sélection du personnel, y compris la présélection de plus de 18 000 candidats qualifiés et l'appui à l'examen des dossiers et à la sélection de candidats, pour des postes financés au moyen du compte d'appui à pourvoir au Siège (au Département des opérations de maintien de la paix, au Département de l'appui aux missions et dans d'autres départements), dont des postes destinés à des membres du personnel militaire et de la police civile	22 429	Dossiers de candidature ont été passés en revue pour déterminer s'ils répondaient aux conditions de recrutement aux postes considérés, y compris les postes de membre du personnel militaire et de la Police des Nations Unies.
Recrutement, prolongation de contrats et envoi sur le terrain de quelque 580 membres du personnel civil et militaire et de la police civile détachés par des États Membres, postes financés au moyen du compte d'appui, y compris des postes de temporaire	501	Personnes ont été recrutées ou ont vu leur contrat renouvelé.
Approbation et certification des chefs et directeurs de la Division de l'appui aux missions et des chefs du personnel civil des missions, des chefs du personnel et de tous les administrateurs chargés de la gestion du personnel et assumant des fonctions liées aux ressources humaines, tant pour les missions de maintien de la paix que pour le Département de l'appui aux missions au Siège	115	Contrats de membres du personnel militaire et de police détachés par des États Membres ont été prolongés.
Offre de conseils et d'un appui aux États Membres concernant l'attribution de postes dans le cas du personnel militaire et de la police civile. Concrètement, ces conseils sont dispensés sous la forme de notes verbales (en moyenne, 3 campagnes par an), à l'occasion de déplacements, ou encore par courrier électronique et par communication téléphonique (environ 300 par an). Offre de	67	Dossiers traités. Tous les administrateurs remplissant d'importantes fonctions dans le domaine de la gestion des ressources humaines doivent faire l'objet d'une certification.
	21 300	Conseils et avis fournis aux services administratifs du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions (35 %), aux directeurs de programme (5 %), aux fonctionnaires (40 %), aux candidats (15 %) et aux missions permanentes (5 %) sur des questions relatives aux ressources humaines concernant les postes

conseils et d'un appui aux fonctionnaires, au Service administratif et aux directeurs de programme relevant du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et de missions de maintien de la paix, dans les domaines de la gestion des ressources humaines (notamment sur l'application du Statut et du Règlement du personnel) et de l'administration du personnel (notamment l'administration des contrats et la détermination des prestations et avantages)

Offre de conseils et d'un appui au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions concernant le Statut et le Règlement du personnel, la gestion des ressources humaines, les prestations et avantages, et les recrutements et promotions

Offre d'un appui administratif au personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège, concernant notamment l'administration des contrats, des prestations, des avantages et des indemnités

Poursuite de la mise en œuvre et du perfectionnement du système de gestion en ligne des nominations et des affectations afin de pourvoir les postes vacants au Siège, y compris le recrutement de militaires et d'éléments de la police civile pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions

Poursuite de la mise en œuvre et du perfectionnement du système de gestion des documents afin de rationaliser la gestion des documents touchant les ressources humaines et de répondre aux besoins opérationnels courants en matière de numérisation, de classement et d'archivage, y compris en ce qui concerne les dossiers administratifs du personnel du

au Siège financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, s'agissant notamment du personnel militaire et de la police civile

2 740 Avis et conseils fournis au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, aux missions de maintien de la paix et à leur personnel sur diverses questions concernant les ressources humaines

107 Avis et conseils fournis sur des questions touchant les ressources humaines (licenciement amiable, licenciement pour raisons de santé (invalidité), versements de pensions de retraite au-delà de 3 ans, congés spéciaux avec traitement ou à demi-traitement, exceptions aux règles et aux règlements et conversion d'un contrat en contrat permanent)

1 656 Cas dans lesquels des services touchant les ressources humaines ont été fournis (indemnité pour frais d'études, allocation-logement, indemnité pour charges de famille, cessation de service, pension de retraite, licenciement amiable ou activités extérieures, entre autres)

Non Un nouveau système de gestion des aptitudes, Inspira, est en train d'être mis au point et sera lancé en mars 2010 au Siège et dans les bureaux extérieurs, puis en avril 2010 dans les missions.

Non Quelques essais ont été menés s'agissant de la numérisation des dossiers administratifs, juridiques et médicaux. Le test de validation a été effectué au moyen du logiciel Captiva. Le projet de numérisation des documents a été suspendu dans l'attente d'une décision de la direction.

Département des opérations de maintien de la paix
et du Département de l'appui aux missions au Siège

Élaboration de stratégies d'information et
réalisation de campagnes de recrutement visant à
trouver des candidats potentiels pour le
Département des opérations de maintien de la paix
et le Département de l'appui aux missions

Division des politiques et de la planification stratégique

Traitement des demandes de révision de décisions
administratives, d'affaires disciplinaires et de
recours concernant le personnel civil des missions
(105 affaires présentées officiellement)

Offre d'avis juridiques et de recommandations
concernant 10 affaires disciplinaires d'exploitation
et d'abus sexuels (qui ne sont pas déléguées aux
départements), à toutes les étapes de la procédure

Offre de conseils et mise en commun des
enseignements tirés de l'expérience en ce qui
concerne l'administration de la justice, à l'intention
de l'ensemble des missions. Le Groupe du droit
administratif conseille principalement les entités
suivantes en matière d'administration de la justice :
le Groupe déontologie et discipline au Siège, les
équipes Déontologie et discipline dans les
missions, la Division du personnel du Département
de l'appui aux missions, et les directeurs et chefs
de l'appui aux missions dans les missions. Les
conseils sont pour la plupart donnés par courrier
électronique et par téléphone parce qu'ils sont
généralement attendus dans des délais brefs. Ils
sont fournis périodiquement, souvent même au
quotidien.

Oui Des missions d'information ont été menées
dans les Émirats arabes unis, au Japon et en
République de Corée. Des stratégies
d'information sont en outre en train d'être
élaborées en concertation avec le Département
des opérations de maintien de la paix et le
Département de l'appui aux missions.

462 Dossiers traités, dont 48 demandes de révision
d'une décision administrative. Dans certains
cas, il a fallu rédiger des lettres de révision. 29
de ces demandes avaient été reçues pendant la
période comptable.

36 recours ont été examinés; parmi les
demandes reçues, 8 l'avaient été pendant la
période comptable.

Au total, 370 affaires disciplinaires ont été
examinées; 229 demandes avaient été reçues
pendant la période comptable.

8 défendeurs ont été représentés dans des
procédures menées aux fins de la suspension de
l'effet d'une décision contestée.

14 Affaires d'exploitation et d'abus sexuels ont été
traitées; 10 des dossiers examinés avaient été
reçus pendant la période comptable.

Oui Des consultations ont régulièrement lieu avec le
Département des opérations de maintien de la
paix, le Département de l'appui aux missions et
les missions de maintien de la paix au sujet des
recours, des affaires disciplinaires et d'autres
questions liées aux ressources humaines.

En outre, des consultations sont régulièrement
organisées avec ces mêmes intervenants au
sujet de questions liées à l'utilisation abusive
de codes secrets, à la déclaration de situation
financière et à l'utilisation abusive des
technologies de l'information et des
communications par le personnel des missions.

Formulation de conseils pratiques en vue de l'élaboration de stratégies visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels dans le cas du personnel civil, notamment établissement de politiques adaptées à chaque mission et conformes aux principes généraux et aux textes réglementaires applicables à l'ensemble du Secrétariat

Offre de conseils et d'un soutien au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions dans le domaine de la gestion du personnel des missions, y compris l'interprétation et l'application des textes réglementaires

Actualisation et adaptation des principes qui régissent les droits et avantages de tous les membres du personnel civil des missions

Révision des taux de l'indemnité de subsistance (missions) dans 6 missions de maintien de la paix (MINURSO, ONUCI, MONUG, MONUC, MINUT et MINUL)

Oui Le rapport établi par le Secrétaire général à l'intention de l'Assemblée générale sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/63/720) rend compte des progrès accomplis dans la mise en place et l'exécution de mesures visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels et à donner suite aux allégations.

Oui Des directives sur les grandes orientations à suivre ont été communiquées au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, par écrit (dans des mémorandums et des courriers électroniques) et lors de réunions. En outre, des directives et un appui ont été fournis s'agissant de la mise en œuvre de la réforme du régime des engagements pour le personnel des services extérieurs et du Siège, y compris la transition vers les nouvelles règles applicables au personnel hors Siège en poste au 1^{er} juillet 2009, l'établissement d'organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, la mise à jour des profils d'emploi types et les conseils concernant leur utilisation, l'offre de précisions et d'avis sur les nouvelles conditions d'emploi et l'examen des politiques mené dans le cadre des efforts déployés en vue d'harmoniser les conditions d'emploi du personnel sur le terrain. Un appui a également été offert s'agissant d'éclaircir certains points concernant les conditions d'emploi du personnel local des missions, notamment les consultants et les vacataires.

Oui Le texte révisé du Statut (ST/SGB/2009/6) est paru en même temps que le nouveau Règlement provisoire du personnel (ST/SGB/2009/7). Ils offrent notamment une nouvelle version harmonisée des conditions d'emploi du personnel de maintien de la paix sur le terrain.

5 Les taux de l'indemnité de subsistance (missions) ont été révisés à la MINURSO et à la MINUSTAH (à distance) ainsi qu'à la MONUC, la MINUT et la MONUG (sur place).

Les taux en vigueur à l'ONUCI avaient été révisés pendant l'exercice précédent.

Réalisation d'enquêtes générales sur les conditions d'emploi dans 5 missions de maintien de la paix (FINUL, MONUG, MONUC, MINUL et ONUCI) et publication de 20 barèmes de traitements applicables au personnel local des missions

4 Enquêtes générales sur les conditions d'emploi ont été menées (MONUC, FINUL, MINUT et MONUG). Une enquête avait été effectuée à la MINUL pendant l'exercice précédent.

Réalisation d'enquêtes intermédiaires sur les conditions d'emploi dans d'autres missions et publication de 36 barèmes de traitements applicables au personnel local des missions

16 Barèmes des traitements ont été publiés pour le personnel local des missions ci-dessus.

36 Barèmes des traitements ont été actualisés.

Examen et mise au point de profils d'emploi types à l'intention des missions de maintien de la paix

Oui Des orientations, y compris une formation interne, ont été offertes régulièrement. Les profils d'emploi types pour le Service mobile ont été passés en revue, comme l'avait demandé le Département de l'appui aux missions. Pendant la période comptable, 65 nouveaux profils d'emploi types ont été mis au point et approuvés, de manière à couvrir tous les groupes professionnels de la catégorie du Service mobile.

Offre par le Bureau de la gestion des ressources humaines d'une formation à l'application des normes et procédures de classement des emplois, à l'intention du personnel chargé des ressources humaines au Département des opérations de maintien de la paix, au Département de l'appui aux missions et dans les opérations de paix.

1 Stage de formation au classement des emplois a été organisé, auquel 19 personnes ont participé.

Offre par la Division du personnel de conseils au Département de l'appui aux missions et aux missions de maintien de la paix concernant la délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines, notamment à l'occasion de déplacements effectués dans 3 missions, et mise en œuvre et perfectionnement d'outils informatiques d'appui aux activités de suivi

3 Visites de suivi ont été effectuées à la MINURSO, à la MINUL et à l'ONUCI.

Des conseils et des directives ont été fournis au Département de l'appui aux missions, aux missions elles-mêmes et à leur personnel au sujet de divers problèmes touchant les ressources humaines dans les missions.

Mise en œuvre de plans d'action concernant les ressources humaines dans 5 missions de maintien de la paix

Oui Des plans d'action concernant les ressources humaines ont commencé d'être mis en œuvre dans toutes les missions le 1^{er} juillet 2008.

Examen des résultats de projets pilotes menés dans le cadre des plans d'action concernant les ressources humaines dans 5 missions de maintien de la paix et modification de ces plans en fonction de l'expérience acquise lors de leur mise en œuvre dans toutes les opérations de maintien de la paix

Non Des plans d'action concernant les ressources humaines ont commencé d'être mis en œuvre dans toutes les missions pendant la période comptable. Les résultats obtenus pendant l'exercice clos le 30 juin 2009 doivent être examinés pendant l'exercice 2009/10.

Renforcement de la capacité d'établir des rapports sur les ressources humaines du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions aux fins de la diffusion de l'information à l'échelle de l'Organisation

Non Un nouveau système permettant de centraliser les données est en train d'être mis au point dans le but de renforcer la capacité du Secrétariat, y compris le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et les missions elles-mêmes, d'établir des rapports sur les ressources humaines. L'exploitation de l'entrepôt de données a commencé pendant l'exercice 2009/10 et doit se poursuivre pendant l'exercice 2010/11.

Mise au point et suivi de l'application de normes concernant la communication des données relatives aux ressources humaines pour tous les départements, y compris le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions

Non Des normes concernant la communication de données sont en train d'être élaborées dans le cadre de la mise au point du nouvel entrepôt de données.

Amélioration des moyens dont dispose le service d'assistance sur les ressources humaines pour donner suite aux demandes du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions

Oui Le service d'assistance s'est employé à améliorer l'appui qu'il offre en donnant plus rapidement suite aux demandes.

Division des services médicaux

Formulation et actualisation des normes, politiques et directives sanitaires relatives à la protection contre les menaces biologiques et autres risques environnementaux pour la santé de l'ensemble des membres du personnel des missions de maintien de la paix, y compris les pandémies de grippe humaine, et maintien de la capacité d'intervention

Oui Les directives relatives à la préparation des services médicaux dans l'éventualité d'une pandémie de grippe ont été actualisées. Des notes d'orientation reprenant les questions fréquemment posées ont été affichées sur le site Web de l'ONU concernant la préparation à la pandémie.

Contrôle du travail de 16 chefs de service médical et contrôle technique médical de l'ensemble du système d'appui médical aux missions pour maintenir la cohérence et un niveau acceptable de prestation de services médicaux

Oui 16 chefs de service médical et toutes les missions extérieures ont fait l'objet d'un contrôle technique médical et bénéficié d'un appui.

Surveillance, évaluation et suivi de l'aide médicale technique offerte à 52 centres médicaux civils des Nations Unies

Oui Au total, 77 installations médicales civiles ont régulièrement bénéficié d'un appui administratif et technique.

Examen pour certification des compétences de 400 curriculums vitæ de candidats à des postes dans les services médicaux des missions de maintien de la paix (P-5, P-4, P-3 et Volontaires des Nations Unies)

213 Ont été examinés les curriculums vitæ de 93 candidats à des postes dans les services médicaux (médecin, infirmier/infirmière et pharmacien) et de 120 candidats à des postes de Volontaire des Nations Unies.

Le chiffre total correspond au nombre effectif de demandes de vérification des compétences

Organisation d'une réunion régionale de chefs de service médical afin de coordonner et d'actualiser les stratégies médicales et médico-administratives	techniques faites pour de nouveaux postes vacants dans toutes les missions.
Évaluation sur place des services médicaux de 3 missions (MONUC, MINURCAT et MINUAD)	<p>1 La Division des services médicaux, le Département de la sûreté et de la sécurité et le Département de l'appui aux missions ont organisé à l'intention des missions une réunion des chefs de service médical civils et militaires, qui s'est tenue à la Base de soutien logistique des Nations Unies en septembre 2008. 26 médecins de missions extérieures y ont participé. De plus, une formation pratique en traumatologie préhospitalière a été dispensée.</p> <p>3 Visites d'évaluation sur place ont été effectuées à la MONUC, à la MINUL et à la MINUS. Des missions d'évaluation avaient été menées à la MINURCAT et à la MINUAD pendant la période comptable précédente.</p>
Évaluation d'un centre régional d'évacuation sanitaire lié aux opérations de maintien de la paix (Nairobi)	<p>Oui Une visite d'évaluation a été effectuée à Doubaï.</p> <p>Compte tenu du fait que le centre médical de Nairobi avait été submergé de demandes d'évacuation sanitaire émanant de missions voisines et que le nombre de lits dans l'unité de soins intensifs à Nairobi était limité, il a fallu recenser de nouveaux hôpitaux en vue de constituer un autre centre régional d'évacuation sanitaire pour l'Afrique du nord. Des hôpitaux à Doubaï ont fait l'objet d'une évaluation, à l'issue de laquelle ils ont été agréés comme lieux de destination des évacuations.</p>
Examen médical de 1 270 candidats à l'affectation à une mission ou à un déplacement	<p>421 Examens médicaux ont été menés.</p> <p>Le nombre d'examens médicaux devant être effectués avait été arrêté compte tenu du fait que les opérations de la MINURCAT et de la MINUAD, nouvellement créées, devaient être étendues.</p> <p>Il est inférieur aux prévisions en raison de la délégation de pouvoirs au Chef du Service médical de la MINUAD et du fait que les membres du personnel du Siège ont été moins nombreux que prévu à être déployés dans des missions pendant la période comptable.</p>
Réalisation de 2 500 entretiens préparatoires et consultations préalables à l'envoi en mission sur des questions d'ordre sanitaire	<p>1 385 Le nombre d'entretiens préparatoires et de consultations préalables à l'envoi en mission devant être assurés avait été arrêté compte tenu du fait que les opérations de la MINURCAT et</p>

		de la MINUAD, nouvellement créées, devaient être étendues. Il a été moins élevé que prévu car le Chef du Service médical de la MINUAD a été habilité à effectuer des examens médicaux et à évaluer l'aptitude des fonctionnaires sur le plan médical.
Réalisation de 1 200 consultations pour évaluation et suivi psychologiques et gestion de la santé mentale (diagnostic, thérapie, renvoi à une structure extérieure et visites de contrôle) avant et après une mission	322	Consultations psychologiques ont été offertes avant et après les missions. Ce chiffre est inférieur aux prévisions car il a été décidé de prendre en compte le nombre de dossiers personnels et non plus le nombre d'actes nécessités dans chaque cas.
Vaccination de 1 400 fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et des missions	817	Le nombre de vaccinations devant être effectuées avait été arrêté compte tenu du fait que les opérations de la MINURCAT et de la MINUAD, nouvellement créées, devaient être étendues. Ce chiffre est inférieur aux prévisions car les membres du personnel du Siège ont été moins nombreux que prévu à être déployés dans des missions pendant la période comptable.
Distribution de 1 500 troussees médicales de voyage à des agents des missions et explications sur le contenu des troussees	834	Le nombre de troussees médicales devant être distribuées avait été arrêté compte tenu du fait que les opérations de la MINUAD et de la MINURCAT, nouvellement créées, devaient être étendues. Il a été moins élevé que prévu car les fonctionnaires à qui une trousse médicale avait été donnée à l'occasion d'un précédent déplacement n'en ont pas reçu de nouvelle.
Offre de soins médicaux et de consultations à 4 000 fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et membres du personnel des missions en visite	3 331	Le nombre de soins médicaux et de consultations devant être offerts avait été arrêté compte tenu du fait que les opérations de la MINURCAT et de la MINUAD, nouvellement créées, devaient être étendues.
Étude et analyse des résultats de 14 880 examens médicaux subis par des membres du personnel des missions, des candidats aux missions, des observateurs militaires et des membres de la police civile pour déterminer leur aptitude à être recrutés ou envoyés en déplacement	15 634	Ce chiffre est ventilé comme suit : 6 832 examens médicaux subis par des observateurs militaires et des policiers et 8 802 subis par des membres du personnel civil, tous aux fins de l'évaluation de l'aptitude de chacun sur le plan médical.
Certification des congés de maladie de 9 150 membres du personnel des missions et fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	970	Cas de congés de maladie certifiés Ce chiffre est inférieur aux prévisions car il a été décidé de prendre en compte le nombre de dossiers, et non plus le nombre d'actes nécessités dans chaque cas. Il correspond au nombre total de congés de maladie certifiés,

		non au nombre d'actes effectués dans le cadre de la certification (5 820).
		Le nombre de congés de maladie devant être certifiés avait été arrêté compte tenu du fait que les opérations de la MINURCAT et de la MINUAD, nouvellement créées, devaient être étendues. De plus, à compter du 1 ^{er} janvier 2008, le nombre de jours ouvrables pouvant être approuvés comme congés de maladie certifiés par un service administratif ou un bureau local du personnel est passé de 10 à 20 (voir ST/AI/2005/3/Amend.1).
Offre de conseils à la Caisse commune des pensions du personnel de l'ONU concernant 140 actes en rapport avec le versement d'une pension d'invalidité à des membres du personnel des missions et du Département des opérations de maintien de la paix	108	Actes en rapport avec le traitement de cas de pension d'invalidité à verser à 18 membres du personnel de maintien de la paix
Offre de conseils au Département des opérations de maintien de la paix et aux missions concernant 1 400 actes en rapport avec l'évacuation ou le rapatriement sanitaire d'agents civils, d'observateurs militaires et de membres de la police civile et des contingents	655	Évacuations ou rapatriements sanitaires de membres du personnel civil et militaire (1 310 actes)
Offre à des membres du personnel civil, des observateurs militaires et des membres de la police civile et des contingents de conseils sur l'indemnisation en cas de maladie (720 actes)	406	Cas dans lesquels des conseils ont été donnés sur l'indemnisation en cas de maladie Le nombre d'actes avait été arrêté compte tenu du fait que les opérations de la MINURCAT et de la MINUAD, nouvellement créées, devaient être étendues.
Saisie des données se rapportant aux examens médicaux subis par le personnel des missions dans le logiciel EarthMed (dossiers médicaux électroniques de l'ONU)	Oui	Le système EarthMed permet d'accéder à des rapports statistiques reprenant les données se rapportant aux examens médicaux subis par le personnel des missions.
Transfert dans le système de stockage numérique et traitement électronique des dossiers des examens médicaux des observateurs militaires et des membres de la police civile chargés du maintien de la paix	Oui	Les dossiers médicaux des observateurs militaires et des membres de la police civile chargés du maintien de la paix sont traités par voie électronique et archivés dans le système de stockage numérique.

d) Bureau des services centraux d'appui

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Section des archives et des dossiers		
Maintien de tous les dossiers archivés concernant l'ensemble des missions en cours de liquidation	Oui	Tous les dossiers sont catalogués, classés dans des boîtes et stockés à l'abri dans des entrepôts où la température et le taux d'humidité sont contrôlés.
Recensement des dossiers archivés à la MINUAD et à la MINURSO aux fins de transfert immédiat ou futur au Siège	Oui	Les dossiers archivés à la MINURSO ont été recensés au cours de l'exercice 2007/08. L'évaluation de ceux de la MINUAD a été reportée car la priorité a été donnée au recensement de ceux de la MINUK, en raison de la réduction des effectifs de la Mission, et de ceux de la MONUG, en raison de l'expiration du mandat de la Mission le 15 juin 2009.
Conservation des archives multimédias provenant de la MINUK	Oui	En août 2009, des archives multimédias totalisant 1 000 gigaoctets avaient été reçues. Elles ont été évaluées et cataloguées dans le système d'archivage électronique de la Section des archives et de la gestion des dossiers, une copie en a été sauvegardée et elles ont été placées en sécurité. Des conseils ont été donnés à la MINUK aux fins de la préparation d'autres archives multimédias.
100 000 pages d'archives concernant le maintien de la paix affichées sur le site Internet des Nations Unies aux fins de consultation par le public	20 000	Pages ont été affichées. Le nombre de pages est inférieur car les missions de maintien de la paix ont des pratiques et des capacités d'archivage limitées de sorte que la Section des archives et de la gestion des dossiers doit examiner 799 150 pages pour en extraire les données confidentielles et strictement confidentielles qui ne peuvent être mises à la disposition du public.
Communication de documents à l'Organisation et aux États Membres en réponse à des demandes d'accès aux archives relatives au maintien de la paix (1 000 demandes)	Oui	Au total, 940 demandes d'accès aux archives ont été reçues et traitées ainsi que des demandes auxquelles il a été donné suite par écrit, par courrier électronique ou par téléphone. Quelque 80 % étaient des demandes internes, le reste provenant d'États Membres.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Section des archives et de la gestion des dossiers		
Exécution de programmes de gestion des dossiers conformément aux règles de tenue des registres de l'ONU à la MINUAD et à la MINURSO	Oui	En mars 2009, la MINURSO a mis en place un programme de gestion des dossiers conformément aux règles de l'ONU. Les ressources prévues pour la MINUAD ont été réaffectées à la MINUK et à la MONUG au cours de l'exercice étant donné que les priorités avaient changé.
Tenue d'un atelier sur les dossiers, l'information et les archives à l'intention des missions et du personnel de maintien de la paix à la Base de soutien logistique des Nations Unies	Oui	En avril 2009, 21 membres du personnel de 16 missions ont suivi une formation à la gestion des dossiers tenue sur 4 jours à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). D'après les avis exprimés, cela aurait permis d'améliorer la tenue des registres dans les missions.
Service de la gestion des installations		
Tri et gestion du courrier, à l'arrivée et à la sortie, de la valise diplomatique et du courrier interservices pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	Oui	1 190 918 objets postaux ont été acheminés, soit 24,5 % de la charge de travail du Groupe de l'acheminement et de la distribution du courrier dans ce domaine; environ 65 tonnes de courrier ont été acheminées par la valise diplomatique, soit 11,7 % de la charge de travail du Groupe dans ce domaine; 80 533 courriers interservices ont été acheminés, soit 4 % de la charge de travail du Groupe.
Inspection des valises à l'arrivée et renforcement du tri des colis expédiés dans les bureaux extérieurs	Oui	993 valises diplomatiques ont été réceptionnées et inspectées, soit 36,6 % de la charge de travail du Groupe dans ce domaine; 5 485 valises diplomatiques ont été expédiées et inspectées, soit 96,6 % de la charge de travail du Groupe dans ce domaine.
Division des achats		
300 contrats, y compris les avenants, 2 000 commandes et 60 contrats-cadres devant expirer en 2009 (y compris les avenants) concernant les opérations de maintien de la paix	426 2 038	Contrats, y compris les avenants, ont été dressés, dont 164 contrats-cadres. Commandes ont été passées.
Agrément de 900 fournisseurs répondant aux critères de l'ONU	Non	381 fournisseurs ont reçu l'agrément. 92 étaient issus de pays en développement ou d'économies en transition, contre 67 pour l'exercice précédent.

	Le nombre de fournisseurs ayant reçu l'agrément est inférieur car des demandes incomplètes ont été présentées et les capacités de la Division des achats d'y donner suite sont insuffisantes.
Manuel des achats en ligne	Oui Le Manuel des achats peut être consulté sur le site Web du réseau de fournisseurs et des praticiens. Il se présente désormais comme une bibliothèque Wikipédia interactive, ce qui facilitera la mise à jour et l'édition ainsi que la réception des contributions des fonctionnaires chargés des achats dans tous les lieux d'affectation, et des experts comme les fonctionnaires du Bureau des affaires juridiques ou du Bureau de la déontologie.
Mise à jour de la base de données concernant plus de 6 000 fournisseurs	Oui Les données concernant plus de 6 000 fournisseurs ont été mises à jour dans la base de données Procure Plus. Tous les fournisseurs agréés ont été informés des nouvelles procédures d'agrément. Les fournisseurs n'ont pas encore achevé leur inscription sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies.
Contrat type pour l'affrètement de navires et cahiers des charges	Non Le contrat type a été établi et des observations faites concernant le cahier des charges qui est en voie d'achèvement.
Examen et mise au point des meilleures pratiques pour la lutte contre la corruption	Non Ces travaux relèveront du Comité de haut niveau chargé de l'examen des fournisseurs présidé par le Directeur du Bureau de la déontologie.
Amélioration des procédures de passation des marchés pour les services d'affrètement de courte durée concernant le transport aérien de marchandises et de passagers (y compris l'affrètement d'avions d'affaires)	Non Ce programme a été annulé car les priorités ont été revues en fonction des besoins opérationnels.
Examen de la gestion des achats dans 8 missions de maintien de la paix (MONUC, MINUS, MINURCAT, FINUL, UNFICYP, MINURSO, FNUOD et MINUAD)	5 Examens de gestion ont été effectués pour la MANUA, la MANUI, la MINUL, l'ONUCI et la MONUG. Ce nombre inférieur s'explique par l'évolution des priorités.
20 visites de sites, conférences de soumissionnaires et négociations de contrats avant attribution	13 Visites de sites ont été menées ainsi que des conférences de soumissionnaires et des négociations de contrats hors Siège. Le nombre de visites de sites est inférieur car des négociations et des conférences se sont tenues au Siège, de sorte que ce type de visite s'est avéré moins nécessaire.

2 points d'information pilotes pour les fournisseurs locaux dans des missions de maintien de la paix

Non Ce programme a été annulé en raison des changements intervenus dans la stratégie relative aux séminaires d'affaires dont certains seront organisés par la Chambre de commerce internationale.

Automatisation des activités relatives aux transitaires

Oui En mars 2009, les activités relatives aux transitaires ont été informatisées.

Formation de 600 fonctionnaires chargés des achats, des marchés et de la certification externe : 100 au Siège et 500 sur le terrain

278 138 fonctionnaires sur le terrain ont reçu une formation aux rudiments des achats, y compris aux questions concernant le meilleur rapport qualité-prix, la déontologie et l'intégrité.

74 fonctionnaires de missions de maintien de la paix et du Siège ont été formés à la rédaction du cahier des charges, à l'analyse des coûts et à l'évaluation des offres provenant du National Institute of Government Purchasing des États-Unis.

6 fonctionnaires de missions de maintien de la paix ont assisté à des programmes à l'intention des formateurs sur la manière d'améliorer la formation aux achats.

25 fonctionnaires de la Section de la logistique et du transport ont reçu une formation au droit des contrats dispensée par l'Association du transport aérien international.

10 fonctionnaires du Siège ont participé à un atelier de formation aux achats responsables.

15 fonctionnaires du Siège ont assisté à la formation aux entretiens avec les fournisseurs.

5 fonctionnaires du Siège se sont inscrits à 10 cours de formation relatifs aux achats en ligne proposés par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

5 fonctionnaires du Siège se sont inscrits à des cours particuliers consacrés à des questions comme la gestion du risque; la rédaction de contrats et autres accords; les contrats, les achats et les négociations pour les gestionnaires de projet; la programmation informatique.

Le nombre de fonctionnaires ayant reçu une formation est inférieur car la priorité a été donnée à la mise au point d'un système de formation en ligne.

Formation du personnel chargé des 2 points d'information dans les missions retenues

Non Ce programme a été annulé en raison des changements intervenus dans la stratégie relative aux séminaires d'affaires dont certains seront organisés par la Chambre de commerce internationale.

Mise à jour du Manuel des achats

Oui Le Manuel des achats a été mis à jour, révisé et publié dans sa version électronique interactive, ce qui facilite la consultation et la compréhension.

Attribution d'un contrat à long terme pour la présélection des fournisseurs afin de renforcer les mécanismes de contrôle interne

Oui La procédure est terminée et un contrat a été attribué.

Division de l'informatique

Appui pour le raccordement à l'intranet, au SIG, à Galaxy et à Citrix dans toutes les missions de maintien de la paix

Oui Tous les agents des missions sont raccordés à l'intranet grâce à la BSLB. 424 comptes Citrix permettent à 16 missions d'accéder au SIG.

Services d'assistance et d'entretien des centres de données et de l'infrastructure informatique du Département des opérations de maintien de la paix pour les circuits spécialisés de transmissions de données, de téléphonie et de télécopie

Oui Tous les serveurs au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions bénéficient d'un appui de niveau 1.

Mise en place d'un système de stockage des documents permettant de sécuriser les communications et les échanges de données par l'Internet afin de remplacer le système existant de télécopie chiffrée

Oui 46 comptes Cyber Ark ont été attribués au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions pour assurer la sécurité du stockage des documents et de la mise en commun des données par l'Internet.

Fourniture d'identifiants sécurisés permettant l'accès à distance au réseau privé virtuel et l'accès au SIG, à Citrix, au Sédoc et au Système de gestion des adresses du protocole Internet

Oui 265 identifiants sûrs permettant l'accès à distance au réseau privé virtuel ont été fournis aux fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions. Un réseau privé virtuel servant de plate-forme de communication pour les missions relie le Siège de l'ONU à la BSLB.

Section des voyages et des transports

Négociation ou renégociation avec des compagnies aériennes de 33 accords avantageux (tarifs réduits) pour les personnes voyageant pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions (11 négociations en cours, 21 accords renégociés et 1 accord négocié au cours de l'exercice). La plupart des contrats sont d'une durée de 2 ans.

34 31 accords ont été renégociés et 3 ont été négociés pendant l'exercice.

Vérification de 8 000 autorisations de voyage

7 356 Autorisations de voyage

		Le chiffre est inférieur car globalement le nombre de voyages du personnel des opérations de maintien de la paix au Siège a diminué.
Calcul des droits pour 300 demandes d'allocation d'une somme forfaitaire pour les voyages au titre du congé dans les foyers du personnel du Département des opérations de maintien de la paix au Siège (diminution due au calcul des droits pour les demandes d'allocation d'une somme forfaitaire dans les missions à compter du 1 ^{er} juillet 2007)	398	Demandes d'allocation d'une somme forfaitaire ont été traitées.
Délivrance de 8 000 documents de voyage des Nations Unies et visas	8 073	Documents de voyage et visas ont été délivrés.
Formalités pour 4 500 expéditions (envoi des effets personnels, y compris traitement des demandes d'indemnisation par l'assurance)	10 737	Envois d'effets personnels, notamment de souscriptions à une assurance, de factures et de demandes d'indemnisation Le nombre est supérieur car, depuis mars 2009, les États Membres sont tenus d'avoir recours au service de messagerie express DHL pour tout envoi de 100 kg d'effets personnels à l'intention des observateurs militaires et des agents de la police des Nations Unies.
Réception et livraison de fournitures, de biens et de colis à des bureaux du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège (14 000)	16 296	Fournitures, biens et colis Le chiffre est supérieur aux prévisions en raison du nombre croissant de bons de commandes qui ont été inspectés pour réception, ainsi que de la livraison de matériel informatique aux opérations de maintien de la paix au Siège.
Livraison de fournitures de bureaux en réponse à 500 demandes présentées par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions	433	Demandes ont été traitées.

D. Bureau des services de contrôle interne

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits à l'Assemblée générale et à d'autres organes intergouvernementaux pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Rapports d'audit expressément demandés par l'Assemblée générale	2	Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit de l'application de mesures

Rapport annuel à l'Assemblée générale sur les résultats des audits des activités de maintien de la paix et la mise en œuvre des principales recommandations des auditeurs	Oui	extraordinaires à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (A/63/668); rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit de la structure du Secrétariat chargée de gérer et d'appuyer les opérations de maintien de la paix (A/63/837) Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2008 [A/63/302 (Part II)]
---	-----	---

Réalisation escomptée 3.1 : Efficience et efficacité accrues de la conduite, de la gestion et de la direction des opérations de maintien de la paix et de l'appui qui leur est apporté

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
2 rapports d'évaluation exhaustifs sur l'examen des opérations de maintien de la paix	1	Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation de programme sur le travail accompli et les résultats obtenus par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (A/63/713) Le produit prévu, à savoir 2 rapports d'évaluation exhaustifs sur l'examen des opérations de maintien de la paix, était fondé sur l'hypothèse que 4 postes supplémentaires (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 1 G) seraient créés, mais ces créations de postes n'ont pas été approuvées par l'Assemblée générale.
2 rapports d'évaluation thématique sur les opérations de maintien de la paix	1	Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation thématique des activités de désarmement, démobilisation et réintégration dans les opérations sur le terrain La mission d'audit a été achevée au cours de l'exercice budgétaire, mais la publication du rapport a été légèrement retardée du fait du report des visites à la MONUC et à la MINUS compte tenu des conditions de sécurité sur le terrain. Le produit prévu, à savoir 2 rapports d'évaluation thématique sur les opérations de maintien de la paix, était fondé sur l'hypothèse que 4 postes supplémentaires (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 1 G) seraient créés, mais ces créations de postes n'ont pas été approuvées par l'Assemblée générale.

2 rapports d'inspection spéciale sur l'examen des opérations de maintien de la paix	Non	Le produit prévu, à savoir 2 rapports d'inspection spéciale sur l'examen des opérations de maintien de la paix, était fondé sur l'hypothèse que 4 postes supplémentaires (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 1 G) seraient créés, mais ces créations de postes n'ont pas été approuvées par l'Assemblée générale.
Examen et analyse de 420 allégations de faute professionnelle pour préparer l'adoption d'une décision quant à la juridiction compétente et au lancement éventuel d'une enquête	378	Allégations reçues au sujet des opérations sur le terrain. Ces allégations ont donné lieu à 110 enquêtes. Le produit est inférieur aux prévisions en raison de la diminution générale du nombre d'allégations de ce type transmises par les missions sur le terrain.
120 rapports d'enquête	113	Rapports sur les opérations sur le terrain soumis au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions
130 communications adressées aux responsables de programme pour observations et suite à donner avant l'ouverture d'une enquête ou la clôture d'une affaire par le Bureau des services de contrôle interne	105	Dossiers relatifs à des fautes relevant de la catégorie II transmis à la direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions pour examen et suite à donner Le produit est inférieur aux prévisions en raison de la diminution générale du nombre d'allégations de ce type transmises par les missions sur le terrain.
20 notifications adressées au Département de l'appui aux missions et aux chefs de mission au sujet d'enquêtes prévues (catégorie I) ou achevées (catégorie II)	73	Rapports consultatifs transmis au Département des opérations de maintien de la paix, au Département de l'appui aux missions et aux chefs de mission, essentiellement au sujet des formalités de recrutement de nouveaux agents certificateurs des missions sur le terrain Le nombre plus élevé que prévu s'explique par l'augmentation du nombre de demandes reçues par la Division des investigations.
Publication de 10 rapports d'audit établis par les auditeurs du Siège	10	Rapports d'audit portant sur divers aspects des opérations sur le terrain, notamment les opérations de la Police des Nations Unies, l'administration des fonds d'affectation spéciale, les comités locaux des marchés et l'achat des quantités de base
110 rapports d'audit établis par les auditeurs résidents en poste dans les missions de maintien de la paix	75	Rapports d'audit Le nombre moins élevé que prévu tient au fait qu'il y avait des postes vacants dans les

bureaux des auditeurs résidents, en raison des difficultés à attirer et retenir du personnel qualifié sur le terrain, ainsi que du retard pris dans le déploiement effectif des nouvelles recrues. De plus, les rapports d'audit transmis par les missions ont fait l'objet d'un examen approfondi en vue d'améliorer la qualité des rapports publiés.

E. Cabinet du Secrétaire général

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils pour la rédaction d'environ 117 rapports intéressant le maintien de la paix destinés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale	136	Conseils fournis pour la rédaction de 136 rapports sur des questions de maintien de la paix présentés au Cabinet du Secrétaire général (43 à l'Assemblée générale et 93 au Conseil de sécurité)
Conseils pour l'élaboration d'environ 300 notes ou éléments de discussion, notamment 10 exposés que le Secrétaire général doit présenter au Conseil de sécurité	808	Éléments de discussion concernant les missions de maintien de la paix
	389	Éléments de discussion pour les réunions bilatérales
	12	Exposés au Conseil de sécurité sur les questions de maintien de la paix
Conseils pour la rédaction d'environ 220 lettres et notes donnant des orientations au Département des opérations de maintien de la paix ou aux missions de maintien de la paix directement	196	Lettres et notes donnant des orientations adressées au Département des opérations de maintien de la paix ou aux missions de maintien de la paix directement

Réalisation escomptée 3.1 : Efficience et efficacité accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Communication aux missions de maintien de la paix et au Département des opérations de maintien	82	Communication aux missions sur le terrain et au Département des opérations de maintien de

de la paix d'observations et de conseils relatifs aux rapports sur les missions de maintien de la paix établis par le Secrétaire général

la paix d'observations et de conseils relatifs à 82 rapports

F. Bureau de l'Ombudsman de l'Organisation des Nations Unies

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Efficience et efficacité accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Règlement de problèmes de relations du travail dans 140 dossiers	338	Le personnel de maintien de la paix a sollicité l'aide du Bureau de l'Ombudsman de l'ONU au cours de l'exercice. Les 338 dossiers ont été examinés et classés. Le Bureau a été saisi d'un plus grand nombre de dossiers que prévu.
Analyse de 140 dossiers pour recenser les problèmes systémiques, conformément au mandat du Bureau de l'Ombudsman	338	Dossiers reçus et analysés pour recenser les problèmes systémiques qui surviennent dans les opérations sur le terrain. Les observations faites ont été transmises aux responsables des missions de maintien de la paix.
70 réunions avec la Division du personnel du Département de l'appui aux missions, ainsi qu'avec les hauts responsables des missions de maintien de la paix	130	Réunions organisées pour examiner les affaires en cours et les problèmes systémiques. L'Ombudsman a par ailleurs participé à la trentième session du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel, tenue en juin 2009.
Visites par des membres du Bureau de l'Ombudsman dans 2 missions de maintien de la paix (MINUAD et MINUEE)	4	Visites effectuées dans des missions sur le terrain (MINUK en octobre 2008, MONUC en mars/avril 2009, MINUS et MINUAD en mai 2009) Le nombre de visites effectuées est supérieur aux prévisions, car le Bureau a été saisi d'un plus grand nombre de dossiers. Aucune visite n'a été faite à la MINUEE dont le mandat arrivait à expiration le 31 juillet 2008.
2 réunions trimestrielles avec les hauts responsables au Siège	8	Réunions avec les hauts responsables Le nombre de réunions tenues est supérieur aux prévisions du fait de l'augmentation du nombre de dossiers dont le Bureau était saisi et des efforts déployés pour porter les problèmes systémiques à l'attention des hauts responsables.

Distribution de 150 brochures d'information destinées en particulier aux membres du personnel recruté sur les plans local et national, y compris aux agents des services généraux, en vue de les sensibiliser à l'existence du Bureau de l'Ombudsman et de leur faciliter l'accès, sur un pied d'égalité, aux services qui y sont offerts	500	Brochures et plaquettes distribuées à l'ensemble du personnel, en particulier aux membres du personnel recruté sur les plans local et national, y compris aux agents des services généraux Le produit supérieur aux prévisions s'explique par le plus grand nombre de visites effectuées dans les missions et par les efforts supplémentaires déployés pour sensibiliser davantage le personnel aux activités du Bureau.
Publication de bulletins semestriels sur le site Web du Bureau de l'Ombudsman	Non	Au cours de la période considérée, la priorité a été accordée à la création du site Web du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, qui est opérationnel depuis octobre 2009. Compte tenu de cette priorité, la publication de bulletins semestriels n'a pas eu lieu.

G. Bureau de la déontologie

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils donnés aux fonctionnaires sur les règles de déontologie de l'Organisation	434	Questions posées. Des conseils ont été donnés aux fonctionnaires, notamment au personnel des missions sur le terrain.
Formation des fonctionnaires de l'ONU tant au Siège que dans les bureaux extérieurs	8 900	Fonctionnaires ayant suivi la formation en ligne obligatoire de sensibilisation à l'obligation d'intégrité
	3 000	Fonctionnaires ayant participé à l'atelier « Travailler ensemble : éthique et intégrité professionnelle au quotidien »
	120	Fonctionnaires ayant participé à l'atelier « Déontologie et intégrité dans les activités d'achat »
	4	Sessions de formation organisées à l'intention du personnel des organes centraux de contrôle des missions

- 8 Sessions de formation personnalisées sur les questions relatives à l'éthique organisées à la FINUL

Réalisation escomptée 3.1 : Efficience et efficacité accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Examen des dossiers pour déterminer s'il s'agit de cas plausibles de représailles dues à la dénonciation de manquements ou à la coopération à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés	29	Cas examinés
Administration du dispositif de transparence financière	3 118	Membres du personnel ayant présenté une déclaration dans le cadre du dispositif de transparence financière dans les délais prévus

H. Bureau des affaires juridiques

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Efficience et efficacité accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui et assistance sous forme d'avis et de conseils juridiques, équivalant à 17 années de travail, fournis régulièrement et en fonction des besoins aux missions de maintien de la paix et aux services d'appui (Département de l'appui aux missions, Département des opérations de maintien de la paix, Bureau des services centraux d'appui/Division des achats, etc.) concernant :		
Les aspects réglementaires des missions de maintien de la paix, notamment les questions de gouvernance et les conditions d'application des règles et directives de l'Organisation (50 produits)	130	Mémoires et autres textes juridiques (y compris les projets) concernant les aspects réglementaires des opérations sur le terrain
Les accords institutionnels et opérationnels (par exemple, accords sur le statut des forces, accords sur le statut des missions et autres accords analogues, questions générales de droit	226	Mémoires, projets d'instrument et autres communications écrites et orales concernant les accords institutionnels et opérationnels relatifs aux opérations sur le terrain

international public, règles d'engagement) et les décisions finales prises avec les gouvernements et les institutions internationales à propos de ces accords (100 produits)

Les enquêtes sur les allégations de violations répandues et systématiques du droit humanitaire et du droit relatif aux droits de l'homme dans les missions de maintien de la paix (15 produits)

Les aspects commerciaux, notamment les contrats et les grands marchés de fournitures, de services logistiques, d'assurance, de déminage et opérations du même genre, la liquidation des biens, et les opérations d'affrètement pour les transports aériens et maritimes (195 produits)

Les dossiers de réclamation concernant le règlement de litiges contractuels et de contentieux immobiliers, et les réclamations pour dommages aux biens, invalidité et décès (15 produits)

Les questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation des règles et règlements financiers, les opérations de trésorerie et les arrangements de garde et de services bancaires complexes touchant les opérations de maintien de la paix (15 produits)

Les litiges et affaires contentieuses, avec représentation de l'Organisation devant des juridictions arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires et administratives (5 produits)

La défense des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix devant des juridictions judiciaires, quasi judiciaires et administratives (50 produits)

Les questions relatives au personnel, quant à l'interprétation et l'application du Règlement et du Statut du personnel, aux droits et obligations des fonctionnaires, à leurs prestations et indemnités (75 produits)

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande d'avis juridiques.

- 5 Mémoires et autres communications écrites et orales concernant les enquêtes sur les allégations de violations de ce type

Les produits sont moins nombreux que prévu, ce qui s'explique par la diminution du nombre de demandes d'enquête.

- 783 Projets de contrat, mémoires, conseils pour les négociations et communications connexes avec des fournisseurs et autres parties sur les aspects commerciaux des opérations sur le terrain

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande d'avis juridiques.

- 43 Cas d'examen et de gestion de demandes d'indemnisation, notamment avis communiqués par écrit et correspondance

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande d'avis juridiques.

- 21 Mémoires et documents connexes et conseils au sujet des questions financières touchant les opérations sur le terrain

- 1 Cas où une représentation et une assistance juridiques ont été fournies dans le cadre d'une procédure d'arbitrage en cours ayant trait aux opérations de l'Organisation sur le terrain

- 71 Produits relatifs aux privilèges et immunités, notamment correspondance à caractère juridique et représentation en justice connexe

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande de services.

- 213 Mémoires et avis juridiques connexes sur les questions relatives au personnel découlant des opérations sur le terrain

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande de services, notamment pour vérifier les qualifications des conseillers juridiques des missions.

Les affaires portées devant le Tribunal administratif des Nations Unies (5 produits)	27	Cas de représentation	Les produits sont plus nombreux que prévu, ce qui s'explique par une forte demande de services due à la réforme du système interne d'administration de la justice de l'Organisation.
Les aspects juridiques de la sécurité, y compris la promulgation et l'application du Manuel de sécurité des Nations Unies (20 produits)	38	Mémoires et analyses juridiques connexes	Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande de services.

I. Département de l'information

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Production de 15 sujets par mois sur des questions intéressant le maintien de la paix et distribution de ces sujets par satellite à plus de 700 organismes de radiotélédiffusion, dont 500 clients d'Associated Press Television News	31	Sujets par mois en moyenne
		Les produits sont supérieurs aux prévisions car les sujets de reportage sur les missions de maintien de la paix ont été plus nombreux que prévu.
	700	Sujets proposés, pour distribution, à divers organismes de radiotélédiffusion, dont 500 clients d'Associated Press Television News
Reformatage et affichage sur le Web de 15 sujets par mois pour téléchargement par les radiodiffuseurs	31	Nombre moyen de sujets reformatés et affichés sur le site Web Unifeed par mois pour téléchargement par les radiodiffuseurs
Production annuelle de 5 sujets supplémentaires sur le maintien de la paix pour la série « L'ONU en action » et distribution à des radiodiffuseurs du monde entier	5	Sujets sur Haïti produits en partenariat avec la MINUSTAH pour la série « L'ONU en action »
	1	Sujet sur les chiens démineurs au Sud-Soudan produit avec l'aide de la MINUS pour la série « L'ONU en action »
	1	Programme sur Chypre produit en coopération avec l'UNFICYP
Production sur le terrain de 2 reportages pour l'émission mensuelle intitulée « XXI ^e siècle » du Département de l'information	Non	Non produit en raison de contraintes financières
		Le service Télévision et vidéo des Nations Unies avait prévu de recevoir des ressources extrabudgétaires pour la production sur le terrain de 2 reportages.

Production de vidéo pour des exposés au Conseil de sécurité ou à des pays susceptibles de fournir des contingents, selon les besoins

Oui Une vidéo de 8 minutes intitulée « Les femmes dans le maintien de la paix, une force pour la paix » et disponible en anglais, en français, en espagnol et en chinois, a été coproduite avec le Département des opérations de maintien de la paix à l'occasion de la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies. Elle a été diffusée au Siège, dans le hall des visiteurs, dans le cadre d'une exposition sur le même thème; elle a également été communiquée au Département des opérations de maintien de la paix, pour distribution, et publiée sur la chaîne des Nations Unies sur le site de partage de vidéo YouTube.

Réalisation escomptée 2.1 : Mise sur pied et déploiement rapide des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils sur la stratégie de communication des opérations de maintien de la paix planifiées, nouvellement créées ou élargies	3	Cas où des conseils sur la stratégie de communication ont été donnés sur la MINURCAT et la MINUAD élargies, ainsi que sur l'appui à l'AMISOM
Évaluation menée préalablement au déploiement pour cerner les besoins en matière d'information et mieux définir le plan de communication des opérations de maintien de la paix prévues, nouvellement créées ou élargies	1	Mission d'évaluation achevée pour la MINURCAT élargie
Recensement et sélection de candidats pour la composante information des missions de maintien de la paix	236	Candidats recensés et sélectionnés

Réalisation escomptée 3.1 : Efficience et efficacité accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Orientations et appui stratégiques fournis à 10 missions de maintien de la paix (FINUL, MINUAD, MINUK, MINUL, MINURCAT, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC et ONUCI) pour la formulation et l'exécution de	11	Orientations générales et appui fournis à 11 opérations sur le terrain (FINUL, FNUOD, MINUAD, MINUK, MINUL, MINURCAT, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC et ONUCI)

stratégies d'information; visites à 4 missions sur le terrain pour fournir un encadrement et un appui sur place

Conseils périodiques fournis à 5 missions de maintien de la paix (MINURSO, FNUOD, UNFICYP, MINUEE et MONUG) sur les questions d'information

Un stage de formation spécialisée d'une semaine organisé à l'intention des membres du personnel de l'information du Siège s'occupant des opérations de maintien de la paix et des fonctionnaires de l'information des missions

Mise à jour et administration de 120 pages Web environ pour 14 missions (FINUL, FNUOD, MINUAD, MINUEE, MINUL, MINURCAT, MINURSO, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, MONUG, ONUCI et UNFICYP, et) sur le site Web du Siège de l'ONU consacré au maintien de la paix

Enrichissement du site Web du Siège de l'ONU consacré au maintien de la paix et mise à jour et administration suivies de quelque 730 pages Web administrées par le Département de l'information sur ce site

Introduction d'un système de gestion des contenus, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, à l'appui des sites Web locaux des missions

5 Visites sur le terrain effectuées à la FNUOD, à la FINUL, à la MINUL, à l'ONUCI et à la MINURCAT élargie pour faciliter la formulation et l'exécution des stratégies d'information

4 Conseils sur les questions d'information fournis à la MINURSO, à la FNUOD, à l'UNFICYP et à la MONUG. Le mandat de la MINUEE a pris fin le 31 juillet 2008.

1 Un stage de formation à l'intention des responsables des services d'information des missions, axé sur les nouveaux médias, les meilleures pratiques en matière de sensibilisation et l'information par les contingents militaires, a été organisé en juin 2009 à l'Office des Nations Unies à Nairobi. 20 chefs et cadres des services d'information des missions de maintien de la paix y ont participé, aux côtés de fonctionnaires du Siège. Un rapport a été élaboré et des évaluations distribuées.

91 pages Mise à jour et administration, sur le site Web du Siège de l'ONU consacré au maintien de la paix, d'environ 7 pages Web pour chacune des 13 missions suivantes : FINUL, FNUOD, MINUAD, MINUL, MINURCAT, MINURSO, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, MONUG, ONUCI et UNFICYP

Les produits sont moins nombreux que prévu en raison de l'arrivée à expiration du mandat de la MINUEE le 31 juillet 2008.

730 Pages Web mises à jour

Le Département a supervisé la mise au point, l'amélioration et la mise à jour des pages du site Web des opérations de maintien de la paix administrées par le Département de l'information.

Produits supplémentaires :

Conseils aux missions sur la mise au point et la maintenance des sites locaux

Oui Le Département a participé à la présentation pratique du système de gestion des contenus aux missions de maintien de la paix.

Au cours de la période examinée, en collaboration avec le Département de l'appui

Mise à jour du manuel de politique et d'orientation relatif à la fonction information dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	Oui	<p>aux missions, 6 opérations sur le terrain (MINURCAT, MONUC, MINUAD, FINUL, MINUS et MINUT) ont transformé leur site Web ou en ont créé un à l'aide du système de gestion des contenus. Les sites Web locaux des missions sont ainsi plus cohérents et moins complexes.</p> <p>Les sections pertinentes du manuel d'orientation ont été mises à jour.</p> <p>Le Département a contribué aux sections consacrées à l'information dans la publication du Département des opérations de maintien de la paix intitulée « Principes et directives du maintien de la paix des Nations Unies » (dont celle portant sur la doctrine fondamentale) et au guide pratique pour la mise en train de missions du Département des opérations de la paix.</p>
Organisation, à l'intention des fonctionnaires de l'information nouvellement nommés, de séances d'information sur la mission et les exigences et priorités du Siège de l'ONU en matière de communication	Oui	<p>Les chefs des services d'information nouvellement nommés à la MINURCAT, à la MONUC, à la MINUAD et à la MINUT ont bénéficié d'une séance d'information et ont été régulièrement consultés. Une vingtaine d'autres fonctionnaires de l'information ont participé à une séance d'information avant et après leur déploiement.</p>

J. Département de la sûreté et de la sécurité

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Efficacité et efficience accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
21 rapports établis à l'issue de visites d'assistance aux missions de maintien de la paix en matière de gestion de la sécurité (FINUL (2), FNUOD, MINUAD (2), MINUEE, MINUK, MINUL, MINURCAT (2), MINURSO, MINUS (2), MINUSTAH, MINUT, MONUC (2), MONUG (2) ONUCI et UNFICYP)	17	<p>Rapports établis à l'issue de visites d'assistance en matière de gestion de la sécurité menées auprès des missions suivantes : FINUL, MINUAD, MINUK, MINUL, MINURCAT, MINURSO, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, MONUG, ONUCI et UNFICYP</p> <p>Le produit inférieur au chiffre prévu s'explique par la priorité donnée à la crise au Soudan ainsi que par la fermeture de la MONUG.</p>
Rapports établis à l'issue de visites d'assistance en matière de gestion de la sécurité des moyens	1	Visite effectuée à la Base de soutien logistique des Nations Unies

logistiques et de communication du Département de l'appui aux missions, à la Base de soutien logistique des Nations Unies

Formation organisée à l'intention des équipes de gestion de la sécurité (environ 340 personnes) dans les 14 missions de maintien de la paix suivantes : FINUL, FNUOD, MINUAD, MINUEE, MINUL, MINURCAT, MINURSO, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, MONUG, ONUCI et UNFICYP

Établissement au jour le jour de 261 données d'information sur la sécurité destinées à alimenter le rapport quotidien du Département de la sûreté et de la sécurité

Établissement de 4 rapports de la Division des opérations régionales sur les conditions de sécurité concernant 17 missions de maintien de la paix

Prestation régulière de conseils aux agents de liaison pour les questions de sécurité de fonds, programmes et organismes des Nations Unies dans 15 zones de mission où des organismes des Nations Unies opèrent dans le cadre de structures intégrées, ou dans une zone dans laquelle le chef de la mission est aussi le responsable désigné pour les questions de sécurité.

Élaboration de 20 mémorandums d'accord, contrats ou engagements d'assistance en matière de sécurité fixant le cadre des relations du Département de la sûreté et de la sécurité avec des partenaires extérieurs

2 Autres visites ont été faites au Centre des transmissions des Nations Unies à Valence (Espagne) et à la Base de soutien logistique d'Entebbe (Ouganda).

15 Équipes de gestion de la sécurité des missions suivantes ont reçu une formation : FINUL, MINUAD, MINUK, MINUL, MINURCAT, MINURSO, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, ONUCI et UNFICYP.

La FNUOD faisant partie de l'équipe locale de coordination du dispositif de sécurité, la formation y a été assurée par l'équipe de pays. Le mandat de la MINUEE a pris fin le 31 juillet 2008.

261 Données d'information sur la sécurité établies quotidiennement au Siège pour diffusion aux fonctionnaires supérieurs du Département de la sûreté et de la sécurité, aux missions hors Siège et aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies

4 Rapports ont été établis.

Oui Un rapport sur les questions de sécurité a été diffusé 5 jours par semaine dans toutes les zones de mission et des conseils ont été fournis, à la demande, dans le cadre de réunions, par téléphone et au moyen de rapports et d'évaluations.

2 Mémorandums d'accord :

Élaboration du volet sécurité de l'accord sur le statut de la mission ainsi que de l'accord de passation des pouvoirs par la force de l'Union européenne (MINURCAT)

Formation à la protection rapprochée à l'intention des missions, et examen de contrats ou d'engagements d'assistance en matière de sécurité soumis par les missions de maintien de la paix

Le produit inférieur au chiffre prévu tient au fait que le programme relatif à la protection

Organisation et tenue de 4 sessions du Comité permanent de la sécurité (Département de la sûreté et de la sécurité, Département des opérations de maintien de la paix et Département de l'appui aux missions)

Organisation et tenue de 1 atelier de formation commun (Département de la sûreté et de la sécurité, Département des opérations de maintien de la paix et Département de l'appui aux missions) consacré aux questions de sécurité à l'intention des conseillers principaux pour la sécurité, chefs de sécurité, conseillers en matière de sécurité et fonctionnaires chargés de la sécurité de 20 missions relevant du Département des opérations de maintien de la paix

Cours de formation en matière de sécurité à l'intention de 4 chefs de mission de maintien de la paix

Séances d'information sur les questions de sécurité à l'intention des chefs des missions, des commandants des forces et des chefs de la police à la fois individuellement, au moment de leur nomination, et dans le cadre de conférences annuelles

Séances d'information périodiques sur les questions de sécurité à l'intention du Département de l'appui aux missions

Exposés sur les questions de sécurité dans le cadre de 2 sessions du Comité spécial des opérations de maintien de la paix

rapprochée n'a pas été approuvé avant la fin de la période et que, par conséquent, un grand nombre des mémorandums d'accord qui devaient en principe être établis avec les États Membres concernés ne l'ont pas été.

4 Sessions se sont tenues, en fonction des besoins.

1 Atelier de formation commun (Département de la sûreté et de la sécurité, Département des opérations de maintien de la paix et Département de l'appui aux missions) consacré aux questions de sécurité a été organisé à la Base de soutien logistique des Nations Unies en juin 2009 à l'intention des conseillers principaux pour la sécurité, des chefs de sécurité, des conseillers en matière de sécurité et des fonctionnaires chargés de la sécurité de 20 missions.

2 Cours de formation ont été organisés à l'intention de chefs de mission en novembre 2008 et mai 2009.

Le produit inférieur au chiffre prévu tient au fait que la sécurité ne figurait pas au programme des autres cours.

Oui Des séances d'information sur les questions de sécurité ont été organisées dans le cadre de conférences et de visites au Siège et dans les missions.

Oui Des séances d'information sur les questions de sécurité ont été organisées régulièrement à l'intention des nouveaux hauts fonctionnaires du Département de l'appui aux missions. En outre, des exposés sur la situation opérationnelle ont été faits régulièrement lors des réunions quotidiennes avec les équipes opérationnelles intégrées ainsi que des réunions et téléconférences organisées avec le personnel des missions sur les questions concernant le Département de l'appui aux missions.

2 Exposés

Examen des postes de dépense relatifs à la sécurité, dans les projets de budget et les rapports sur

l'exécution des budgets de 17 missions de maintien de la paix

Formulation de recommandations mensuelles concernant les priorités de recrutement d'agents de sécurité pour les missions

Examen de 3 000 candidatures en vue du recrutement d'agents de sécurité recrutés sur le plan international, pour les missions de maintien de la paix

Examen de 750 candidatures à des postes vacants d'agent de protection rapprochée dans les missions de maintien de la paix

Évaluation des menaces au regard des mesures de protection rapprochée prévues pour 17 chefs de mission

25 visites dans des missions de maintien de la paix en vue d'évaluer les mesures de protection rapprochée et de formuler des avis à leur sujet

17 évaluations des menaces stratégiques, 18 évaluations de suivi des menaces opérationnelles et 17 évaluations des menaces individuelles à l'appui de 17 missions relevant du Département des opérations de maintien de la paix et à l'intention de la Base de soutien logistique des Nations Unies

Examen de 34 évaluations des menaces préparées par les missions de maintien de la paix

Organisation par le Département de la sûreté et de la sécurité d'un cours sur la gestion de l'information relative aux questions de sécurité,

17 Examens

Oui Des recommandations ont été formulées chaque mois pour toutes les missions. En outre, des recommandations ont été formulées au sujet de la reconfiguration de la MINUK ainsi que des priorités relatives à la réaffectation du personnel chargé de la sécurité dans la procédure de liquidation de la MONUG.

4 425 Candidatures (hors protection rapprochée) examinées

Le produit supérieur au chiffre prévu tient au retard accumulé dans l'examen de toutes les candidatures à des postes vacants ainsi que des fichiers de candidats présélectionnés.

687 Candidatures à des postes d'agent de protection rapprochée ont été examinées.

Le produit inférieur au chiffre prévu tient au fait que tous les postes existants avaient été pourvus.

Oui Une évaluation des menaces a été réalisée dans chaque mission et a été intégrée dans l'évaluation globale des menaces concernant la mission. Les évaluations ont ensuite été examinées au Siège.

Non Les ressources en personnel nécessaires à l'exécution de ce produit n'ont pas été approuvées.

36 Évaluations, comprenant 17 évaluations des menaces stratégiques et 19 évaluations concernant une mission ou un sujet en particulier

Le produit inférieur au chiffre prévu s'explique par une diminution des besoins opérationnels réels.

37 Évaluations ont été examinées, dont 3 évaluations supplémentaires portant sur la Base de soutien logistique des Nations Unies, le Centre des transmissions des Nations Unies et la Base de soutien logistique d'Entebbe.

2 Cours ont été organisés par le Département de la sûreté et de la sécurité au centre de formation de la Base de soutien logistique des Nations Unies

à l'intention de 20 analystes de l'information sur la sécurité

Formation de 1 240 membres du personnel de sécurité aux politiques et procédures concernant les prérogatives et fonctions des agents de sécurité; le recours à la force; l'utilisation des armes à feu – sous réserve de modifications tactiques en fonction du niveau de la menace associée à la mission; les tactiques de défense, notamment la technique SPEAR, les matraques télescopiques, et les techniques d'utilisation du vaporisateur d'oléorésine de capsicum et des menottes; la sécurité incendie; et les matières dangereuses, y compris l'utilisation du matériel et l'application des procédures de prévention et d'évacuation

Environ
1 240

en novembre 2008 et juin 2009 à l'intention de 20 participants.

Agents responsables de la sécurité des missions ont reçu une formation pendant la période considérée.

Du matériel pédagogique, des programmes et un appui technique et des conseils sur la planification et l'animation de cours ont été fournis par le Département de la sûreté et de la sécurité aux agents de sécurité des missions responsables de la formation. Le Département s'est aussi assuré que les instructeurs disposent des compétences requises pour enseigner certaines matières, telles que le recours à des armes létales et moins létales.

Le Département de la sûreté et de la sécurité a mis à la disposition de la MINUT et de la MINUK, à leur demande, des instructeurs qui ont dispensé une formation aux agents de sécurité dans les domaines suivants : notions de base en matière de sécurité; qualification au port d'arme, maniement du pistolet-mitrailleur MP5; tactiques de défense; politique et technique de recours à la force et certification des instructeurs. Une assistance et des conseils pour la formation en matière de sécurité ont été dispensés au BINUB, à la FINUL, à la MANUI, à la MINUK, à la MINUSTAH, à la MINUT, à la MONUC, à la MONUG et à l'ONUCI.

Formation spécialisée destinée à sensibiliser 1 240 membres du personnel de sécurité. Il est notamment prévu de préparer et de présenter des modules de formation spéciaux dans les domaines suivants : procédures de contrôle de l'accès aux locaux, contrôle radiographique des passagers et des bagages, utilisation de portiques de détection et de détecteurs de métaux portatifs, procédures d'inspection des véhicules notamment aux points d'entrée, installation de postes de contrôle des véhicules et fonctionnement de ces postes dans de bonnes conditions de sécurité, détection d'activités de surveillance, menace terroriste, détection d'engins explosifs improvisés et procédures à suivre par le premier intervenant, et procédures à suivre face aux véhicules piégés. On compte aussi former les agents de sécurité de manière qu'ils

Oui Des instructeurs ont été mis à la disposition de la MINUK, de la MINUT et de l'ONUCI, à leur demande, pour dispenser une formation aux agents de sécurité sur d'autres sujets généraux.

comprennent mieux ce que sont les effets d'une agression, la présomption d'obéissance et le conditionnement mental.

Stage de formation spécialisé dans l'utilisation des armes à feu; formation au maniement du pistolet Glock 19, du pistolet-mitrailleur MP5 comme arme de défense individuelle, de la carabine M4, du fusil G36 et d'autres types d'armes

4 cours de formation à la protection rapprochée à l'intention de 72 agents de protection rapprochée travaillant dans les missions

Communication aux missions de maintien de la paix des normes les plus récentes concernant la formation au maniement des armes à feu

Évaluation, sélection et formation spécialisée de 48 agents de protection rapprochée supplémentaires, une fois par an

Création d'une base de données des certificats des agents de protection rapprochée des missions de maintien de la paix

Rapports d'évaluation et d'analyse de terrain des services de sécurité de l'ONU dans 17 missions de maintien de la paix au sujet de l'utilisation des modules de formation, afin d'assurer la qualité et la cohérence des prestations du personnel de formation, de mieux gérer la formation, et de tirer

Oui Validation des compétences des moniteurs de formation sur le terrain de la MINUK (janvier et février 2009); qualification au port d'arme des agents de sécurité de la MINUT, pour le maniement du pistolet, du pistolet-mitrailleur MP5 et du fusil (novembre et décembre 2008); validation des compétences des moniteurs de formation sur le terrain de l'ONUCI (octobre et novembre 2008); cours de perfectionnement des instructeurs sur le maniement de la carabine, du pistolet, du revolver et du fusil aux États-Unis

2 Cours de formation à la protection rapprochée ont été organisés comme suit : 13 agents de la MINUAD évalués et formés par 3 instructeurs en juillet et août 2008; 36 agents de la MINUAD et de la MINUS évalués et formés par 4 instructeurs en avril 2009.

Le produit inférieur au chiffre prévu tient à une diminution des demandes d'évaluation et de formation d'agents de protection rapprochée.

Oui Par des contacts permanents avec les moniteurs de tir des missions et par la diffusion de manuels pédagogiques à jour concernant le maniement des armes à feu utilisées dans les missions et la communication de normes concernant les parcours de tir et les critères d'évaluation et d'un programme pour la formation et la qualification au port d'arme des spécialistes de la formation au maniement des armes et des moniteurs.

Non Les stages de formation spécialisés en protection rapprochée ont été reportés en attendant la mise au point définitive d'un mémorandum d'accord sur cette formation. Le mémorandum a été signé en octobre 2009.

Non Les ressources en personnel nécessaires à l'exécution de ce produit n'ont pas été approuvées.

5 Analyses de terrain à la MINUK, à la MINUT et à l'ONUCI et évaluation préalable au déploiement d'agents de sécurité affectés à la MINUAD et à la MINUS

parti au mieux des programmes, des installations et du matériel de formation actuels et futurs

Déploiement rapide d'équipes de formation pour préparer les agents de sécurité à faire face à toute éventualité

Déploiement rapide d'agents de sécurité pour apporter, en cas de besoin, un appui urgent aux missions de maintien de la paix.

Déploiement rapide de spécialistes du soutien antistress pour apporter, en cas de besoin, un appui urgent en matière de gestion du stress traumatique aux missions de maintien de la paix

Organisation d'un stage annuel de perfectionnement à l'intention de 18 conseillers rattachés au Secrétariat, chargés du soutien psychologique auprès de missions de maintien de la paix et élaboration et harmonisation des procédures

Organisation d'un cours de formation sur la gestion du stress traumatique à l'intention de 10 conseillers chargés du soutien psychologique auprès du Département de la sûreté et de la sécurité, du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions

Déploiement d'un conseiller du Groupe de gestion du stress traumatique pour assurer la gestion du stress, conseiller le personnel et évaluer son bien-être psychologique, et s'occuper de la formation des groupes d'entraide dans 10 missions (FINUL, MINUAD, MINUEE, MINUK, MINUL, MINURCAT, MONUC, MINUS, MINUT et ONUCI).

Le produit est inférieur au chiffre prévu, les ressources en personnel nécessaires à son exécution n'ayant pas été approuvées.

Non Aucune mission n'a demandé le déploiement rapide d'équipes de formation.

Non Aucune mission n'a demandé le déploiement rapide d'agents de sécurité pour apporter une aide d'urgence.

Oui Le Groupe de gestion du stress traumatique est intervenu pour dispenser des services d'urgence au personnel de la MONUC, à l'appui du Groupe du soutien psychologique.

18 Conseillers du Département des opérations de maintien de la paix auprès du BINUB, de la FINUL, de la MANUI, de la MINUAD, de la MINUL, de la MINUS, de la MINUSTAH, de la MINUT et de la MONUC ont assisté à la réunion annuelle et à la formation sur les procédures d'harmonisation à New York.

1 Cours sur les procédures médicales de gestion du stress traumatique a été organisé à New York en juin 2009 à l'intention de 15 conseillers du Département des opérations de maintien de la paix.

2 Conseillers du Groupe de gestion du stress traumatique ont été déployés auprès de la MINURCAT et de la MINUSTAH et ont effectué des interventions d'urgence auprès de la MANUA et de la MONUC.

Le produit est inférieur au chiffre prévu, les conseillers ayant dû répondre à des priorités concurrentes, telles que la crise au Yémen, le bombardement du bureau du Programme des Nations Unies pour le développement en Somalie, le bombardement de Gaza, la crise en Guinée-Bissau et les crises en cours au Pakistan et au Zimbabwe.

K. Bureau des technologies de l'information et des communications

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Efficacité et efficience accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
		<p><i>Produits supplémentaires</i></p> <p>Le Directeur général de l'informatique et le Directeur de la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions ont réalisé 2 missions d'évaluation de centres des technologies de l'information et des communications, à la FINUL et à la MANUI.</p> <p>Un processus de sélection a été réalisé en vue de l'achat d'un système électronique de gestion des rations dans le commerce.</p> <p>Un contrat a été signé avec un fournisseur qui sera chargé d'adapter le logiciel de gestion des carburants acheté dans le commerce aux besoins des missions.</p> <p>Les enquêtes sur les besoins des utilisateurs, menées en vue d'améliorer le site Intranet/ portail du Département des opérations de maintien de la paix en centralisant des documents d'orientation et en les mettant à la disposition des missions, ont été achevées en décembre 2008.</p> <p>Identification et achat du logiciel Clarity project management, un système de gestion de projets vendu dans le commerce, qui facilite la gestion des investissements informatiques effectués sur le terrain.</p> <p>Le système Sun Identity Management a été sélectionné aux fins de la création d'une base centrale de données sur le personnel des missions.</p> <p>Achat du logiciel Customer Relationship Management d'Oracle/Siebel pour le projet iNeed et configuration du système en vue d'améliorer l'appui fourni aux missions par les services d'assistance informatique</p> <p>Maintien du système Galaxy dans toutes les missions; accès au système assuré 99 fois sur 100</p>